

Juste ? Injuste ?

Activer les Intelligences citoyennes



une méthodologie
de Majo Hansotte

Juste ? Injuste ?

Activer les Intelligences citoyennes

Majo Hansotte

Ce document méthodologique s'adresse à des formatrices, formateurs, intervenantes, intervenants, citoyennes, citoyens.

L'option de l'ouvrage est de développer des outils à déployer spécifiquement au sein de groupes locaux, pour un travail de proximité, dans une visée d'émancipation citoyenne. Comment reconstruire là où on est - quartiers, villages, villes, lieux de travail ou de vie - une intelligence collective, à partir de ce que chaque personne vit concrètement ? Il s'agit de proposer des démarches et outils pour des personnes agissant localement (là où le local et le mondial s'articulent nécessairement), ainsi que pour des personnes animant des groupes de citoyens.

L'enjeu majeur des méthodes pratiques ici est de favoriser, pour un groupe, le pouvoir de se construire en tant que groupe - sujet (sujet de ce qu'il met en œuvre), devenant progressivement un groupe acteur social, capable d'intervenir et d'agir dans l'espace public, un groupe porteur de transformations.

Le présent document est divisé en trois parties : « Repères » aborde les composantes de l'espace public démocratique ; « Jalons » évoque la dynamique des Intelligences citoyennes ; « Démarches » propose de construire collectivement une action, à travers des fiches concrètes visant à former ou à animer un collectif. Chaque partie de ce document peut être consultée pour elle-même ou être articulée aux autres parties, pour s'appropriier un processus.

Juste ? Injuste ?
Activer les Intelligences citoyennes

Majo Hansotte 2025/2026

© Texte Majo Hansotte
© Photos : contacter l'autrice

Publié avec le soutien de l'Asbl DELFI

Le temps des Intelligences citoyennes

Collectifs de citoyens, mouvements sociaux aux noms multiples, marches locales ou mondiales, forums divers, luttes syndicales, plateformes et réseaux, conseils de quartier, ateliers urbains, squats ou réappropriations d'espaces vacants, parades citoyennes, interventions de rue, réseaux sociaux, sites et blogs Internet, chartes : ces dernières années, les modalités de la citoyenneté active se sont enrichies à travers une créativité sans cesse en mouvement.

Tous les paramètres de l'humain sont devenus susceptibles d'engagements et d'affrontements. Les questions touchant au Juste et à l'Injuste, aux humains et à la planète, sont plus brûlantes que jamais.

Il ne fait pas de doute que la capacité des citoyennes et citoyens d'anticiper l'avenir, d'imaginer des pistes nouvelles est devenue indispensable. Le fait d'abandonner les choix d'avenir uniquement aux mandataires élus est aujourd'hui peu pertinent à l'heure où le local et le global, le particulier et l'universel ont à s'articuler dans une recherche exigeante autour du Juste et de l'Injuste.

L'intervention collective de l'engagement citoyen nécessite cependant une sphère d'action qui lui soit propre, appelée espace public, ne se confondant pas avec les instances démocratiques représentatives.

Cet espace public est à faire vivre et à renforcer contre la privatisation grandissante de l'agir social et politique par des lobbies fonctionnant selon leurs intérêts propres : renforcer un espace public, local et mondial.

Les citoyens et citoyennes aujourd'hui disposent de puissants moyens de communication. Le pouvoir de communiquer à l'infini s'accompagne néanmoins bien souvent d'une grande faiblesse méthodologique : ainsi peut se formuler la difficulté contemporaine de la parole et de l'action.

La multiplication des possibilités de communication entre les personnes, à travers les ressources numériques, rend d'autant plus urgente une formation éthique et politique, pour favoriser une culture de l'espace public démocratique.

L'outil présenté ici cherche à soutenir la construction d'une intelligence collective. Il s'agit d'acquérir un réel pouvoir d'intervention, de renforcer les ressources méthodologiques, d'affirmer les repères éthiques et politiques ainsi que les dimensions expressives et culturelles du développement citoyen.

Que les individus ou les groupes, les travailleurs et travailleuses, les chômeurs et chômeuses, les femmes et les hommes, subissant une injustice, puissent donner du sens à leur expérience et développer un réel pouvoir d'intervention. C'est l'aventure d'une parole agissante qui se joue à travers ces pages.

Partie 1

Repères

Les composantes de l'espace public



Cette première partie propose des repères théoriques. On y trouvera les concepts nécessaires pour asseoir des démarches méthodologiques. Ces référents, s'ils sont indispensables à transmettre a priori aux formateurs, formatrices et aux personnes intervenantes, peuvent en revanche se dégager en cours de travail, dans la pratique d'un collectif citoyen.



Dire le Juste et l'Injuste : une exigence démocratique

Quelle est cette colère ? S'exprime un peu partout le sentiment désespéré d'une inversion totale des normes : que l'on prend de plus en plus aux pauvres pour redistribuer aux riches. Précarisation grandissante des classes moyennes et populaires, notamment sur un continent européen ayant connu dans un passé récent, et pour de nombreux pays en tout cas, les conquêtes sociales et l'espérance de Justice. Et cette inversion au profit de la grande richesse s'affirme aussi en Amérique latine et en bien d'autres endroits de la planète.

Explosion des écarts entre une minorité infime d'ultra-riches et une majorité qui désespère de son devenir. Captation des ressources financières collectives au profit de la spéculation financière, au détriment des emplois et de la nécessaire transition écologique.

C'est juste notre vie... ?

Se vit un sentiment d'impuissance...donnant l'impression que l'on ne peut plus avoir prise, ni sur nous-mêmes en tant que société ni sur le cours des choses, qu'il s'agisse de la protection de la vie privée, des droits sociaux, de la santé, de l'avenir de l'humain, de la robotisation, du nucléaire, de la pollution des terres et des mers, de la contamination alimentaire, de l'accueil des migrants, des sources énergétiques, des politiques climatiques etc.

Actuellement le bilan semble triste ou inquiétant. Face à l'austérité qui, depuis dix ans en Europe, jette des populations entières dans les bras des partis nationalistes, conservateurs, xénophobes, n'ont pas su se développer des pratiques de résistance suffisamment fortes en faveur d'une régulation. Insuffisance aussi de méthodologies suffisamment critiques, novatrices et offensives, face à l'économie numérique algorithmique qui nous prend de vitesse et explose les protections sociales.

Faiblesse des approches cognitives, face au chaos climatique, où notre savoir est impuissant à imposer des bifurcations radicales. Perpétuation des violences culturelles, religieuses, sociales, économiques à l'égard des femmes et plus largement des personnes non alignées sur les règles patriarcales. Et en de nombreux lieux dans le monde, fuir l'horreur de la guerre, les persécutions ou échapper aux désastres climatiques se heurte à l'espérance brutalement trahie d'un accueil non accordé par les pays qui sont encore préservés.

S'éveille pourtant quelque chose qui veut sortir de l'invisibilité. Accéder à une dignité humaine. Un peu partout dans les pays dits démocratiques, comme dans les régimes autoritaires, la jeunesse s'éveille, des mouvements sociaux aux formes inédites surgissent.

Ces mouvements autour du refus de l'Injuste et autour d'une espérance de Justice sociale et climatique, en faveur d'une solidarité entre pays, entre continents, entre

générations, sont souvent discrédités, jugés irrationnels voire criminalisés et même régulièrement réprimés. Pourtant ils résistent...

Aujourd'hui, un moteur majeur des luttes sociales, locales et mondiales, ce sont les personnes privées de parole, dont les injustices subies ont été jusqu'ici rendues inaudibles ou invisibles. Vouloir sortir de l'ombre et trouver les mots, les gestes, les actions pour dire le Juste et l'Injuste et ainsi accéder à l'espace public démocratique.

Une telle exigence articule étroitement la vie quotidienne au jour le jour de chaque personne, là où elle vit, et les combats collectifs, locaux et mondiaux. Les ressources méthodologiques, mobilisées dans les pages qui ont suivi, visent à soutenir, à partir de la vie quotidienne, les collectifs qui se forment, se cherchent, poursuivent des espérances de Justice. Ces pages cherchent à leur proposer des démarches, des moyens pour se construire une légitimité et une pertinence, sans rien gommer de leur intensité.

D'où vient l'espérance de Justice ?

L'Histoire humaine est faite d'épreuves douloureuses vécues sur différents continents, face auxquelles des hommes et des femmes ont lutté pour simplement survivre, ou pour échapper à l'esclavage, à l'oppression, à l'exploitation ouvrière, à l'asservissement agricole... Ces récits sans cesse renouvelés à travers les siècles, nous les connaissons. Une espérance toutefois a marqué un tournant, celle des Droits humains. Ce sont souvent les *Droits humains* qui dans les épreuves font fil commun pour trouver des forces et une inspiration, tout en suscitant bien des méfiances ou réticences.

L'on dénigre régulièrement cette notion qualifiée d'occidentale, pourtant en revenant vers les fondamentaux de la fameuse *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, l'on découvre une véritable radicalité.

Les différents contenus successifs de cette *Déclaration* sont relatifs, liés à un contexte historique particulier, résultant d'un rapport de forces porté au 18^e siècle par une classe sociale en ascension, une bourgeoisie occidentale, essentiellement masculine. Son contenu et son contexte ne sont donc pas universalisables.

Qu'est-ce qui alors est partageable ? *La véritable conquête, c'est la déclaration elle-même*, nous confie Lefort (1981). Une conquête valable pour toute la planète, car avec force des humains ont inauguré un acte décisif en déclarant que le Juste et l'Injuste - ce qui fera loi et définira le vivre-ensemble - est à définir par eux-mêmes ; ils ne l'attendront plus d'une instance extérieure à eux. Cette déclaration, en effet, porte sur les modalités du vivre-ensemble avec comme perspective ce qui serait juste humainement.

Sa force première est celle de la proclamation : affirmer, oser dire. Il s'agit d'une conquête de l'énonciation humaine, non limitée à l'Occident, qui place l'exigence du Juste au centre de l'agir commun. Cette conquête-là est partageable avec tous les humains, puisque nous sommes tous doués et toutes douées de parole sur cette planète et que nous vivons partout dans le monde des injustices ; elle transcende les contextes.

Une rupture radicale

Énoncer chez les humains, c'est d'abord s'ancrer, se territorialiser, c'est-à-dire parler avec d'autres pour agir, pour vivre, pour leur dire qu'on les aime ou pour construire quelque chose : se situer par rapport à des interlocuteurs, y compris via le Net, les canaux numériques ou auditifs... Mais aussi les humains, en parlant, se déterritorialisent : ils ont cette capacité liée à leur cerveau d'évoquer les « délocutés », autrement dit ceux qui ne sont pas là, ceux qui se taisent, ceux qui sont morts, ceux qui habitent ailleurs, ceux qui seront là demain... Les humains ont aussi la capacité de parler de ce qui n'existe pas (par exemple une licorne).

C'est ce double mouvement de territorialisation et de déterritorialisation qui fait qu'une parole citoyenne est complète. On parle à la fois pour nous aujourd'hui, demain, ici, mais on parle aussi pour ceux et celles qui ne sont pas là ou pas encore là, ou ailleurs...

Est ainsi conquise par cette déclaration une posture de sujet, qui rompt avec l'assujettissement à un « Il » extérieur dictant sa parole : Dieu, Monarque, Chef, Père, mais aussi Marché, Finance. En conséquence, cette affirmation d'un sujet collectif implique une « compétence » linguistique qui est éthique et politique. Les citoyens peuvent se permettre de parler en « Nous », parce qu'ils mettent sur un même pied d'égalité tous les sujets parlants, parce qu'ils revendiquent la liberté de parole pour ces mêmes sujets parlants et qu'ils considèrent que tous les sujets parlants, c'est-à-dire tous les humains, sont pris dans une même destinée, non définie par les pouvoirs verticaux.

La force de la rupture démocratique repose sur le fait que nous déclarons et que nous ne répétons pas ce qu'un Autre - Puissant, Chef, Prophète - a déclaré à notre place ; nous ne sommes donc pas des enfants obéissants, nous sommes des adultes.

Cette déclaration repose sur l'égale liberté des sujets parlants et proclame leur fraternité : incontestablement une déclaration d'amour. Elle est aussi une déclaration de lutte : nous posons l'exigence d'un rapport éthique à l'autre - qui est notre frère ou sœur - et en même temps, chaque fois que l'autonomie collective, la solidarité, l'égalité et la liberté des humains sont menacées, nous savons que nous avons à nous battre.

Le conflit est indispensable, inscrit au cœur des régimes démocratiques. Comme citoyens et citoyennes, il s'agit d'apprendre la fraternité et en même temps la capacité d'affrontement, un affrontement qui ne tue pas, qui n'a pas pour enjeu la destruction de l'autre, mais qui cherche à défendre des principes, des droits, des pratiques de vie.

Personnes grammaticales et cultures multiples

Pour le linguiste Benveniste, présenté en fin d'ouvrage, tout humain qui prend la parole manifeste qu'il est quelqu'un et son énoncé est marqué par son vécu et son contexte. Telle est la subjectivité humaine, une pratique de parole en construction constante, dans laquelle se manifeste une énonciatrice, un énonciateur.

Certes, les langues varient profondément de l'une à l'autre. L'usage du morphème « Je », par exemple, n'est pas équivalent ; c'est le cas aussi pour d'autres personnes grammaticales. Toutefois, cela ne change pas fondamentalement l'importance de l'énonciation dans l'exercice de la citoyenneté.

La citoyenneté démocratique nous autorise à explorer tous les registres de parole et toutes les personnes grammaticales qui nous rendent auteurs et auteures de notre parole : JE, TU, NOUS, NOUS TOUS et NOUS TOUTES... Cette parole partagée, devenue un acte, engage notre responsabilité et nous amène à nous positionner.

Car la question fondamentale est celle d'une recherche de justice. Comment, par exemple, une femme ayant subi un viol peut-elle énoncer cette expérience particulière et comment peut-elle formuler une parole disant ce qu'elle a subi, balbutiant un indicible intime qui ne peut être formulé au nom d'un « Nous » communautaire codifié, Comment parler en son propre nom de sa propre expérience ?

Dans toutes les cultures et dans toutes les langues, il y a un impossible à dire, quelque chose que l'expérience des humains peut difficilement énoncer, parce que les mots n'existent pas pour le dire ou parce que l'ordre social ne l'autorise pas. L'intérêt est de repérer, dans les multiples langues, les ressources linguistiques qui permettent d'exprimer ce qu'un être humain a subi de spécifique ou ce qu'un être humain espère en propre comme vie meilleure, en fonction des injustices et réalités vécues. Comment émerge la parole singulière et comment s'invente la parole collective ?

Ce travail de comparaison d'une langue à une autre peut être extrêmement riche et passionnant : parle-t-on de « mon corps » quand on a subi une violence ou quand on vit quelque chose de particulier ? Comment, dans différentes langues de différents continents, s'évoque la brutalité dont souffrent des êtres humains qui ont forcément un corps bien à eux, dont la parole souffrante ne peut se confondre avec des règles fixées a priori ? Comment celles et ceux qui parlent se désignent-elles ou se désignent-ils comme auteures ou auteurs de leur propre parole ?

Une clé conflictuelle : le Nous Tous et Toutes

Explorer les personnes grammaticales des différentes langues représente une liberté personnelle et collective. Selon la configuration de la langue française en particulier, cette exploration permet la construction d'un JE et d'un NOUS. Il ne s'agit pas d'opposer JE et NOUS. En effet, NOUS est déjà dans JE.

Se vivre non pas comme un MOI narcissique mais comme une SUJET capable de prendre la parole avec d'autres sujets et de s'engager dans des NOUS offensifs, susceptibles de provoquer des transformations économiques, sociales, politiques implique de percevoir l'histoire collective inscrite dans mon JE et de savoir construire ces NOUS imposant une régulation aux injustices.

Quant au NOUS TOUS et TOUTES, il ne relève pas de la même catégorie d'action ou de concept. Il n'est jamais physiquement présent dans sa totalité, là devant

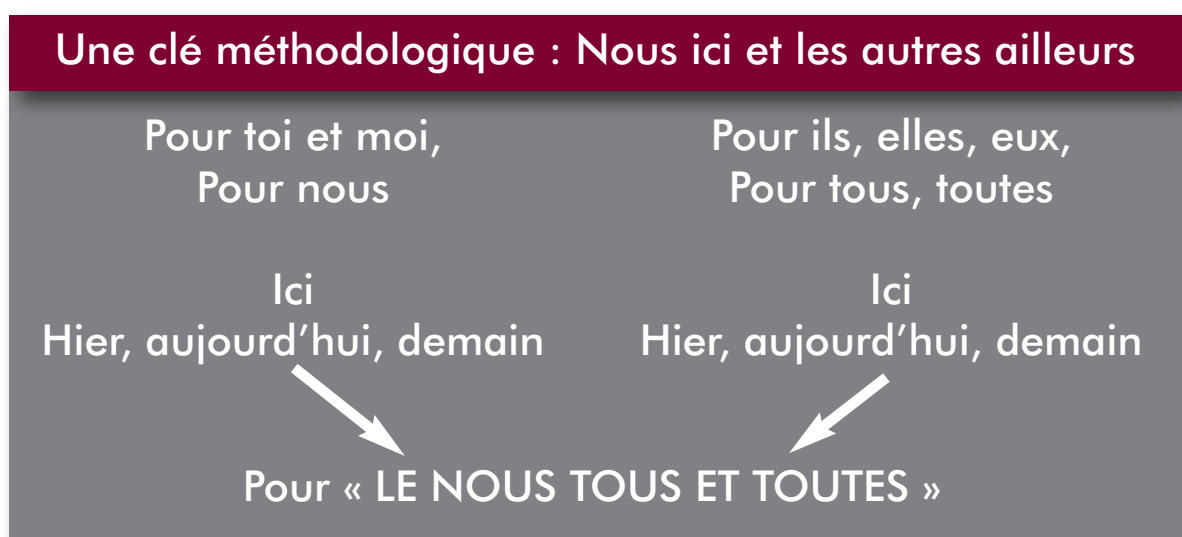
nous : c'est une clé méthodologique, éthique et politique, qui sert avant tout à évaluer le rapport au Juste de ce que nous défendons. Ce que nous revendiquons, proposons, imaginons... va-t-il faire avancer la condition de tous ceux et toutes celles en proie à des injustices, ici et ailleurs.

La question climatique et environnementale est particulièrement intéressante pour traiter les interrogations autour du JE, NOUS, NOUS TOUS et TOUTES, une clé d'évaluation du rapport au Juste, mais aussi une clé méthodologique, éthique et politique conflictuelle indispensable à la survie même de l'humanité. Comment préserver le vivant pour toi, pour moi, pour nos enfants, pour tous les êtres humains ici et ailleurs ?

Ainsi, cette question du NOUS TOUS et TOUTES traverse les révoltes sociales à l'œuvre actuellement en Europe et ailleurs, autour notamment de la justice fiscale. Les gens n'acceptent plus les inégalités grandissantes entre les richesses aux mains de quelques-uns et la paupérisation des autres ; ils refusent de consentir à des impôts qui ne sont pas partagés de manière égale, des impôts qui préservent les riches. La justice sociale et économique est nécessairement liée à la justice climatique.

En démocratie, quand on dit Nous, ce Nous n'est pas imposé au départ, ce n'est pas un Nous surplombant, ethnique, communautaire ou national, c'est un Nous qui se construit et se réinvente chaque fois qu'une parole citoyenne s'élabore collectivement. Cette conquête de la grammaire est aussi une épreuve difficile, celle du Nous Tous et Toutes : peut prétendre au Juste, ce qui est exigible pour Nous Tous et Toutes.

La clé méthodologique du Nous Tous et Toutes implique que nous puissions construire des parcours collectifs de réflexions et d'actions, permettant de formuler ce que nous estimons bien pour NOUS, avant de le mettre à l'épreuve du Nous Tous et Toutes, afin de prétendre à une validité et à une légitimité universalisables.



Qu'entendre par universalisable ? C'est une démarche qui généralise les options en fonction du problème posé. S'il s'agit d'un problème lié à une rue particulière, l'universalisation concerne la rue. Ainsi s'agissant d'installer un terrain de basket demandé par des jeunes, il faut pouvoir discuter avec eux de ce qui est bien pour eux, mais aussi envisager toutes les implications positives ou négatives pour les autres habitants du quartier et les institutions qui y sont installées (hôpital, service d'incendie, maison de repos).

S'il s'agit d'un village ou d'une ville, l'universalisation concerne le village ou la ville. Et s'il s'agit de choix économiques ou écologiques, impliquant notre société ou le monde, l'universalisation concerne notre société ou le monde. L'universel ici est un processus actif et inventif, lié à la vie des humains. Ce n'est pas un universel théorique ou idéologique, ou encore un universel surplombant, occidental, colonial...

Plutôt que parler d'universel, nous parlerons d'un commun humain. Ce commun que représentent les exigences portées partout sur la planète quant aux aspirations des êtres humains à vivre une existence digne. Ce commun renvoie aux composantes de base de la vie : l'eau, le savoir, la nourriture, un revenu, un toit, une planète respirable, l'art et la culture, les ressources numériques, la santé, l'éducation, une vieillesse protégée...

L'épreuve du Nous Tous et Toutes représente une mise en examen, une exigence, un risque, une recherche, un questionnement. Il s'agit donc d'une épreuve au sens éthique et scientifique, mais aussi cette épreuve renvoie au conflit, central en démocratie. En effet, l'exigence du Nous Tous et Toutes suscite nécessairement l'agressivité, le refus, les blocages voire la violence de la part d'un certain nombre de ceux qui sont dans une situation de privilèges et ne souhaitent pas être confrontés à l'exigence d'un partage ou à d'autres formes de redistribution : un refus débouchant sur des affrontements ou des désaccords.

Un parcours collectif

Ce que nous trouvons **BON POUR NOUS**



L'épreuve du **NOUS TOUS** et **TOUTES**



Ce qui serait **JUSTE**

Cette épreuve heurte aussi tous ceux qui adhèrent à une vérité absolue et unique, valant définitivement pour tous et toutes. A contrario, l'intelligence démocratique reste faillible, puisque nous ne sommes pas Dieu. En conséquence, ce que nous proposons comme le plus juste possible, à la suite d'une démarche rigoureuse, reste traversé par le doute : ce qui serait le plus juste possible. Nous pouvons toujours nous tromper.

Un Gouvernail pour penser et agir

Juste ? Injuste ? Il n'y a pas de réponse toute faite, puisque contrairement aux dogmes et aux textes sacrés, le Juste et l'Injuste en démocratie se partagent - laborieusement, par tâtonnement - selon des exigences de méthodes et non à partir d'injonctions transcendantes.

Je suis une femme vivant en Somalie. Mon enfant est gravement malade. Quelle est mon espérance ?

Je suis père de famille vivant dans une ville du Nord de l'Europe et je ne dispose pas d'un revenu suffisant pour nourrir, soigner, loger, éduquer mes enfants. Quelle est mon exigence ?

Nous sommes des migrants, qu'attendons-nous des pays européens ?

Nous sommes des Palestiniens vivant en « territoires occupés ». À quoi aspirons-nous ?

Nous sommes un groupe de femmes (d'ici ou d'ailleurs) violentées dans leur couple. Qu'exigeons-nous de la société où nous vivons ?

Comment se formalisent de manière générique, déclinable selon les situations, les espérances partagées des humains ?

De quoi as-tu manqué ?

Nous pouvons demander à chaque personne vivant une situation injuste : « De quoi as-tu manqué, qui aurait dû venir des autres humains, de la société ? »

Être reconnue comme une personne actrice de ta vie, considérée comme capable et responsable.

Bénéficier d'une solidarité sociale et humaine, qui t'écoute, te soutienne et te donne l'usage de ressources partagées.

Être reconnue comme une personne égale aux autres, de même valeur, jouissant des mêmes droits, de la même reconnaissance sociale.

Être reconnue comme ayant le libre choix de ta vie et ayant la liberté de t'exprimer, de créer, de découvrir des expériences, d'apprendre...

Ces principes humains, déclinables, sont les jalons de base d'une vie digne : être reconnues, reconnus par les autres humains dans ce qu'on vit d'injuste pour changer les regards et les pratiques. Ils nous servent de Gouvernail. Ils sont à prendre au moins 2 par 2, car interactifs ; en finale faire jouer les quatre principes. La Liberté seule égale la sauvagerie. Sont à conjuguer : Liberté et Egalité ; Liberté et Solidarité ; Liberté et Nous responsables.

Ces principes humains déclinables configurent ce qu'on peut appeler un Gouvernail, parce qu'ils servent de guides dans la construction et l'ajustement en permanence de nos choix individuels et collectifs.



Autonomie ? Nous acteurs et actrices responsables

Auto-Nomos : notre propre Loi. Autonomie ici ne veut pas dire indépendance personnelle, mais désigne une intelligence collective : « Nous responsables ». Un premier repère essentiel en démocratie repose sur l'autonomie collective : pour organiser notre vie ensemble sur cette terre, nous n'obéissons plus à des dogmes sacrés, à des lois divines, à des lois monarchiques, nous construisons nos propres lois, avec les ressources de nos intelligences croisées. Cet enjeu est loin d'être gagné, car les « autorités transcendantes » menacent en permanence l'ordre démocratique : toute-puissance du Marché, de la Finance, des Médias, des Religions, des Nations, des Communautés ou des Ethnies...

Égalité ? Je = Tu

Tous les citoyens et toutes les citoyennes sont à égalité devant la Loi, mais aussi tous les humains, ici et ailleurs, ont le droit d'accéder à l'éducation, à la culture, à la santé, aux loisirs, au logement, à la nourriture, à une rémunération, à un traitement égalitaire entre hommes et femmes. L'égalité n'a rien à voir avec le

fait d'être identique. La différence est un fait imposé par le réel, l'égalité est une exigence. C'est parce que nous sommes tous différents et toutes différentes que l'exigence d'égalité a un sens.

C'est l'impatience face aux inégalités qui est centralement à l'origine des révolutions démocratiques, en lien étroit avec une aspiration forte à la liberté. L'égalité est appréhendée au premier chef comme une relation, une façon de faire société, de produire et de faire vivre le commun. Plus fondamentalement, c'est l'exigence de ne pas être soumis à un pouvoir, ou de ne pas être enfermé dans un esclavage, qui est au cœur de l'exigence d'égalité, une égalité réelle de condition.

Liberté ? Des choix ouverts

La liberté, c'est notamment le droit pour toutes les personnes d'exprimer des avis et des opinions ; de vivre une liberté de conscience, de culte, d'association. C'est aussi la possibilité de poser des choix de vie individuels et collectifs, pour autant qu'ils n'entraînent pas, sur un plan sociétal ou public, politique ou institutionnel, un recul ou une destruction des principes démocratiques.

Le « principe liberté » est souvent le moins bien compris de tous les principes. La liberté ne prend sens qu'en interaction étroite avec les autres principes : on peut parler de « l'égaliberté ». La liberté implique le nécessaire respect des repères démocratiques et l'arbitrage des préférences personnelles ou collectives par les principes garants. Au nom de mes préférences personnelles, culturelles ou religieuses, je ne peux pas menacer l'égalité et la solidarité entre humains, entre hommes et femmes, par exemple.

Solidarité ? Un monde commun

Ce quatrième repère est très important, car il renvoie à la fraternité, à la sororité, mais aussi à l'égalité: comment ne pas se replier égoïstement sur soi ? Comment apprendre à se mobiliser pour soutenir les personnes qui subissent des injustices ? Comment vivre avec les autres ? La solidarité implique aussi la redistribution des richesses et la défense d'une justice sociale pour tous et toutes. La solidarité est le pont entre liberté et égalité, soutenant leur articulation.

Un défi actuel essentiel à relever : élargir la solidarité à des humaines d'autres pays ou d'autres continents tout en préservant les droits sociaux conquis au sein des États-Nations.

En effet, notre légitimité de citoyennes et citoyens ne repose pas sur le fait que nous avons été élus, puisque nous ne l'avons pas été. Elle repose sur la qualité et la rigueur de nos procédures d'analyse, d'action et d'intervention.

Ce gouvernail garantit à notre pensée et à notre action une validité et une légitimité, sans pour autant imposer un contenu a priori, en proposant un périmètre à l'intérieur duquel construire un rapport au Juste. Il permet d'évaluer ou d'orienter nos choix d'actions, de pensée ou de décision à travers 4 principes à décliner selon les contextes : repères méthodologiques de base.

Ces repères sont des principes fondateurs d'une démarche démocratique. Les principes ne sont pas assimilables à des valeurs (culturelles, sociales, religieuses) qui, elles, varient d'une culture ou d'un milieu à l'autre. À la différence d'une valeur, un principe fonde une discipline, un système, une science. De même, pour qu'il y ait une démocratie politique et sociale, quatre principes sont incontournables qui doivent s'inscrire, autant que possible, dans notre pensée et nos actions.

Les principes démocratiques ne sont pas des vérités révélées par une voix divine ou royale. Ils ont donc surgi de l'expérience concrète vécue par des hommes et des femmes au cours de l'Histoire. C'est la douleur de l'absence de liberté qui rend désirable la liberté ; c'est la violence des rapports inégalitaires qui rend désirable l'exigence d'égalité ; c'est la cruauté d'une société où seuls les riches peuvent se soigner qui rend forte l'exigence de solidarité, à travers une redistribution des ressources.

L'invention démocratique repose au minimum sur deux moments historiques forts. D'abord au 18^e siècle s'affirment l'exigence d'autonomie du corps social, de liberté personnelle (d'entreprise et d'expression essentiellement) ainsi que le refus des privilèges liés à la naissance (refus de la noblesse), le tout valorisant une disposition éthique très large : la fraternité.

Ensuite, aux 19^e et 20^e siècles, les mouvements sociaux corrigent et complètent tout à la fois les exigences précédentes, en revendiquant une égalité réelle et non plus formelle et en traduisant la fraternité dans des dispositions concrètes de partage et de redistribution des richesses, des dispositions institutionnelles appelées « Solidarité ». S'imposent aussi avec les mouvements sociaux les droits au logement, à la santé, à l'éducation, à l'emploi ou à un revenu. Il s'agit désormais de se référer à une démocratie sociale en même temps que politique : des droits humains pour tous et toutes, politiques et sociaux.

Les quatre principes fondateurs d'une pensée et d'une action démocratiques ne peuvent être adoptés séparément et doivent être en interaction permanente.

Rappelons cependant que les principes démocratiques sont des anticipations ou des visées non réductibles au réel et qu'ils ont pour destin de ne jamais se réaliser tout à fait. Lorsque l'on nous dira que l'égalité libre et autonome des êtres humains est réalisée, méfions-nous, c'est que nous sommes potentiellement en régime totalitaire.

Un régime qui se donnerait comme ayant accompli définitivement les exigences démocratiques (« Nous incarnons le pays de la liberté. Nous incarnons le pays de l'égalité ») imposerait dès lors aux citoyens silence et obéissance. Il n'y a plus à rechercher, refuser, protester : silence, le paradis est réalisé !

Les principes démocratiques relèvent donc d'une anticipation utopique, en ce sens qu'ils ne seront jamais tout à fait réalisés, mais il s'agit d'une exigence anticipatrice qui est motrice, dynamique et constructive.

Ainsi l'égalité parfaite, permanente et absolue entre les humains, c'est une utopie, on ne l'aura jamais, il y aura toujours un écart entre cette exigence et les faits. Mais c'est une exigence combative, indispensable à l'évolution démocratique, qui

contribue à critiquer et à transformer la réalité, à maintenir le conflit indispensable à la dynamique des droits humains, politiques et sociaux.

Pour un Gouvernail humain : distinguer Valeurs et Principes

Valeurs culturelles et sociales	Principes citoyens
<i>Les Valeurs sont des attributs, des perceptions, des visions du monde et de la société, partagés par un groupe social et/ou culturel particulier.</i> Ce sont des croyances et des normes ayant une triple dimension : pratique (modes de vie, rituels religieux, etc.), affective (les personnes y sont profondément attachées) et imaginaire, car elles proposent une vision du monde et de la société qui est un scénario, construit grâce à nos ressources imaginaires. Le caractère imaginaire n'est souvent ni reconnu ni identifié, car ces croyances sociales, économiques et/ou culturelles se donnent comme Vérités, dictées par une autorité transcendante (Dieu, Marché, Finance, Ordre social, Ordre moral, Ordre naturel...). Elles sont en lien avec une grande diversité de contextes ; elles motivent l'action et guident l'évaluation des situations, des événements... Ces Valeurs constituent à la fois des ressources de sens, précieuses pour aborder le Gouvernail, et des obstacles, des fermetures par rapport aux visées du Gouvernail. Les Valeurs culturelles et sociales sont des réponses a priori face aux situations ; elles sont transmises et inculquées par les traditions et les pratiques sociales.	<i>Les Principes citoyens (Nous responsables, Liberté, Egalité, Solidarité) relèvent aussi, comme les Valeurs, d'un imaginaire, d'un scénario de monde qui se traduit dans des pratiques, impliquant un engagement, une affectivité.</i> On parle de Principes parce qu'ils définissent les repères nécessaires pour une société démocratique, tournée vers la recherche du Juste pour Tous et Toutes, par-delà les Valeurs particulières (classes sociales, communautés, appartenances religieuses...) Ces principes de base désignent des visées de Justice, souvent en écart avec les faits, qui nous imposent de rechercher comment agir et comment penser, pour s'en rapprocher, en fonction des situations. Les Principes sont interactivement liés et doivent être pris ensemble. Ils peuvent être enrichis par les Valeurs culturelles et sociales, mais ils ne s'y réduisent pas et peuvent se trouver en rupture par rapport à elles. Ils se rattachent au Gouvernail, aux composantes de la vie humaine, aux infinitifs vitaux dont nous devons avoir l'usage. Les Principes citoyens ne sont pas des dogmes. Ils représentent au contraire un questionnement permanent dont les réponses transitoires sont constamment évolutives.

Une conquête de l'énonciation humaine en progression ?

Non les principes de base d'un régime démocratique ne sont pas franco-français ! S'appuyer sur les principes démocratiques dans la définition du Juste et de l'Injuste ne signifie pas que l'on considère comme supérieure aux autres une culture particulière, puisque notamment les luttes contre le colonialisme se sont faites au nom des espérances et exigences démocratiques d'égalité et de liberté.

Ces mêmes exigences soutiennent le combat des étudiants ou des femmes en Iran, la lutte contre le patriarcat en Egypte, la lutte contre un régime politique en Algérie, au Maroc, les revendications étudiantes en Chine en faveur des Droits humains. Ce sont également les principes démocratiques qui dynamisent les luttes sociales en Amérique latine ainsi que les mouvements occidentaux en faveur d'une plus juste répartition des richesses, en faveur d'un respect de l'environnement...

Cacophonie des intérêts égoïstes ou conflits porteurs ? C'est l'épreuve du gouvernail qui distingue lobbies égoïstes, émeutes destructrices et affirmations démocratiquement légitimes.

L'espace public : une scène pour la parole citoyenne

En régimes autoritaires, l'organisation sociale se partage en deux niveaux : les gouvernants et les gouvernés. Par rapport à l'Ancien Régime, le propre d'une société démocratique est de se déployer en trois niveaux d'organisation sociale et institutionnelle. Les démocraties instaurent entre les différentes composantes de la vie quotidienne et les instances dirigeantes élues (les États de Droit) une sphère autonome, symbolique, existentielle, relationnelle et dialogique, dans laquelle les citoyennes et citoyens peuvent prendre la parole, s'organiser, contrôler leurs dirigeants, inventer d'autres imaginaires sociaux, diffuser leurs idées, protester, manifester, débattre...

Cette nouvelle dimension de la vie est appelée « espace public » : le terme a valeur de métaphore, proposée par les philosophes du 18^e siècle, inspirés sans doute par la comparaison avec l'Agora grecque. Cet espace public, ce sont toutes les manières que nous avons de nous préoccuper du Commun, en « quittant » notre train-train, en dehors de notre travail, dans une démarche libre. On peut considérer toutes ces modalités d'engagement comme créant une scène publique, laquelle incarne la dimension politique de l'existence, au sens premier du mot « politique », à savoir l'engagement dans la « polis », la cité commune.

La véritable rupture des régimes démocratiques réside en fait dans la centralité de cet espace public, local et mondial à notre époque. C'est la dimension publique de l'existence humaine, à travers laquelle les citoyens et citoyennes, en permanence, ont le droit, et d'une certaine manière le devoir, de contrôler leurs mandataires, de contester ce qui leur paraît injuste, de faire émerger les questions et les problèmes à traiter, de résister aux aliénations et aux enfermements, de

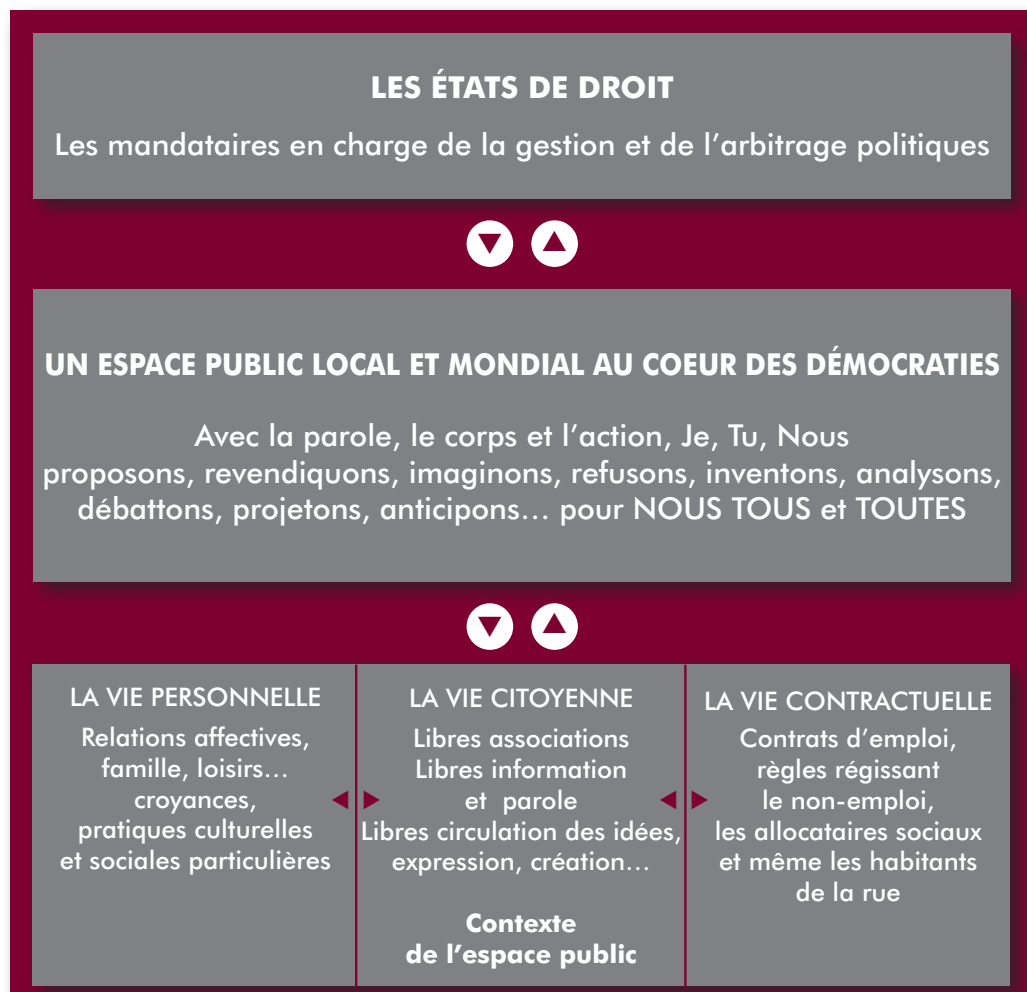
proposer d'autres visions des choses, de refuser la dictature des pouvoirs financiers et des violences économiques... Tous les registres du corps et de la parole peuvent être mobilisés pour faire vivre cette scène symbolique, inventée de toutes pièces, selon une créativité toujours ouverte.

Les démocraties ont 3 dimensions

La spécificité des régimes démocratiques ne repose pas d'abord et prioritairement sur l'éligibilité des mandataires politiques. Certes, il s'agit là d'une avancée importante, mais qui ne nous démarquerait pas clairement de l'Ancien Régime : simplement on voterait tous les quatre ans pour Louis XIV, par exemple.

Le propre d'un régime démocratique est donc d'inscrire au cœur de sa dynamique cette scène pour la parole et l'action citoyennes, laquelle scène nécessite pour se déployer un contexte : libre association, libre information, libre expression, libre circulation des corps, des idées et des vécus.

L'instance symbolique de l'espace public se distingue des lieux publics (ce n'est pas la même chose), mais elle nécessite des lieux concrets et communs (et donc aussi des lieux publics) pour se déployer... Elle nécessite également le maniement de multiples langages, des pratiques artistiques ou créatives, la réflexion et l'analyse. Toutefois, la durabilité de cette scène citoyenne est étroitement liée aux trois dimensions constitutives du régime démocratique.



Entre les sphères personnelle, laborieuse et citoyenne, les interactions sont permanentes et ont considérablement évolué au cours de l'Histoire. Toutefois, c'est la vie citoyenne, fondée sur la liberté personnelle d'engagement et de parole, qui rend possible le contexte indispensable au déploiement de l'espace public. Les associations ou organisations qui structurent la vie citoyenne sont souvent désignées sous le terme de Société civile. Relevons que les partis ont, depuis longtemps, délaissé la formation citoyenne au profit de pratiques essentiellement tournées vers la conquête de l'appareil d'État et vers le succès électoral.

Si la figure de l'État de Droit reste essentielle, en tout cas au niveau des Nations, le pouvoir en démocratie, à la différence d'une monarchie absolue par exemple, n'appartient à personne : pas de palais où un Roi, un Chef possède le pouvoir comme un talisman à transmettre à ses successeurs. Le pouvoir en démocratie est un « palais vide » : une fonction que l'on prête provisoirement, à l'opposé de toute forme d'oligarchie. L'espace public est à la fois la manifestation et la garantie d'un refus permanent de l'oligarchie, qu'elle soit financière, économique ou autre. Une oligarchie cependant constamment de retour et à combattre, hier comme aujourd'hui.

Historiquement, les interactions entre États et espace public ont été tantôt consensuelles, tantôt conflictuelles, enrichissant la dynamique démocratique. De même, entre citoyens et citoyennes, les interactions sont forcément marquées par la division, la divergence, à travers un pluralisme conflictuel et fondateur. Dès lors se pose la question : comment passer du multiple éclaté à des positions collectives ?

Au-delà du rapport à l'État de Droit, l'espace public est aussi une dynamique autonome entre personnes, se dégageant de leur vie privée, familiale, professionnelle, pour s'engager dans les questions liées à la vie en société. Une dynamique dans laquelle on s'engage librement, qui maintient vivantes l'imagination sociale, la vigilance critique et qui renouvelle les scénarios de vie.

L'espace public, c'est le cœur ou le poumon de la démocratie. S'il s'éteint, nos démocraties deviennent de pures coquilles vides. L'histoire du mouvement ouvrier et des luttes sociales fait apparaître que cet espace public s'est décliné très différemment, selon les époques, selon des codes culturels qui ont évolué sans cesse.

Rôles et fonctions de l'espace public

Les citoyens et citoyennes se parlent. Pour le meilleur et pour le pire, car peuvent se relayer des idéologies antidémocratiques et liberticides. Voilà pourquoi des courants liés à l'action culturelle et à l'éducation populaire soutiennent des démarches susceptibles de renforcer la capacité citoyenne d'agir en fidélité aux principes démocratiques. On peut dessiner deux grandes fonctions pour l'espace public : une fonction verticale de contre-pouvoir face aux puissances et autorités ; une fonction horizontale et culturelle de transformations réciproques.

ESPACE PUBLIC Fonction verticale de contre-pouvoir	ESPACE PUBLIC Fonction horizontale de transformations réciproques
1. Vigilance critique à l'égard des mandataires d'ici et d'ailleurs 2. Actions de résistances face aux pouvoirs politiques, économiques, financiers, religieux, médiatiques... 3. Interpellations publiques des pouvoirs arbitraires 4. Mobilisations conflictuelles autour du Juste et de l'Injuste 5. Scénographies de l'affrontement, expression des conflits...	1. Partage de paroles, de récits, de savoirs et méthodologies de l'action 2. Déconstruction des codes dominants et des manipulations 3. Transmission des luttes sociales, des conquêtes historiques et des référents démocratiques 4. Elargissement des mentalités et brassage des langages ou symboles 5. Invention d'utopies et construction collective d'interventions créatives

Les démocraties aujourd'hui menacées

Aujourd'hui, les interactions entre personnes engagées dans l'espace public et mandataires en charge de l'État sont menacées, car les mandataires politiques n'ont plus de réel pouvoir sur le devenir des sociétés. Le pouvoir est capturé par les puissances financières et économiques, dépossédant les politiques de leur réelle capacité de gouverner.

Et l'on souligne donc régulièrement l'importance de la fracture civique entre citoyens, citoyennes et responsables politiques : les élections sont impuissantes à transformer les réalités difficiles, les États sont régulièrement complices des puissances financières et des spéculateurs...

En outre, la démocratie représentative fonctionne encore à l'échelle des États, mais elle n'existe pratiquement plus au niveau des grandes instances qui orientent en profondeur nos sociétés : G8, G20, FMI, Banque Mondiale, OMC, GAFAM...

Les peuples, la peur et l'abandon

Les peurs liées à la globalisation brutale ainsi qu'aux inégalités croissantes, le malaise social provoqué par un manque de reconnaissance amènent les populations à se projeter dans un « Nous » absolu et sacré : le Peuple. Ce peuple fantasmé est porteur de désastre. Il est urgent dès lors de soutenir des processus de reconnaissance réciproque entre opprimés d'appartenances multiples à travers des démarches méthodologiques favorisant la construction de Nous non identitaires, mobilisés sur le Juste et l'Injuste pour Nous Tous et Toutes.

Les démocraties n'ont plus vraiment 3 dimensions



Nous nous référons ici à l'ouvrage de Dardot et Laval « Commun » (2014) qui relie les différentes luttes citoyennes sur cette terre à une même perspective : l'exigence pour les humains d'avoir l'usage des composantes de la vie humaine sans devoir s'esclavagiser, les louer ou les acheter à des possédants. Ces composantes dont nous devons avoir l'usage sont l'eau, la nourriture, une terre respirable pour nous et nos enfants, un toit, des soins de santé, une vieillesse protégée, l'accès au savoir, aux communications et aux ressources numériques, à la culture, aux espaces verts... Les auteurs désignent toutes ces aspirations par le *Commun* car le terme « Bien commun » supposerait un possédant.

Aujourd'hui, les oligarchies font que le *Commun* n'est plus garanti ou protégé par les États de Droit. Ces aspirations sont dès lors essentiellement relayées par les citoyens, citoyennes et leur action, ouvrant une nouvelle aventure indéterminée, au sein d'un espace public local et mondial.

Après 1945, de multiples États avaient opté pour la protection sociale et la redistribution. Leur tragique affaiblissement est gros de conflits et de menaces : montée des partis nationalistes et xénophobes, rage sociale qui saccage... Il est dès lors essentiel que les engagements citoyens relaient les injustices pour les imposer, dans une quête renouvelée du Commun.

Fragilités et permanences de l'espace public

Le 19^e siècle et les luttes ouvrières nous ont fait découvrir quelque chose de très important : parler, c'est d'abord parler avec le corps. La classe ouvrière opprimée a très vite compris que le registre argumentaire des parlementaires ou des patrons relevait d'un rapport de force et qu'en plus, il servait très souvent à justifier l'ordre dominant.

L'affirmation politique est donc passée du verbe au corps : manifester (le tort subi) consiste à marcher ; dans une grève, le corps s'arrête ; les corps s'allongent pour résister aux chevaux... Toute une scénographie citoyenne. Cette esthétique de la manifestation a marqué l'évolution de l'expression démocratique, en renouant avec l'émotion, avec le rapport physique au monde, avec la souffrance aussi...



Le système électoral est un compromis historique entre pouvoir oligarchique et pouvoir du peuple. Les élections risquent donc d'être, dans plusieurs cas de figure, un moment de dépossession du pouvoir populaire, si l'espace public ne reste pas puissant. Espace public et élections : deux temporalités différentes.

Aujourd'hui être citoyen ou citoyenne ne renvoie pas uniquement à une inscription dans un Etat particulier ; nous appartenons aussi au monde. L'expérience citoyenne renvoie ainsi à la rencontre « physique » des corps autant qu'à celle des esprits. Mais lorsque l'événement et l'émergence se vivent à chaud, comment, partout dans le monde, pouvons-nous avoir prise sur nous-mêmes, nous organiser en vue d'une réelle transformation collective ? Lorsque nous nous mobilisons contre l'Injuste, comment pouvons-nous nous soustraire, le mieux possible, aux manipulations idéologiques, financières, religieuses... ?

C'est toute une culture de l'espace public qu'il faut pouvoir déployer, appuyée sur des associations et des mouvements sociaux, à travers une temporalité longue, selon des registres différents. L'espace public ne se limite pas à un moment insurrectionnel ; c'est une dimension permanente de la vie collective, nécessitant une constante pratique de la réflexivité et du questionnement, résistant à toute normalisation.

Du printemps à l'hiver

L'évolution des mouvements sociaux pose de nombreuses questions quant à la destinée des luttes démocratiques. Fréquemment, l'on constate malheureusement que les visées d'émancipation se retournent contre les personnes, à travers la récupération de leur espérance par des pouvoirs forts. Les mouvements sociaux partout dans le monde, qu'il s'agisse de l'Europe, de l'Amérique latine ou d'autres régions et continents, montrent que l'histoire des protestations citoyennes balance en permanence entre des moments d'hiver et des moments de printemps.

Le passé et le présent des luttes sociales révèlent aussi régulièrement la fragilité de ces rassemblements collectifs, qui peuvent être récupérés par des propagandes tout aussi aliénantes que ce contre quoi l'on se battait. La fragilité de l'espace public, lorsqu'il se fait manifestation, réside également dans les risques de dérives destructrices et violentes ou encore dans le fait de voir se diluer la cohérence de l'action, à travers des comportements opportunistes, individualistes ou égocentriques.

La réaction contre-égalitaire

Prendre la rue à témoin du tort subi et de l'exigence de nouveaux droits a régulièrement suscité dans l'histoire des démocraties ce que l'on nomme en français « la réaction ». On assiste ainsi régulièrement à des manifestations ou à d'autres actions publiques d'éclat refusant que le tort subi par d'autres soit reconnu et légitimé, que d'autres accèdent à l'égalité ou à l'égale liberté.

Les femmes qui avortent sont des salopes, les défenseurs de l'euthanasie des criminels, les opposants aux OGM des délinquants, les couples homosexuels des irresponsables, les travailleurs en lutte des ignorants. Les femmes qui aspirent à l'égalité contreviennent à la loi divine. La diabolisation et l'hystérisation voire la criminalisation du différend représentent des pratiques contre-égalitaires courantes, auxquelles sont confrontés les mouvements sociaux cherchant à élargir les droits.



Espace public et médias : quelle articulation ?

L'espace public ne se confond pas avec l'espace médiatique, tout en entretenant des interactions étroites avec lui. Dans une perspective de conquête démocratique, les journaux ou tracts engagés du 19^e siècle opéraient un travail actif de « médiation », en mettant en contact, les uns avec les autres, les expériences injustes vécues, les colères, les visions du monde, les utopies, les narrations et analyses, pour les renforcer et les mettre en synergie. Une telle médiation a favorisé l'émergence de luttes sociales et d'un espace public concret.

L'on connaît les ressources magnifiques que représentent les réseaux sociaux lorsqu'ils mobilisent, font circuler la parole, préparent et élaborent les langages des actions citoyennes et des manifestations de rue : une ressource précieuse en particulier en régime autoritaire. Cependant cette ressource est à double tranchant : nous sommes aussi des cibles.

Car aujourd'hui, les réseaux sociaux, les blogs, les sites ou autres alternatives médiatiques, écrites ou audio-visuelles, jouent régulièrement ce rôle de « médiation médiatique » et de mobilisation, à condition que ces modes de communication ne soient pas soumis à une censure, ne soient pas à la solde de puissances financières, et n'enferment pas les gens dans une consommation permanente ou dans une hypnose de l'écran ; en bref, à condition de garder une force critique et mobilisatrice.

Aujourd'hui comme hier, la mainmise régulière de puissants groupes financiers, notamment sur la presse écrite et sur les grands médias audio-visuels, risque de coloniser l'espace public, en le configurant et en le rythmant en fonction d'intérêts égoïstes.

Un certain nombre d'événements contrecarrent pourtant cette vision pessimiste en montrant l'efficacité de la « médiation médiatique » des réseaux sociaux notamment. Dans plusieurs événements actuels, les personnes insurgées agissent sur la Toile pour faire entendre leurs voix. La jeunesse intuitivement trouve des astuces de contournement de la censure ; l'usage offensif des nouvelles technologies ne peut plus être contesté. Leur rôle dans la socialisation politique des jeunes non plus.

L'impulsion des engagements qui se tissent en ligne est marquée par l'impératif du résultat, par un sens pragmatique de l'utilité de l'action. Loin de toute communauté de destin, d'identité ou d'appartenance, les collectifs d'Internet se forment de façon infiniment aléatoire, en dehors même des espaces de débats politiques ou politisés. D'échanges au départ anodins peuvent naître des liens plus forts autour d'une volonté d'engagement.

Les réseaux sociaux peuvent donc jeter des ponts entre des conversations agglomérées et un espace public plus autonome que celui dominé par les médias professionnels, en stimulant la capacité d'action, d'auto-organisation, de

sensibilisation. Ce que peut rendre possible Internet est un couplage original entre affirmation de soi et action collective.

À condition toutefois que les engagements citoyens puissent disposer de ressources culturelles, sociales et politiques permettant de construire ce pont entre pratiques numériques et engagements effectifs.

Espaces médiatiques-numériques en question

Et il est permis de s'interroger : Facebook et Twitter, nouveaux arbitres des révolutions démocratiques futures ? Les principaux opérateurs sur la Toile sont des entreprises privées dont l'ambition première est de valoriser leurs actifs. L'accès à la démocratie des populations opprimées ne faisant pas partie de leur objet social, on peut se demander ce qui les conduira, selon les conflits, à maintenir ou non en activité leurs services. Comme si ces firmes pouvaient en partie décider de la réussite des rébellions à venir. Selon leurs propres intérêts.

Si les ressources du Net et les réseaux sociaux peuvent soutenir des mobilisations citoyennes, en revanche, les opérateurs de ces réseaux, à travers les big data et les algorithmes, manipulent en permanence notre quotidien. De même, les réseaux sociaux favorisent les bulles cognitives, c'est-à-dire un enfermement des « amis » dans des visions mensongère ou erronées du monde. Nous entrons dans le régime de la post-vérité.

En synthèse comment s'articulent l'espace public politique et les médias ? L'on peut clarifier les rapports étroits entre espace public et médias en disant que le système médiatique-numérique n'a pas forcément les mêmes enjeux que l'action collective citoyenne. Il n'est pas commandité au nom des mêmes perspectives. L'autonomie de la parole, de l'initiative et de l'agir sont aux fondements de l'espace public et pas nécessairement aux fondements des médias.

Les références au Juste et à l'Injuste et aux principes fondateurs (voir « le gouvernail ») sont essentielles à l'agir citoyen, alors que ces références ne régulent pas de façon aussi centrale le système médiatique-numérique, soumis à la rentabilité, contraint d'être consommé pour subsister. On peut considérer qu'espace public et espace médiatique-numérique sont deux systèmes en interaction étroite, mais qu'ils n'ont pas la même destination.

Espace public et espaces médiatiques-numériques ***Interactions et complémentarités mais finalités divergentes***

Espace public : imposer les questions touchant au Juste et à l'Injuste

Espaces médiatiques-numériques : être diffusés, être consommés

Les espaces médiatiques et numériques servent-ils ou desservent-ils l'espace public citoyen ?

Ils servent l'espace public	Ils nuisent à l'espace public
1. Réseaux sociaux et mobilisations citoyennes 2. Circulation des témoignages et des vécus 3. Mentalités élargies 4. Informations, diffusion des faits, investigations, dévoilements... 5. Questionnements critiques 6. Diffusion d'alternatives sociales, économiques, écologiques... 7. Partage des cultures, des esthétiques et des savoirs	1. Imposture de l'opinion publique 2. Manipulations rhétoriques et communications sociales déformées 3. Réseaux sociaux et bulles cognitives : post-vérité 4. Régime de la rumeur, politique-people, faux événements, buzz 5. Big data et algorithmes : manipulation permanente 6. Consommation plutôt qu'action 7. Surveillance panoptique, menace sur la vie privée



La séparation des pouvoirs et la distinction des sphères

Le fondement d'un État de Droit repose sur le principe de la séparation des pouvoirs, évitant toute forme de totalitarisme, chaque pouvoir limitant l'autre et évitant ses abus. Séparation des pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire et au-delà.

Un tel principe est tout à fait essentiel ; toutefois, une légitime inquiétude surgit, car on constate de nos jours la montée en puissance du pouvoir économique et financier, fragilisant le pouvoir politique.

Cette séparation des pouvoirs implique aussi la distinction du pouvoir religieux et du pouvoir temporel. À cet égard, l'histoire de nos pays comporte ses obscurités ; en outre, l'on constate de nos jours le retour en force des fondamentalismes religieux pour lesquels la « religiosité totale » sans dehors possible s'impose dans toutes les dimensions de la vie.

Est oubliée l'épreuve que fut pour de puissantes religions l'acceptation de la loi commune démocratique. Cette soumission fut particulièrement insupportable à l'Église catholique et jusqu'il y a très récemment, on garde en mémoire les combats permanents jalonnés d'affrontements politiques ou autres, entre aspiration de l'Église catholique à dominer le corps social et refus de ce même corps social. N'oublions pas que le Vatican excommunia les députés ayant voté en France la séparation de l'Église et de l'État de 1905. Et en 1920, les cardinaux de France dénonçaient encore cette horrible atteinte au « droit formel de Dieu ».

Aucune religion donc n'a facilement accepté de renoncer à sa domination sur l'État ainsi que sur la vie sociale, et surtout pas l'Église catholique, adepte de longue date du contrôle politique.

Il a fallu des décennies pour faire admettre ce principe de séparation, qui péniblement, à travers de lourds sacrifices, a fini par imposer le fait que les lois démocratiques sont le fruit d'un débat entre êtres humains, qu'ils soient ou non intérieurement guidés par la religion, et non la soumission à une prescription transcendante, celle d'un Dieu, relayé par des institutions dominatrices et puissantes.

Distinguer les sphères de l'expérience humaine est non seulement vital pour le futur des citoyens et citoyennes, mais cela représente aussi un impératif catégorique indispensable, qui implique une mise en suspens provisoire des habitudes personnelles, religieuses ou communautaires, pour tous et toutes, mise en suspens salutaire et nécessaire, dans une perspective éthique du vivre-ensemble.

Femmes et espace public, un enjeu vital

Ce principe de la séparation des pouvoirs reste la clé de voûte d'un système démocratique. Et un tel enjeu s'est avéré particulièrement fondamental dans

l'évolution de la condition des femmes. En effet, l'imbrication des pouvoirs religieux, politique, judiciaire, économique est particulièrement désastreuse pour les femmes sur cette planète.

On ne soulignera jamais assez combien la distinction des pouvoirs a permis aux femmes, en Occident et partout sur la planète, d'échapper à la toute-puissance de l'autorité traditionnelle, de l'autorité des hommes ; d'échapper à un enfermement dans la sphère domestique. Une femme qui s'engage dans l'espace public, comme un homme d'ailleurs, s'arrache aux injonctions de la vie privée et de la vie professionnelle, s'inventant une identité nouvelle.

L'égalité entre hommes et femmes continue, de par le monde, à poser problème. Les approches de genre font apparaître qu'en dépit des lois, les inégalités subsistent dans les têtes et dans les pratiques.

Plus grave encore, les séquelles du colonialisme et les violences économiques et financières encouragent notamment le recours aux religions, avec comme effet un renforcement du patriarcat dans les systèmes d'organisation sociale. L'on constate que dans la vie privée en particulier, les hommes continuent régulièrement à occuper une position dominante, sans compter les nombreuses violences dont les femmes sont victimes, un peu partout dans le monde.

Et même si des avancées sont réelles pour de nombreuses femmes en matière d'accès à la terre, à la propriété, à l'autonomie économique, force est de constater que la vie privée reste patriarcale, dans de multiples sociétés. La vision patriarcale des rapports humains, en effet, traverse les sociétés, les cultures, les classes sociales, résistant aux mutations. D'où l'importance de l'actuel mouvement culturel et politique des femmes, lequel surgit un peu partout dans le monde.



Protestation pour la disparition de femmes dont on a perdu la trace



Atelier international
Intelligences citoyennes,
Bureau International Jeunesse,
Bruxelles

Atelier Intelligences citoyennes
La femme aspirateur
Action Culturelle Régionale
Féminine Wallonie



Marche mondiale des femmes, Bruxelles
Atelier Intelligences citoyennes



Partie 2

Jalons

La dynamique des Intelligences citoyennes



Raconter et témoigner



Questionner et subvertir



Faire 1 plaidoyer et délibérer



Revendiquer et proposer

Cette deuxième partie aborde dans les grandes lignes la dynamique des quatre Intelligences citoyennes, telle qu'elle se dégage des processus historiques. Seront donc présentées dans cette partie les grandes bases de la formation citoyenne.



Raconter et témoigner



Questionner et subvertir



Faire 1 plaidoyer et délibérer

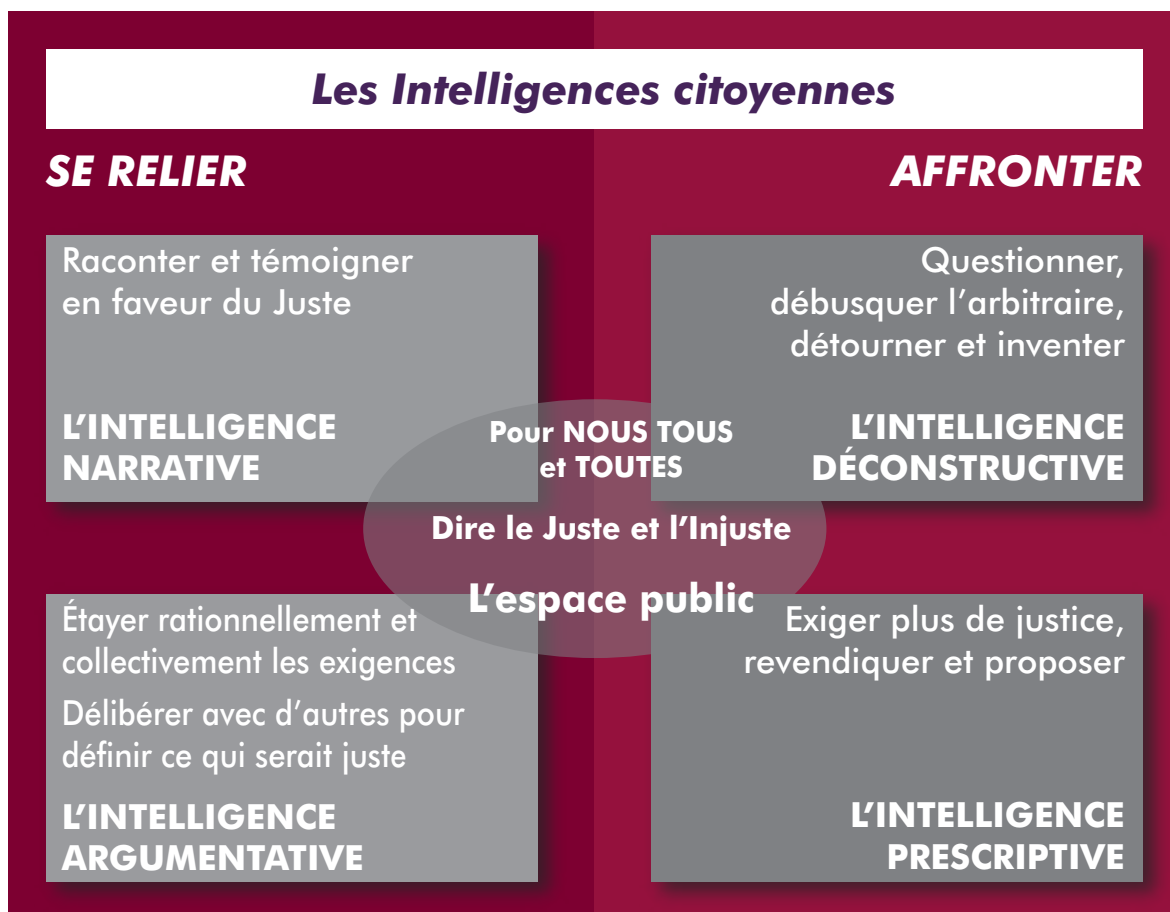


Revenir et proposer

Quatre Intelligences pour un espace public

*Comment s'opère le passage de la plainte individuelle à l'exigence collective ?
Comment se forment les rapports entre émotion et affirmation politique ?
Comment la peine ou la joie se concilient-elles avec la raison ?*

En parcourant les luttes démocratiques et les mouvements sociaux depuis la fin du 18^e siècle, sur différents continents, on peut identifier quatre intelligences collectives mises en œuvre par les citoyennes et citoyens dans leurs actions. Ce sont ces intelligences-là qu'il s'agit de faire surgir et de valoriser.



Les Intelligences narrative et argumentative sont tournées vers le consensus ou la reliance, les Intelligences déconstructive et prescriptive vers le conflit ou l'affrontement, même si la démarche critique, fondatrice, fait partie des 4 postures.

Ces 4 intelligences sont dynamiques et interactives. Selon les circonstances, elles s'imbriquent différemment. Cependant, dans une perspective d'éducation ou de formation, l'accès à ces intelligences nécessite des processus concertés.

1. L'Intelligence narrative

L'Intelligence narrative est celle qui nous rend capables de raconter des situations injustes, d'en témoigner pour amener chez ceux qui accueillent ce récit un engagement.

Sommes-nous sujets de nos vies ?

La valorisation des récits citoyens repose d'abord sur la reconstruction personnelle d'une situation vécue dans la vie quotidienne, personnelle, sociale ou professionnelle, ou encore en situation de guerre ou de crise. Un récit est toujours subjectif, c'est là sa force.

Toute possibilité de partager sur le sens avec d'autres permet de s'arracher à un monde insensé, dans lequel le sujet n'a plus de place. Poser des questions, parler, écrire, créer et s'interroger sur ce que l'on a exprimé, c'est chercher à donner du sens à nos existences, à l'ordre du monde dans lequel on vit, c'est vouloir comprendre pour pouvoir se situer dans ce monde et dans ses relations avec autrui.

Lorsque des survivants ou survivantes témoignent de génocides, lorsque des populations bombardées nous parlent des morts et destructions, lorsque des femmes maltraitées disent leurs sévices, lorsque des parents de victimes expriment leur souffrance, ou a contrario lorsque des personnes militantes racontent un combat porteur ou réussi, lorsque des recherches contre la maladie aboutissent, dans tous ces cas et bien d'autres, le récit n'est pas le réel en soi, ne renvoie pas à une seule vérité objective.

Il est une mise en forme de l'agir par des humains narrateurs, s'adressant à d'autres humains narrataires. C'est le principe même de récit qui se révèle central, dans la mesure où il représente la meilleure modalité discursive pour énoncer l'agir humain, ses principes et ses perspectives.

Le récit, la meilleure et la pire des choses

De très nombreux récits ont eu et ont encore une fonction de légitimation de différents pouvoirs arbitraires. Qu'il s'agisse de récits ouvertement mythiques ou de récits qui se donnent comme la transcription d'une histoire réelle, force est de constater que l'enjeu de ces « récits- mythes » est de faire accepter au narrataire une certaine vision du monde, de l'autorité, de ce qui est bien ou mal, de l'ordre social...

L'urgence face à ces récits de légitimation est donc de les détricoter, de les questionner, de s'interroger de la façon suivante : que cherche à légitimer ce récit ? Quelle vision de l'Histoire et du monde nous donne-t-il ? Quels pouvoirs et quelle logique sociale ce récit défend-il ? Quelle place donne-t-il aux hommes, aux femmes, aux puissants, aux clergés et aux religieux, aux riches... ?

On identifie aisément l'importance d'une telle compétence, lorsque l'on songe au révisionnisme, mais aussi aux récits de l'extrême-droite et aux textes intangibles des fondamentalistes. Plus simplement encore, lorsque l'on prend en compte la multiplicité des récits, médiatiques ou autres, dans lesquels nous sommes chaque jour plongés, nous imaginons bien l'importance d'un rapport critique à ces récits, qu'ils soient fictifs ou non, d'ailleurs.

Le récit comme drogue hypnotique

Il est une autre perversion du récit, particulièrement contemporaine, que l'on retrouve dans les médiarécits, dans les storytellings, dans les télérealités, dans les récits circulant sur le Net via les blogs ou les réseaux sociaux... On n'a jamais autant raconté, mais en même temps ces récits ne produisent aucun changement social. Le fait divers est monté en épingle et les récits de reportage, décrivant des tragédies là-bas, quelque part sur la planète, sont dévorés par des spectateurs qui les avalent pour « passer le temps ». Cet usage hypnotique du récit relève quelque part de la barbarie : nous dévorons la vie des autres avec voyeurisme pour échapper à l'ennui. Il n'y a pas de transmission ou de pacte entre celui qui raconte et celui qui reçoit.

Cette annulation de toute réelle transmission dans la consommation du récit-spectacle a été souvent dénoncée, notamment par des reporters qui risquent leur vie pour raconter ce qui se passe ailleurs. Ils voient leur travail faire recette en termes de rentabilité médiatique, mais ne rien produire en termes d'action et de transformation sociale.

Le récit, moteur de l'intelligence collective

Malgré tous ces risques de dérives, le récit demeure la meilleure façon de figurer l'agir humain et de le transmettre. Ainsi les enfants à qui l'on ne raconte rien ont des difficultés à percevoir leur devenir. L'utilisation du récit comme moteur d'un pacte représente un des points de départ des « Intelligences citoyennes ». Une telle approche consiste à revenir aux sources des mouvements sociaux ou citoyens. Si personne ne raconte plus au présent ce qui se passe ou au passé ce qui a eu lieu, aucune dynamique citoyenne ne surgira.

Accueillir les récits du passé et du présent devient un enjeu important, notamment pour les démarches engagées dans l'éducation démocratique, qui doivent pouvoir assurer l'articulation entre des traditions multiples et des processus d'universalisation des principes. Dans la mesure où les récits sont une ressource très riche pour relier des personnes au monde vécu, dans la mesure où ils représentent un registre très largement partagé par différentes cultures, ils sont incontournables dans la formation de l'espace public.

Pour redonner au récit sa place dans l'économie démocratique, il est important de promouvoir une Intelligence narrative qui se démarque de la soumission dogmatique à des repères sacrés transmis comme immuables, ou encore de la consommation passive dans laquelle le récit est un divertissement dont on s'imprègne sans réflexivité critique.

On peut à cet égard considérer que la pratique du récit, et en particulier du récit d'événements forts pour des collectivités différentes, peut remplir à travers un traitement démocratique une triple fonction : assurer une médiation entre les événements passés ou présents inscrits dans des traditions différentes; décroiser les opinions publiques à travers une évaluation de l'action se construisant en commun et enfin assurer des processus de réparation du tort subi, à travers une reconnaissance réciproque. Médiation entre vécus différents, évaluation de l'agir et réparation des violences subies, tels sont les enjeux d'une Intelligence narrative capable de produire un sens politique à partir d'une expérience multiple.

Des espaces narratifs de reconnaissance réciproque

A travers le monde, être reconnu ou reconnue dans son parcours, ses espérances est essentiel à la dignité humaine. À travers le monde, menées par des personnes motrices impliquées dans les situations, des méthodologies accessibles à tous/toutes mettent en œuvre, entre cultures et appartenances multiples, des espaces narratifs communs de reconnaissance réciproque des injustices subies et ressenties. Le partage narratif de témoignages vécus peut déboucher sur une volonté, un désir, un imaginaire de justice sociale pour tous/toutes. Cette démarche horizontale de reconnaissance réciproque implique les êtres humains dans des NOUS offensifs porteurs d'une conflictualité, d'une lutte pour la reconnaissance par la société de leurs aspirations.

Un des effets de cette transmission narrative réciproque est de favoriser le passage de ce qui est espéré comme Bon pour certaines personnes à ce qui est revendiqué comme Juste pour tous et toutes. Il s'agit d'un pacte. Un pacte est différent d'un contrat. Un pacte engage librement et chaque personne est considérée comme l'égale de l'autre. Ici fait pacte la coopération engagée entre narrateurs/narratrices et narrataires pour transformer une espérance particulière de vie meilleure en exigence universalisable.

La personne qui met son expérience en récit est amenée souvent inconsciemment à pratiquer deux démarches.

La première démarche consiste à rassembler des souvenirs épars et à les ramener à la mémoire, en les nommant et en leur donnant un poids, une orientation positive ou négative. Dans les cas d'injustices graves, cette remémoration peut favoriser un début de reconstruction de la personne.

La seconde démarche replace les souvenirs dans un récit séquencé chronologiquement, de façon tout à fait subjective, mais très significative d'une intentionnalité consciente ou inconsciente à l'œuvre chez la personne narratrice. Un récit où quelque chose est ressenti, vécu se sous-tend d'une vision implicite ou explicite d'une vie bonne, plus juste : soit que s'y exprime la quête d'un mieux, soit que se racontent la peur de perdre ou la perte effective d'une vie juste et digne. Cette vision latente d'un devenir plus juste va permettre un travail collectif d'interprétation et d'universalisation du récit, au-delà du subjectif individuel.

Le récit comme témoignage du vivant

Au-delà des situations multiples d'injustice vécue ici et ailleurs, une perspective importante aujourd'hui est aussi de multiplier les situations de transmission de récits de souffrances liées à la violence écologique.

Il s'agit de faire émerger et de faire circuler des récits de partout sur la planète ; de créer des espaces de paroles capables de tisser des liens entre les désastres écologiques que les humains vivent ici et ailleurs. Sur le plan méthodologique, il s'agit aussi de construire des processus de reconnaissance réciproque. Imaginer comment de tels récits, venus d'ailleurs ou d'ici, peuvent être transmis à des citoyens de façon à ce que ceux-ci se laissent atteindre et se mettent en mouvement. Les réseaux numériques pourraient faciliter une telle démarche, mais il faut rester vigilants à leur égard, éviter le piège des logiques commerciales et algorithmiques, pour préserver un accueil éthique et une fidélité à l'espérance de vie bonne.

Outre les vécus humains, il serait tout aussi important de faire parler les espèces : comment faire raconter aux espèces animales et végétales, menacées et malmenées, leurs souffrances et leurs drames d'une manière qui active chez nous humains un pacte narratif et nous mette en mouvement ? Voilà une autre question méthodologique intéressante qui appelle à un travail de « traduction » : comment peut-on faire parler les espèces et entendre ce qu'elles nous racontent ?



2. L'Intelligence déconstructive

Ce sont les philosophies de la résistance qui nous rendent attentifs à l'humiliation, à l'aliénation et contrecarrent les visions optimistes ou volontaristes de l'espace public contemporain. Pour ce dernier courant, l'espace public démocratique est précisément ce que les rapports de force locaux et mondiaux ne cessent de refouler.

Une vigilance créative permanente

Qu'entendre par déconstruire ? Le mot renvoie à une attitude très ancienne, notamment celle de Socrate, ce philosophe grec épris de questionnement, ou d'Averroès, ce penseur théologien de la période arabo-andalouse, défenseur de la séparation entre religion, science et politique : questionner en permanence, douter, pratiquer la vigilance critique. Car la violence sociale s'installe lorsque l'on nous fait croire que les mots ou les codes, y compris les codes sociaux, échappent à la construction humaine, échappent aux rapports de force. Lorsque les significations sont présentées comme sacrées, absolues, intangibles, définitives, essentielles.

L'ouvrier du milieu du 19^e siècle ne pouvait exprimer, dans le langage et le droit de l'époque, le tort dont il était victime. Ce qu'il avait à dire était en excès sur toute formulation advenue. Il a fallu la grève, le sabotage, et même l'émeute et l'insurrection, pour que le tort trouve à se formuler à travers les syndicats ouvriers, à travers le droit social et le droit du travail, mais également à travers une littérature, un imaginaire, une utopie... Aujourd'hui, de nombreuses personnes réfugiées et immigrées sont dans cette situation où elles ne peuvent exprimer, dans notre langue et dans notre droit, le tort dont elles sont victimes.

Malgré les conquêtes sociales, le tort ne peut toujours pas être entendu ou reconnu en tant que tel. Dans le contrat de travail, par exemple, le travailleur n'est libre que dans le cadre de ce qu'il peut légalement faire valoir. Si ses revendications légales sont écoutées, le véritable tort subi ne sera jamais entendu.

La ségrégation et la hiérarchisation arbitraire exercées par les codes représentent une expérience radicalement transculturelle. Aucune culture, aucune langue n'échappe à cette violence qui a pour revers la mutilation, l'humiliation et la domination. Résister, c'est alors ouvrir les portes à un décroisement des codes, pour mieux refuser leur commun arbitraire. L'Intelligence déconstructive mobilise pour ce faire toutes les ressources culturelles et esthétiques présentes sur cette planète. L'utilisation des médias numériques et la capacité des gens à pratiquer l'impertinence se sont vérifiées dans plusieurs événements liés aux mouvements récents dans le monde.

Le terme « déconstruction » est emprunté à Jacques Derrida, présenté en fin d'ouvrage, mais la démarche en elle-même est transculturelle et

anthropologiquement très ancienne. On peut donc parler aussi d'Intelligence critique ou de vigilance créative.

Les codes, qui nous sont donc donnés comme des significations absolues et fondées, sont en réalité le fruit d'un arbitraire construit à travers des rapports de force notamment. Toute culture est donc à la fois une ressource pour agir dans la vie et pour créer de belles choses, mais est en même temps un coup de force permanent. Toute culture peut donc être aussi le lieu d'un doute, d'un questionnement visant à interroger ce qui entretient l'injustice, l'inégalité, la hiérarchie arbitraire entre sexes, entre humains... Ainsi débusquer les mots-poisons comme le mot « Identité » qui fait le jeu des suprémacistes blancs, des mouvements xénophobes et des fondamentalismes.

Pour amorcer une exigence collective de changement, issue d'un pacte narratif, c'est une impertinence culturelle qu'il faut pouvoir développer, en préservant le droit au plaisir et en privilégiant l'accès à l'espace public.

Qu'entendre par impertinence ? Ce sont toutes les modalités créatives par lesquelles un groupe se « paie le luxe » d'interroger, y compris joyeusement, les rôles sociaux, les rapports amoureux, les rapports familiaux, les rapports de travail, les rapports de force économiques, les rapports médiatiques, pour les détricoter, débusquer ce que ces différents rapports ont d'arbitraire et d'injuste, pour imaginer une manière totalement différente de vivre, d'avoir du bonheur. La déconstruction n'a donc rien à voir avec le fait de se moquer et ne se réduit absolument pas au fait de « critiquer des gens ». C'est d'abord faire place à l'altérité en nous, au poétique, à l'indicible.

La déconstruction face aux leurre de la pensée dominante

La difficulté d'imposer une régulation face à l'évolution des choses trouve en partie sa source dans le mal que nous avons à débusquer l'arbitraire, à dépister les grands détournements. Ainsi, le registre écologique offre de nombreux exemples de manipulations : « développement durable », « économie verte », « consommation responsable », autant de leurre à débusquer.

La crise écologique peut faire craindre que les peuples s'en remettent aux pouvoirs forts dans l'espoir totalement vain de sauver leur mode de vie. Les courants ultralibéraux et les milieux d'affaires entendent profiter d'un nouveau rapport de force qui leur est favorable pour imposer une gestion de cette crise écologique profitable aux nantis et pour faire payer la facture aux plus pauvres, à travers ce capitalisme vert que vantent les médias.

Notamment, l'idéologie du développement durable permet aux dominants de reprendre la main face à l'urgence environnementale. Comment polluer un peu moins pour polluer plus longtemps ? Voire polluer au maximum pour pouvoir dépolluer davantage, à travers une écologie dite réparatrice ? La solution serait donc uniquement de transformer les consommateurs en consom-acteurs, d'inventer un écocitoyen consumériste. Autre notion – leurre, le développement durable endort l'esprit critique au nom de la technoscience et de la bonne bouffe. Le développement durable risque de nous inscrire dans l'objectif suprême de la maximisation des profits et de la croissance infinie.

Face à cela, la déconstruction questionne, détourne, subvertit et fait apparaître l'arbitraire. L'urgence dans la démarche des Intelligences citoyennes est de débusquer les détournements à l'œuvre, de rendre visibles les mensonges et tromperies d'un vocabulaire - simulacre.

La déconstruction ou l'urgence de résister aux algorithmes

L'on connaît les ressources magnifiques que représentent les réseaux sociaux lorsqu'ils mobilisent, en particulier en régime autoritaire. Cependant cette ressource est à double tranchant, car nous sommes aussi des cibles. Nous sommes la proie de ce qu'on appelle la *data economy*, laquelle repose sur une instrumentalisation et une mise systématique en réseaux des relations humaines, basées sur le calcul intensif de données massives, les algorithmes ou *big data*.

Les flux brutaux de la *data economy* risquent de miner les conditions mêmes de la démocratie, notamment en réduisant constamment les ressources temporelles disponibles pour construire des décisions politiques justes. Les plateformes numériques comme Facebook, Google ou Amazon sont des technocraties algorithmiques qui organisent l'espace social pour le soumettre à des impératifs d'organisation économique. On nomme « solutionnisme » cette idéologie des grandes entreprises numériques voulant nous faire croire que grâce à l'Internet, à l'Intelligence Artificielle et aux nouvelles technologies numériques les problèmes du monde disparaîtront.

L'urgence pour la vie citoyenne est donc au questionnement permanent, au ralentissement, à la mise en suspens des flux numériques dans lesquels nous sommes pris, pour refaire corps avec d'autres, se réapproprier des espaces de paroles et inventer des pratiques subversives, joyeuses, corporelles...

La déconstruction, une résistance face aux pouvoirs abusifs

L'Intelligence déconstructive, l'humour critique, le refus des codes enfermants, la subversion... font partie de différentes cultures. Qu'il s'agisse des pays arabes, des pays africains, de l'Amérique Latine ou encore des pays liés à l'Asie, l'impertinence politique, religieuse, sociale, artistique, sous toutes ses formes, au passé ou au présent, est un indicateur d'une société vivante, non mortifère.



Pour critiquer les injustices au Brésil, l'école historique de samba de Salgueiro a dressé sur un char, au carnaval 2019 de Rio de Janeiro, une figure de Xango, le dieu de la justice dans la religion candomblé.

L'on retrouve cette même impertinence politique et créative, en 2019, chez les jeunes Algériens dans leur refus du simulacre électoral qu'on veut leur imposer ; ou chez les jeunes Européens dans leur lutte pour le climat.



Les ressources de l'art actuel

La démarche déconstructive s'appuie avec bonheur sur les registres de l'art actuel. Les infiltrations suivantes viennent d'ateliers *Intelligences citoyennes*.

Accrochées à Bruxelles, aux grilles des parcs publics, ces silhouettes rappellent la présence fantomatique de migrants en détresse, portant le stigmate : « illégale/illégal ». Le collectif affirme: <i>Nous sommes Tous des Terriens!</i>	
À Villeurbanne, en France, le collectif <i>Des Accès</i>, dont le nom est en même temps une prescription, infiltre par des autocollants et inscriptions impertinentes de nombreux lieux publics. En détournant les indications de handicap, il montre par-là même l'hypocrisie d'une société se donnant bonne conscience à bon compte.	

3. L'Intelligence prescriptive

Une étape politique et revendicative s'avère importante pour favoriser un changement collectif et compléter le trajet citoyen. C'est l'étape de la prescription, indispensable à l'émergence d'un mouvement social complet.

Par où passe le devenir ?

Être politique, c'est identifier par où passe le devenir dans la situation que nous vivons collectivement. L'affrontement est à inventer au jour le jour à partir du tort subi ou constaté et à partir des situations elles-mêmes, imprévisibles, soumises aux événements traumatiques ou autres, situations non définissables à partir d'une analyse énonçant à l'avance la vérité du social. C'est donc l'intelligence du devenir au nom d'un Commun que les engagements citoyens ont à faire vivre.

Les conflits sociaux sont marqués par le sentiment chez les gens d'une injustice qui fait événement. C'est précisément la manifestation d'un refus face à ce qui se répète. Les démocraties, à travers de nombreux événements, ont inventé des formules qui prescrivent, plus ou moins clairement, un devenir social, économique, culturel, éthique : « À travail égal, salaire égal » par exemple.

L'épreuve de l'énonciation politique devient ici la mise en public, la publication d'une exigence, dans une assemblée, une rue ou tout autre lieu. Cette exigence est celle d'une mise en devenir des situations présentes. Ainsi, dans les situations vécues, le chômage, l'exclusion, le racisme, le risque d'extinction du vivant, la pauvreté existent. Mais en même temps, la nomination du tort exprime un excès, une exigence future, impliquant de refuser aussi le chômage, l'exclusion, le racisme, la destruction du vivant, la pauvreté.

Comment entrer en rupture ensemble ? Comment bouleverser l'espace public, résister au quotidien pour vivre et même survivre, créer un rapport de force, réclamer l'égalité devant l'impôt, exiger la redistribution des revenus ? Sur base de principes essentiels, des collectifs appellent à la désobéissance, à la résistance mais aussi à la solidarité. Changer sa vie, se faire entendre et reconnaître, construire avec d'autres et gagner, semer des graines pour un changement. Cet engagement est celui de nombreux humains s'impliquant dans une espérance agissante qui veut changer les choses, pour faire advenir une vie plus juste pour tous et toutes.

L'originalité historique des mobilisations actuelles contre les violences ultra libérales, contre la privatisation de l'eau, contre l'emprise sur nos vies des oligopoles et de la data economy tient à l'exigence pratique, tâtonnante et difficile, des participants à ces nouveaux mouvements de ne plus séparer l'idéal démocratique qu'ils poursuivent et les formes institutionnelles qu'ils se donnent. Et d'articuler justice sociale, fiscale, climatique.

Se nommer et revendiquer

Comment faire en sorte que des exigences précises soient produites et portées par de nombreux acteurs ? Comment inventer des injonctions radicales non négociables, qui font avancer les rapports sociaux ? Quel nom collectif se donner pour signer son agir ?

Les personnes font la grève ou manifestent et montrent que ce n'est ni un bruit ni une réaction violente à une situation pénible. S'exprime ainsi une démonstration de leurs droits, qui peut être comprise ou pas, par l'autre partie. L'espace public démocratique est donc une scène inventée où se mettent en jeu l'égalité ou l'inégalité des partenaires d'un conflit, en tant qu'ils sont des êtres de paroles. Ces scénographies conflictuelles peuvent aller de l'engagement des jeunes pour le climat, en passant par le combat des Algériens pour une vraie démocratie jusqu'aux luttes des femmes pour l'égalité ou encore jusqu'à l'espérance d'une vie meilleure des « gilets jaunes ».



Renouveler la dynamique prescriptive

L'on assiste à une relance et à une diversification des modalités citoyennes aujourd'hui en matière de prescriptions politiques. Ainsi en Europe, la question du climat, pendant longtemps abordée sur le mode du constat, s'est muée en revendications ou prescriptions radicales : le ton a changé, notamment à l'égard des responsables politiques. *Rendez-nous des comptes; c'est notre avenir !* Les étudiants décrètent la grève scolaire, multiplient les manifestations imposantes et des plateformes d'associations en France entament un recours contre l'État pour inaction climatique.

D'autres modalités prescriptives se déploient, comme les plateformes citoyennes auto-organisées de résistance face à l'arbitraire des États, selon des démarches de désobéissance citoyenne, se définissant comme pacifistes mais avec le risque permanent de la violence, celle de l'État, celle en leur sein. Ainsi les Zadistes (zones à défendre) en France, ainsi la désobéissance civile en Allemagne face aux mines.

En Belgique, face au manque d'accueil étatique, la Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés, qui s'est nommée *BXL Refugees*, s'approprie un parc, crée des espaces narratifs de reconnaissance réciproque entre personnes migrantes, avec en sus des apports artistiques ou analytiques et, via le numérique, suscite la reconnaissance des souffrances migrantes par un énorme réseau citoyen d'hébergement.



Un peu partout dans le monde, des collectifs auto-organisés s'appropriant des espaces vacants pour un changement de modes de vie. Ces collectifs mènent des expériences novatrices, écologiques, sociétales et socio-économiques, faisant vivre en sus d'entreprenariats alternatifs des espaces citoyens de débats, des récits d'expériences, suscitant la reconnaissance par la société environnante des vécus climatiques brutaux et injustes sur la planète. S'inspirant d'un "catastrophisme éclairé", ces collectifs horizontaux reconnaissent la gravité de la situation mais proposent des pratiques de rupture forte avec l'ordre économique dominant.

4. L'Intelligence argumentative

Survient, pour un collectif citoyen, la nécessité d'argumenter ce qu'il exige, ce qu'il revendique, ce qu'il propose... L'Intelligence argumentative est un moment rationnel, essentiel dans le déploiement des compétences citoyennes.

Construire un plaidoyer citoyen

Deux orientations différentes structurent le rapport du citoyen à l'argumentation : d'une part argumenter pour soutenir une position conflictuelle, pour l'étayer ; d'autre part, délibérer avec d'autres pour adopter des résolutions communes. Derrière le terme « argumentation » se déploient en réalité deux pratiques très distinctes l'une de l'autre, dont les enjeux diffèrent considérablement.

Argumenter pour soutenir une position conflictuelle, c'est nourrir le dissensus vital en démocratie, renforcer les positions contradictoires, leur donner du poids pour faire vivre le conflit nécessaire à la dynamique démocratique.

Délibérer avec d'autres, c'est utiliser les ressources de la rationalité et de l'argumentation pour qu'un collectif, quel qu'il soit, puisse explorer ses désaccords, entendre les positions des uns et des autres et puisse construire des résolutions communes au service d'un engagement partagé.

Abordons en priorité l'argumentation visant à soutenir une exigence collective pour renforcer des positions critiques, des revendications ou propositions, afin de leur donner du poids. Comment le citoyen peut-il donner du poids, de la légitimité et de la validité à ses exigences, à ses prescriptions, par exemple touchant au devenir de la planète, aux exigences écologiques, nécessairement en conflit avec le pouvoir de l'argent ? Une telle compétence est à l'œuvre dans ce qu'on appelle communément le « plaidoyer citoyen » qui se dote d'une rationalité propre.

La raison citoyenne en effet ne se confond pas avec la Science tout en s'appuyant sur ses ressources. De même, elle ne se confond ni avec la rationalité comptable, ni avec la rationalité instrumentale, ni avec la rationalité du profit, etc. Il s'agit de se doter d'une rationalité propre - une rationalité citoyenne - laquelle rationalité est spécifique et se distingue d'autres registres de rationalité.

Tout d'abord, ce qui mobilise les citoyens, ce sont les situations vécues par des humains ou par la planète elle-même; autrement dit le citoyen ne se met pas en mouvement, en tant que citoyen, pour appliquer une théorie ou une formule, encore moins pour se valoriser. Il se met en mouvement parce que les réalités vécues ne vont pas bien et nécessitent une transformation, une réaction. C'est la dimension de sincérité expérientielle de la citoyenneté.

Ensuite, un plaidoyer citoyen se doit d'adopter un recul rigoureux pour confronter les situations qui le révoltent aux faits, aux éléments de contexte éclairant ces situations et pouvant les expliquer : ce qui est injuste dans ces situations vécues

par les citoyens et dans le poids du contexte sur elles. C'est la dimension de rigueur analytique de la citoyenneté. Le vécu et le contexte nous sont donnés. À partir de là se pose la question centrale dans l'exercice citoyen : qu'est-ce qui serait juste ? Pour construire ce rapport au Juste, les citoyens disposent d'un outil de référence commune : le gouvernail.

Enfin, un plaidoyer citoyen, dans la mesure où nous vivons dans des États de droit, questionne ce que les lois et les règles en vigueur entretiennent comme rapports de force et comme injustices. À la lumière de ses revendications ou de ses propositions en faveur du Juste, un plaidoyer citoyen dénoncera les abus de telles et telles lois, proposera l'adoption de nouvelles règles ou lois, s'appuiera sur la lois existantes, nationales ou internationales, soutenant l'espérance de justice.

Un plaidoyer citoyen se déploie selon les composantes suivantes

Le rapport au vécu - la collecte des expériences vécues

« Voilà les situation concrètes, injustes ou intolérables, qui ont motivé notre action ou qui nous mobilisent ».

Le rapport au contexte – l'analyse des faits pertinents

Il s'agit des données économiques, sociales, culturelles, environnementales ou autres, locales et mondiales, données que l'on se donne les moyens de vérifier le mieux possible. « Ces situations s'inscrivent dans tel contexte local ou plus large, contexte social, économique, culturel. Les faits qui entourent ces situations, les statistiques ou les données informatives éclairent les choses de telle et telle façon ».

Le rapport au Juste – la confrontation au gouvernail

« Voilà ce qui nous paraîtrait plus Juste pour Tous et Toutes en lien avec les situations, le contexte, les droits humains et sociaux et les ressources collectives ».

Le rapport au Droit – la confrontation aux lois et aux règles

« Les situations vécues sont contraires à telle disposition du droit national ou international ; nous pouvons nous appuyer sur telle disposition légale. Ou bien a contrario par rapport à ces situations, le droit national ou international est en défaut et devrait évoluer ».

Le plaidoyer citoyen soutenant une position conflictuelle traverse donc quatre registres qu'il articule : un registre expressif (le Vécu), un registre analytique (le Contexte), un registre éthico-politique (le Juste), un registre juridique (le Droit). C'est une rationalité très complexe.

Le Vécu et le Juste nous appartiennent en propre en tant que citoyens et nous devons refuser que l'on nous en dépossède.

L'enjeu d'un plaidoyer citoyen n'est pas de séduire, de manipuler, d'impressionner : il ne s'agit pas de considérer les adversaires ou les interlocuteurs comme des objets à manipuler. Nous nous adressons à des sujets responsables.

Nous les femmes

Un exemple : plaidoyer de femmes du Sud face aux changements climatiques (Monde Selon les Femmes, 2015)

Le vécu :

- *La pénurie d'eau, de bois et d'aliments nous oblige à aller loin pour chercher l'indispensable.*
- *Les hommes ne partagent pas les tâches domestiques avec nous et c'est aggravé par le changement climatique.*
- *Les femmes qui vivent dans les villes sont exploitées et subissent des sévices sexuels.*
- *Les pratiques de répartition nous attribuent les parcelles les moins fertiles.*

Le contexte :

- *Inondations, sécheresse, grêle et diminution de la production.*
- *Perte des semences ancestrales et dépendance aux multinationales.*
- *Maladies, parasites, manque d'eau et mort d'animaux.*
- *Système capitaliste et croissance sans limite.*

Le juste :

- *Défense d'une pêche artisanale tournée vers la consommation locale.*
- *Redistribution des tâches productives entre époux pour accroître nos pouvoirs de décision.*
- *Élaboration de systèmes d'irrigation communautaires.*
- *Recherches-actions pour adapter nos savoirs traditionnels en matière de semences pour sauver la biodiversité.*
- *Accès pour les femmes aux bonnes terres, à leur contrôle et à la propriété foncière.*

Le droit :

- *Droit de s'organiser en syndicats et groupements de femmes.*
- *Coresponsabilité hommes-femmes dans tous les domaines.*
- *Égalité de droit dans l'accès aux ressources.*



Débusquer les actes de parole manipulatoires

Débattre, polémique, délibérer : confusion !

Derrière le terme argumentation, l'on entend souvent à tort « débat ». Nos démocraties sont traversées par la pratique obsessionnelle du débat ou de ce que l'on considère comme tel. Pour le penseur de l'espace public Jürgen Habermas, présenté en fin d'ouvrage, le registre du débat en démocratie produit d'abord et avant tout de l'aliénation et de l'impuissance.

Un jeu de gladiateurs

Derrière ce qu'on appelle débat, on rencontre des pratiques sociales corrompues. Lorsqu'un responsable politique interpelle un autre responsable dans ces « débats » du dimanche à la télé et lui lance qu'il y a beaucoup trop de chômeurs dans le Hainaut (une région de Wallonie) : est-ce pour susciter un mouvement social fort qui va lutter pour transformer cette situation ou est-ce un calcul tactique pour mettre l'autre en difficulté dans la joute qui les oppose ?

Le « débat », comme il est pratiqué un peu partout aujourd'hui, est une des formes contemporaines du cirque romain : on est séduit ou attiré par la joute plutôt que par la recherche et l'interrogation. En effet, trop souvent, ce qu'on appelle « débat » repose sur un jeu, où il s'agit de montrer sa force et de mettre l'autre en difficulté. Les participants à un débat, et en particulier les participants à un débat médiatique, ne sont pas évalués sur base de la visée émancipatoire de leurs propos, ou en fonction du caractère de vérité et de rigueur de leur énonciation. Ils sont appréciés sur base de leur capacité à séduire, à capter l'autre ou au contraire à terrasser ou à embobiner leurs adversaires.

Les traditions polémiques prônent la prédation au détriment de l'intelligence collective. Les actes de paroles s'entrechoquent selon une logique de compétition interpersonnelle : persifler, intimider, convaincre, séduire, amuser, déstabiliser, ridiculiser, dénier, disqualifier, soupçonner. Chacun se comporte comme un chasseur devant sa proie, dans un rapport de sujet à objet. Voilà pourquoi nous nous permettons, pour évoquer cette pratique « corrompue », d'utiliser le terme « débat-caca », sans doute peu élégant mais parlant.

Des techniques d'évacuation de la vie réelle

À l'avant-plan du « débat-caca » : l'agilité polémique. Les techniques polémiques utilisent assez systématiquement des formules dites « logiques », en réalité rhétoriques, qui ont pour effet d'asséner une certaine vision des choses, en refoulant l'expérience vécue et les présupposés politiques, sociaux, économiques et éthiques qui sont en amont de ce qui est formulé. Ces recettes rhétoriques ont pour objectif de clouer le bec à ceux qui résistent, qui protestent au nom de la vie réelle. L'une des formules rhétoriques les plus utilisées, pour « ligoter » l'adversaire, c'est le syllogisme qui présente comme une évidence logique et absolue ce qui n'est en réalité qu'un coup de force.

Ainsi, si l'on affirme : « Nous vivons de plus en plus longtemps, or nous devons avoir accès à une retraite, donc nous devons travailler plus longtemps ». Ou bien

« La crise est là qui a coûté beaucoup d'argent, or l'État subit les conséquences de la crise, donc nous devons réduire les dépenses publiques et les dépenses sociales ».

Dans tous ces syllogismes, assénés comme des vérités, ne sont jamais interrogés les présupposés qui sont derrière cette construction en apparence logique. Proférées avec hauteur et certitude, ces recettes rhétoriques rectifient docement les ressentis et les révoltes « irrationnelles » des gens du bas, lesquels sont exclus de la sphère argumentaire.

De même, au nom de « l'objectivité », sur les plateaux des médias publics ou privés, relayés sur le Net, chaque expression du tort subi trouve son détracteur, qui annule la colère et l'indignation, rabote la souffrance et minimise l'expression du vécu...

Ainsi le syndicaliste désespéré de voir fermer son usine rentable pour satisfaire de lointains actionnaires, le chômeur ou la chômeuse humiliés et inquiets pour leur famille et leur avenir, l'agriculteur anéanti trouveront une voix experte qui leur « fera comprendre » que l'ordre actuel est le seul possible et que leur indignation n'est pas la bonne démarche !

Ainsi, à propos des mutilations génitales par exemple, l'on prendra soin d'avoir, en face de femmes en colère ou souffrantes, des experts ou d'autres acteurs tenant des propos « anthropologiques » qui justifient cette pratique ou relativisent sa gravité, y compris au cœur même de l'Europe.

Autre ressort des « débats-caca » : le *réquisitoire* et la *plaidoirie*, deux grands mécanismes rhétoriques mobilisant des propos entièrement à charge ou entièrement à décharge, qui « vendent » cette charge ou décharge, dans un rapport à l'autre de type sujet-objet.

Pour toucher du doigt ces mécanismes, prenons l'exemple du procès d'assises. Les différents « plaideurs » s'efforcent de « décharger ou charger le prévenu », mais ces constructions ne représentent que des éclairages préparatoires à la véritable délibération qui va suivre. Ils ne constituent en rien le moment de la vraie délibération et de l'argumentation éthique.

Confondre l'argumentation avec la plaidoirie, c'est confondre des moments différents : transformer l'argumentation, à savoir l'exercice d'une raison pratique complexe, en une démarche qui veut vendre un propos. La publicité et les propagandes ne s'y sont d'ailleurs pas trompées.

C'est vrai parce que je le pense ou je le crois

La post-vérité évacue elle aussi la vie réelle et se répand notamment sur les réseaux sociaux. Moi, je suis la source de la vérité et peu importe les vérifications de faits ou les exigences scientifiques. La post-vérité ne relève pas du mensonge puisque je crois à ce que je dis, je crois au complot que l'on m'annonce, aux fake news qui circulent. L'urgence d'une démarche citoyenne est de réapprendre le questionnement, le doute : d'où vient cette affirmation ? Où nous mène-t-elle ?

Les faux couples qui cachent la forêt

Les faux couples qui cachent la forêt sont particulièrement agissants dans la culture du débat-caca et l'on peut en identifier trois types principaux : fausses équivalences, fausses alternatives, clivages paravents.

La fausse équivalence

Religion = Culture. Est entretenue par exemple une assimilation permanente entre culture et religion alors même que les institutions religieuses chez nous comme ailleurs sont régulièrement ennemies des cultures, de la libre expression artistique.

Réfugiés = Illégaux. Cette confusion (un réfugié a automatiquement droit à l'asile) permet d'entretenir la suspicion ou le rejet.

Immigration = Colonisation. Cette équivalence soutient les mouvements xénophobes et entretient le rejet de l'étranger.

La fausse alternative

Complémentarité en lieu et place d'égalité. Ainsi, voit-on régulièrement permuter les termes « égalité » et « complémentarité ». « Non les hommes et femmes ne doivent pas être égaux (les femmes y perdraient leur identité ou féminité, les malheureuses ; elles ne trouveraient plus d'hommes pour les aimer). L'homme et la femme sont complémentaires ! ». C'est bien mieux, plus respectueux des « différences », plus conforme à la Création, aux lois divines ou aux injonctions psychologiques des magazines !

Ce tour de passe rhétorique confond deux niveaux de réalités et oppose des termes qui ne sont ni opposables ni permutable. Tout simplement, on parle de choses différentes qui peuvent le cas échéant se conjuguer, mais jamais se substituer l'une à l'autre. L'exigence d'égalité entre sexes différents renvoie d'abord à des questions institutionnelles et politiques, à des rapports sociaux de sexe, aux faits que la femme est majeure, autonome, en situation de tenir un commerce, de cultiver une terre, d'assumer des responsabilités sociales et économiques, d'organiser et de choisir sa vie.

Le « droit à l'égalité » qui devient « droit à la différence ». La différence entre les humains est un fait incontournable, un donné qui nous est imposé, alors que l'exigence d'égalité est une réaction à ce qui est imposé, une espérance, une visée, un droit revendiqué ; autrement dit, la différence est ce qui est, l'égalité est ce qui se conquiert. Là non plus, les termes ne sont pas permutable. En mettant en avant la différence, on contribue à ethniciser les rapports sociaux, ou à évacuer toute lecture du social en termes de division sociale et de rapports de force, facteurs pourtant déterminants.

Les clivages paravents

Dans la même perspective de fragilisation des principes fondamentaux, évoquons les couples « laïcité ouverte/laïcité fermée ou laïcité positive/négative » ou encore « laïque/non laïque », laissant entendre que certains sont passésistes et « laïcards » et d'autres modernistes et ouverts.

Cliver de la sorte la laïcité est une trahison historique, car la celle-ci ne se décline pas selon des couples rhétoriques binaires. Il s'agit d'un terme désignant un long processus historique d'émancipation collective. Échapper enfin à une Histoire cruelle, abominable et interminable, celle des guerres de religions, épouvante qui a sévi sur l'Europe des siècles durant.

La rhétorique barbare : « Pour ou contre ? »

Les médias et nos sociétés sont agités régulièrement par des questions chocs, qui font tapage et qui nous sollicitent via le Net, les réseaux sociaux, la télévision, la radio. Participer à un « débat » devient une stratégie de distinction, faire partie du bon camp, obtenir la reconnaissance par ses pairs, par son réseau. Lorsqu'ils deviennent le lieu d'une captation rhétorique en boucle - et non les vecteurs d'une circulation des expériences, des imaginaires et des idées - les réseaux sociaux et la toile renforcent paradoxalement ces fermetures, juxtaposant à l'infini des opinions en « pour ou contre » : pour n'importe quoi et contre son contraire.

Toutes ces questions chocs qui agitent aujourd'hui l'univers médiatique sont en effet souvent formulées en « pour ou contre » explicitement ou implicitement au profit d'une soi-disant démocratie d'opinion : en réalité une simple addition d'avis atomisés. Cette opinion, sous couvert de « débat démocratique », est médiatiquement fabriquée par des propagandes invisibles.

Ces questions tapageuses privilégient, selon les termes d'Habermas, la dimension perlocutoire des actes de parole, celle qui vise l'effet, qui impressionne, intimide, séduit ; au détriment de la dimension illocutoire, celle qui privilégie l'engagement éthique dans l'exigence de la parole.

A contrario, le véritable enjeu de ces questions-chocs ne réside pas dans la transformation réciproque. Il est extrêmement rare que l'on assiste à un changement de posture. *Car l'enjeu du « pour ou contre » réside dans ce qui n'est pas dit : les prémisses de l'énoncé.*

Pour visualiser cet enjeu, nous prendrons un exemple un peu naïf, prélevé dans le quotidien de l'éducation des enfants. Si vous souhaitez que votre bambin aille au lit à une heure décente, ce qui ne le lui plaît pas forcément, il peut arriver que vous lui posiez un faux choix en « pour ou contre » : « Es-tu pour aller dormir à huit heures ou à huit heures et demie ? » Ce qui amènera le cher petit à plaider pour huit et demi laissant aux parents le cas échéant le soin de plaider pour huit heures ! Il est clair que le véritable enjeu de la manœuvre ne réside pas dans la question posée et encore moins dans son traitement, mais dans la prémisse logique non dite : le petit doit être au lit tôt.

Si la manipulation peut être ici éventuellement jugée avec indulgence, elle devient franchement problématique dans les pratiques sociétales du débat-caca. Car imposer à l'agenda des internautes, des spectateurs, des auditeurs, des citoyens... des questions chocs permet d'ancrer, dans la sensibilité collective, des catégories, des contenus qui ne sont jamais proférés, mais qui s'implantent dans les « cœurs et les esprits » et qui ont des visées précises. *Pour ou contre les soins médicaux coûteux après 85 ans ?*

La prémisse donc, véritable enjeu de ces pour/contre permanents, joue le fait accompli, la banalisation du tort subi, voire l'annulation silencieuse de conquêtes collectives.

Ainsi débattre de la retraite à 67 ou à 68 ans implique avec force la prémisse suivante, martelée de manière invisible et inaudible, qui est le véritable enjeu de tous ces « débats » : « Les acquis de l'après-guerre et des années d'avancée sociale en matière de retraite et de sécurité sociale n'ont plus cours, dépassés, irréalistes. Ils ne constituent plus une référence crédible ».

À force d'avoir médiatiquement et frénétiquement causé du « pour ou contre la retraite à 68 ans », l'on finira par vivre la retraite à 66 ans comme un merveilleux privilège et le tour est joué, bingo !



Les enjeux de la rhétorique barbare

Prenons quelques-unes de ces questions chocs traitées en « pour ou contre » qui ont défrayé la chronique dans certaines de nos démocraties : « Pour ou contre les mutilations génitales ? Pour ou contre les centres fermés réservés aux émigrés illégaux ? Pour ou contre le renvoi hors frontières des étrangers ? Pour ou contre le mariage entre personnes homosexuelles ? ». Les joutes rhétoriques en pour ou contre remplissent plusieurs fonctions idéologiques bien précises liées aux prémisses non dites.

Une première fonction : désigner, accuser. Pour ou contre les migrants ? Les prémisses non dites de cette question sont les suivantes : les migrants sont pour nos sociétés un danger et il s'agit de s'en méfier. *Pour ou contre les homosexuels comme instituteurs dans nos écoles ?* Ce *Pour ou contre* est construit de toute pièce pour imposer à l'espace public un doute et désigner comme implicitement dangereux des professionnels sur base de leur orientation sexuelle, instiller un soupçon alors même que les citoyens jusque-là n'y songeaient peut-être pas.

Une deuxième fonction très importante du « pour ou contre » : la banalisation du tort subi. Pour ou contre les mutilations génitales ? Pour ou contre la prostitution ?

Faire mousser des polémiques aguicheuses en « pour ou contre » sur des questions pareilles revient à nier les interdits fondateurs du lien social en démocratie. Mettre en polémique « pour ou contre » de telles pratiques laisse entendre qu'il s'agit là de pratiques sociales parmi d'autres, banales et légitimes,

donnant lieu à une simple variation d'opinions : une simple question de sensibilité personnelle et dans certains cas de diversité culturelle.

La seule façon parfois de casser cette barbarie des « pour ou contre » qui banalisent est de pousser jusqu'au bout la logique en vigueur pour susciter un sursaut : « Pour ou contre le viol ? Pour ou contre la lapidation ? Pour ou contre les mariages forcés ? Pour ou contre les camps de concentration ? ». L'on ne peut s'empêcher de se demander s'il y aura une limite à cette barbarie. A quand la polémique suivante : « Pour ou contre les génocides ? » par exemple.

Une troisième fonction du « pour ou contre » : fragiliser les acquis démocratiques. Par exemple, la religion et la culture sont mises en avant, en lieu et place des rapports sociaux et des rapports de force économiques et financiers, car, au motif de tolérance, ces références sont commodes pour servir de leviers dans la relativisation progressive d'un périmètre « sacré », celui des acquis démocratiques, des principes fondamentaux, fruits de plusieurs siècles de combat et de guerres atroces.

Actes de parole et manipulations rhétoriques

Parler c'est agir. Lorsque l'on parle, l'on ne dit pas d'abord quelque chose, on pose d'abord un acte. « Viens » suivant le ton, la mimique, les gestes, le contexte, les rapports sociaux entre interlocuteurs peut être interprété au moins en 4 actes de parole différents : invitation, supplication, drague, ordre méprisant... L'interlocuteur enregistre prioritairement l'acte dont il interprète l'intention, en s'appuyant sur sa connaissance du contexte, sa pratique de la personne qui parle, et sur de nombreux autres indices communicationnels.

Cette interprétation à laquelle tout locuteur, souvent inconsciemment, se livre s'appelle une « inférence » : faire une hypothèse à partir de repères, hypothèse qui s'infirme ou se confirme selon l'évolution de l'interlocution.

Pour le locuteur, l'interprétation de l'acte posé a des effets comparables à n'importe quel acte : humiliation, embarras, satisfaction, inquiétude, compassion, séduction... c'est l'effet de l'acte posé.

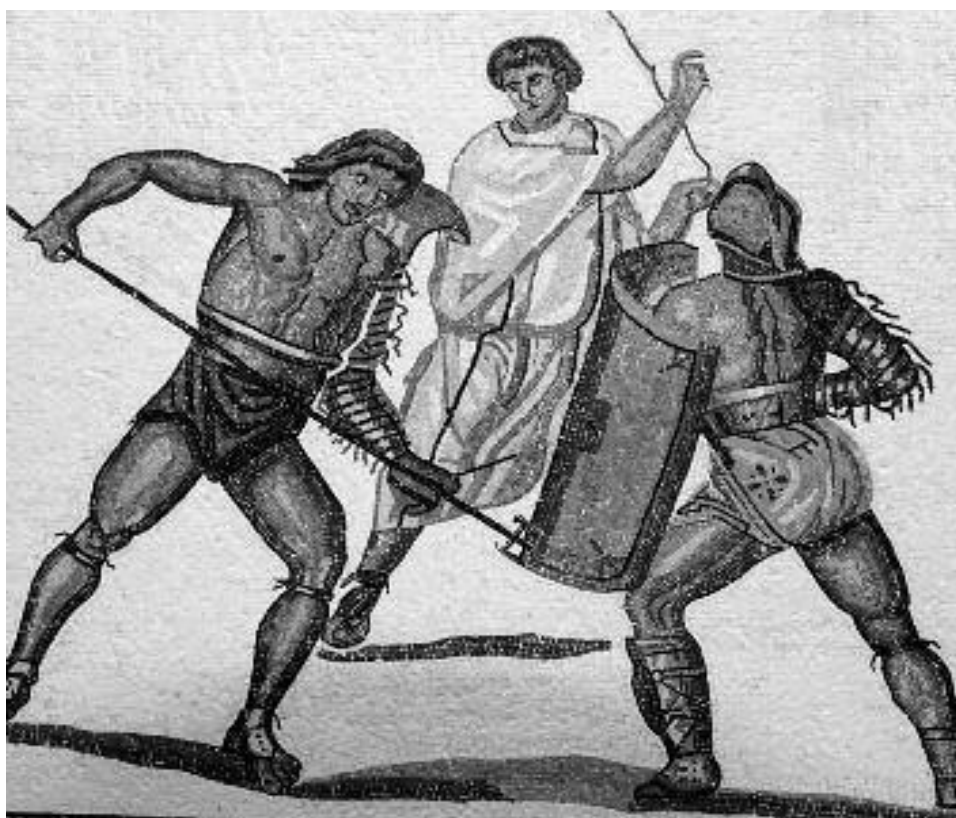
Le sens et la tournure que prend une interlocution est donc une coproduction : il y a bien deux ou plusieurs intervenants actifs, producteurs de sens l'un comme l'autre et non pas un émetteur envoyant un message à un récepteur, vieille conception de la communication.

Ce basculement opéré par la linguistique au début du 20^e siècle amène le citoyen à adopter une vigilance critique à l'égard des actes de parole posés, en particulier dans un contexte de communication publique.

Car le jeu des actes de parole peut être très subtil, nous faisant agir dans tel ou tel sens : par exemple menacer ou séduire sous couvert d'informer pour nous faire agir de telle façon. Les actes de parole ouvrent tout le champ de la manipulation humaine et de la propagande et se déploient dans cet art de convaincre qu'on appelle la rhétorique.

L'acte de parole s'interprète donc à partir de plusieurs composantes agissantes. Acte de parole égale ce qui est dit + le ton + le corps (mimiques, gestes, ...) + le contexte « circonstances » et le contexte social ou institutionnel. Cette inférence (interprétation de l'intention) se confirme, s'infirme, se réajuste en permanence chez chacun des interlocuteurs. En prendre conscience est particulièrement vital dans les pratiques contemporaines liées aux réseaux sociaux. Il ne s'agit pas d'accuser ou de suspecter les énonciateurs. Il s'agit d'interroger les énonciations, leur intentionnalité et leurs effets.

Savoir interroger la valeur éthique des actes de parole posés au cours d'une communication, pour la faire évoluer vers des rapports égalitaires et coopératifs, est essentiel en démocratie. La vigilance citoyenne porte aussi sur l'exigence de rigueur ou d'honnêteté des actes de parole posés dans les rapports entre citoyens, entre citoyens et responsables politiques, entre citoyens et médias.



Délibérer : le temps de la reconstruction

Comment rendre dès lors à la démarche argumentaire, nécessaire à la construction d'une rationalité collective, une réelle pertinence démocratique ? Habermas parle de délibération et non de débat.

Une première nécessité : abandonner la rhétorique compétitive au profit de la coopération des actes de parole.

En démocratie, lorsque l'on entre dans une délibération argumentée avec d'autres, il est important de poser des actes de parole qui traitent l'autre comme un sujet égal à soi et non comme un objet.

Avoir de la vigilance à l'égard des énonciations et non pas accuser les personnes qui énoncent : favoriser des actes de parole coopératifs qui transforment l'affirmation fermée en question ouverte. Car on ne peut produire un travail coopératif si chacun vient avec une affirmation fermée.

La coopération n'exclut nullement, bien au contraire, la divergence, mais cette divergence s'énonce de façon lisible, sans stratégie d'intimidation et sous le signe du doute, du questionnement, pour être réellement travaillée collectivement.

Deuxième nécessité : clarifier pourquoi l'on s'engage dans un processus de délibération collective.

En quoi ce registre de l'intelligence collective s'impose-t-il ? Est-il susceptible de favoriser la transformation des situations et la transformation sociale ? Comment peut-il contribuer à ces transformations ?

De même, entrer en délibération avec d'autres implique qu'à l'horizon nous pensons qu'un consensus est possible avec eux. Dans le cas contraire, nous nous enfermons dans un face-à-face stérile.

Troisième nécessité : revenir aux situations et aux vécus.

Délibérer prend du temps, se joue à travers plusieurs registres et lieux. La véritable délibération argumentaire se joue à travers différents registres nécessaires à la construction de résolutions communes, à travers une procédure partagée et une recherche difficile en 4 temps, que l'on peut résumer comme suit.

Quelles sont les situations vécues et ressenties comme difficiles ou injustes ? Quel est le contexte dans lequel s'inscrivent les situations vécues comme injustes ? Étant donné les vécus subjectifs et les contextes factuels, qu'est-ce qui serait le plus juste pour Nous Tous ? Et enfin que dit le Droit ? Le Droit est en effet souvent injuste.

Une telle approche se joue selon plusieurs moments, plusieurs démarches, associant l'expression des vécus et la transmission, pour aller vers un pacte entre citoyens qui met les récits subjectifs, reconnus et respectés, à l'épreuve d'une recherche de contexte, d'une exigence de scientificité et puis à l'épreuve du Juste : qu'est-ce qui est bon pour Nous Tous et Toutes ? Qu'est-ce qui serait juste pour tous ceux et toutes celles que la délibération concerne, ici et ailleurs ? Enfin, questionner le Droit.

Quatrième nécessité : adopter des référents tiers qui servent d'arbitrage.

Cette nécessité est primordiale. Une délibération se doit d'être triangulée par des repères tiers, un référentiel commun garantissant sa légitimité. Sans cette référence, la délibération devient un simple rapport de force, ouvert à toutes les sauvageries. Une délibération démocratique nécessite la triangulation de référents communs qui servent d'arbitrage : le gouvernail.

Il s'agit dès lors dans une délibération démocratique de soumettre les convictions des personnes aux 4 principes fondateurs d'une démocratie politique et sociale - sans lesquels ce type de société disparaît - principes qui doivent être considérés non pas un par un mais ensemble, comme interdépendants.

Une résolution faillible

En revanche, toute résolution est faillible et doit pouvoir être revue ou améliorée en fonction de l'évolution du réel. C'est donc l'écart qui guide la révision d'une Loi adoptée : un écart entre les intentions de départ et les réalités qui surgissent.

La rationalité instrumentale domine trop souvent les débats démocratiques tournés vers des décisions techniques, ce qu'Habermas appelle le « décisionnisme ». A contrario, les exigences d'une délibération invitent à reconstruire, en anticipant les effets négatifs d'une résolution. L'on songe notamment aux délibérations en matière de biotechnologies, par exemple.

C'est en cela que la tension entre le Juste et le Droit est intéressante. Étudier les écarts qui surgissent entre l'intention d'une Loi et l'évolution des faits est légitime et utile.

Par exemple, concernant la dépénalisation partielle de l'avortement, étudier les inégalités d'accès à un avortement selon le lieu où l'on habite. En fonction de découvertes nouvelles, étudier la pertinence des délais biologiques. Examiner si la prévention et l'éducation sont suffisamment développées auprès des jeunes, repenser la manière dont les hôpitaux ou structures publiques agissent...

En revanche, dans la mesure où des Lois se sont efforcées de prendre en compte les torts subis et ont validé leur construction en se référant au gouvernail, elles ne doivent pas faire l'objet d'une brusque attaque en « pour ou contre », réduisant à néant le processus délibératif.

Ainsi par exemple la dépénalisation de l'avortement a reposé sur des procédures complexes et soucieuses du Nous Tous et Toutes. Brutalement, anéantir toute cette élaboration patiente en manifestant « contre » le droit à l'avortement revient, par une sorte de négationnisme, à annuler arbitrairement une historicité et la conquête de nouveaux droits.

Partie 3

Démarches

La construction collective de l'action



Cette troisième partie transpose les acquis des première et deuxième parties en démarches concrètes d'animation, d'auto-formation ou de formation. Cette section propose donc une progression pour atteindre une action collective, à travers des fiches méthodologiques précises, guidant le travail.



Juste ? Injuste ? Du subir à l'agir

Comment, à partir de situations concrètement vécues, transformer les conditions subies en exigences publiques et politiques ?

Sortir des fragmentations identitaires qui mettent en compétition les oppressions, telle est la perspective des espaces citoyens de reconnaissance réciproque des torts subis, à travers des appartenances multiples. L'enjeu est de passer du subir à l'agir.

L'Injuste, un ressenti subjectif et singulier à reconnaître

L'injustice est une expérience ressentie, qui s'inscrit dans l'histoire de vie des personnes et le contexte dans lequel elles sont prises. Des processus en apparence proches (violences, mépris, déni, abus, pauvreté) peuvent être ressentis différemment. Comme très douloureusement injustes ou comme simples difficultés transitoires, selon le parcours de vie, le statut social, les ressources en présence, les appartenances, le territoire habité - région, pays, continent - et ce qui le traverse.

Voilà pourquoi une injustice est incommensurable, elle n'a pas à être relativisée. Elle se doit d'être considérée en tant que telle : est injuste ce qui est vécu comme injuste par des humains qui parlent.

Il s'agit pour ceux et celles qui reçoivent un témoignage d'injustice ressentie de ne pas juger, de ne pas évaluer, de ne pas comparer. Il s'agit de se centrer sur le vécu, d'accueillir et de reconnaître le ressenti des personnes qui témoignent, ce qui active les Intelligences narrative (la transmission, le pacte) et déconstructive (le partage d'une dénonciation et d'une résistance).

Le Juste, une construction collective, progressive et généralisable

Le rapport au Juste en revanche nécessite une décentration progressive, nous faisant aller de l'émotion spontanée et sincère qui accueille un récit d'injustice à la formulation pertinente de revendications, exigeant des changements pour les personnes narratrices mais aussi pour tous et toutes.

Est juste ce qui vaut pour Nous Tous/Toutes, ce qui dérange les privilèges et nous met nécessairement en conflit, à travers une Intelligence prescriptive.

Et ce processus nous conduit à la rationalité qui plaide et argumente au service du Juste et du gouvernail, grâce à une Intelligence argumentative. Se mettre à l'épreuve du Nous Tous/Toutes demande de prendre du temps, de vérifier, d'anticiper, de se confronter aux données du réel et des contextes.

Un espace de paroles citoyennes

Un engagement situationnel

L'engagement citoyen à notre époque se joue différemment de ce qu'on a pu constater par le passé. En effet, les citoyens, jeunes et moins jeunes, ont tendance à s'investir en fonction des situations concrètes injustes, vécues près de chez eux ou ailleurs, plutôt qu'en fonction des programmes et des idéologies. Il s'agit d'un engagement situationnel.

C'est en quelque sorte le siècle des collectifs citoyens, relativement peu institués, souvent horizontaux, c'est-à-dire sans hiérarchie forte, stimulés par des citoyennes et citoyens ou par des personnes intervenantes formées à l'éducation populaire.

Pour garantir la pérennité de l'engagement, il s'agit soit de relier l'action de ces collectifs à des grands mouvements plus traditionnels, de type syndicats, mouvements philosophiques et politiques ; soit de garantir à l'action menée par le collectif une transmission à d'autres et le soutien de personnes de référence faisant profiter d'autres de leur expérience, en passant le relais.

Des conditions de base

Quelle que soit l'option prise, il est essentiel pour le collectif de garantir certaines conditions de base :

- Chacun-e dans le collectif a un statut égal aux autres même si des responsabilités différentes se dessinent nécessairement.
- Le groupe veille à la rigueur des actes de paroles et à une éthique de la communication.
- Les collectifs émanant d'institutions ou d'associations, ayant des missions et des enjeux bien spécifiques, doivent voir se clarifier leur position institutionnelle et les perspectives dans lesquelles le collectif s'inscrit : sa marge de liberté, les questions sur lesquelles il est invité à travailler.
- Il est essentiel pour les personnes engagées dans un collectif de garantir à d'autres personnes ou à des nouveaux collectifs la transmission du parcours, de ses acquis et de ses exigences, afin d'en perpétuer la trace. Il est essentiel aussi que se dégage d'un collectif, même provisoire, l'une ou l'autre personne de référence susceptible de faire le lien avec d'autres collectifs ou d'autres structures et luttes.

Les étapes d'un collectif

À partir d'une multiplicité éclatée de points de vue, comment construire une affirmation collective forte ?



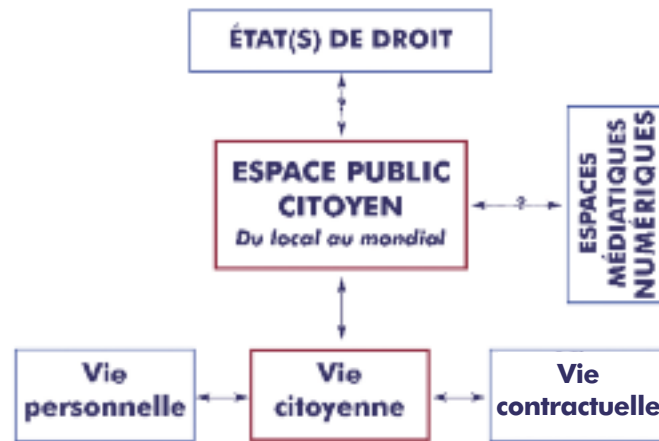
Les fiches méthodologiques qui vont suivre proposent une progression de 0 à 9, laquelle est simplement indicative et non impérative. Plusieurs fiches renvoient à une même étape, avec déclinaison (par exemple 4.2). Certaines fiches sont facultatives en fonction des groupes.

Dans la mesure où les rapports de force se jouent régulièrement à travers la polémique, on réservera l'approche de l'argumentation pour la fin de la démarche, quand les citoyens et citoyennes auront défini ce qu'ils et elles refusent et ce qu'ils et elles veulent, à travers des approches expressives et créatives, dans un esprit de reconnaissance réciproque. Il s'agit, en effet, d'approcher l'argumentation comme une rationalisation responsable de l'agir et non pas comme un jeu rhétorique visant à dominer ou à séduire.

ATTENTION !

La méthode ne convient pas pour des difficultés intra-organisationnelles, portant sur des conflits internes de management. La méthode est pertinente pour des situations collectives ou collectivisables, qui ont comme perspectives de donner un sens citoyen à l'injustice vécue et souvent de proposer un débouché dans l'espace public.

0. Parcourir le puzzle démocratique



Consignes de travail

Il s'agit d'aborder les composantes d'une société démocratique en les considérant comme un puzzle dans lequel les citoyens et citoyennes ont à faire leur chemin. La démarche consiste à donner des exemples concrets de pratiques de vie pour amener le groupe en formation à situer les sphères de l'activité humaine activées.

Exemple de pratiques à proposer :

1. Je fais partie d'un groupe de femmes de mon quartier et nous discutons des questions posées par les nouvelles parentalités.
2. J'échange sur Facebook mes commentaires, impressions ou émotions sur les migrants bloqués sur leur bateau.
3. Je suis invité(e) par mon pouvoir communal à participer à une commission d'avis touchant aux questions d'aménagement de la ville.
4. Je suis délégué(e) syndical(e) dans une entreprise multinationale qui ferme brusquement ses portes : je discute en section syndicale, je mobilise par réseaux sociaux, j'organise une manifestation et je fais partie d'une délégation qui rencontre le ministre pour des aménagements de prépension.
5. M'appuyant sur les réseaux sociaux, j'organise avec beaucoup d'autres une plateforme citoyenne pour accueillir les migrants et les défendre auprès du pouvoir politique.
6. Je suis signataire d'un appel aux mandataires face aux urgences de la planète pour exiger un changement de politique et s'engager à poursuivre la vigilance.

Dans quelle sphère démocratique suis-je ?

1. Dans la sphère citoyenne. On reste entre soi, je ne suis pas dans l'espace public.
2. Dans la sphère médiatique-numérique uniquement.
3. Dans la sphère État de droit et non dans l'espace public.
4. Dans la sphère laborieuse, citoyenne (et même aussi privée), dans l'espace médiatique-numérique, dans l'espace public et enfin au niveau de l'État.
5. Dans l'espace médiatique-numérique et dans l'espace public.
6. Dans l'espace médiatique-numérique et dans l'espace public.

1. Enoncer les infinitifs vitaux

Les Composantes de la vie humaine

Une grande silhouette blanche découpée, mise par terre (pronoms multiples)

« De quoi cette personne humaine partout dans le monde a-t-elle besoin pour vivre et mener une vie digne d'être vécue ? ». Proposer rapidement des infinitifs « vitaux » (avec complément si nécessaire) : en vert les infinitifs touchant à la survie, en jaune ceux touchant à la dignité. Les écrire sur grands post-it (demi A4) ou papiers équivalents et les déposer autour de la silhouette. Une fois un infinitif énoncé, on propose un autre, pas de doublon. Ce sont pour nous les composantes d'une vie humaine juste, digne... voir si certaines composantes essentielles ne sont pas à ajouter.

Prolongement facultatif

Se constituer en quatuors et prendre en charge une composante considérée comme importante pour le quatuor et réaliser une affiche sur cette composante avec des mots, phrases, dessins, schémas, connexions : « à quoi cette composante nous fait penser dans la vie quotidienne des gens ? » Ce qui nous vient spontanément. Faire le lien entre la composante choisie et des mots ou images ou dessins, en rapport avec des pratiques de la vie quotidienne (ex. autour de « manger », table, magasins, argent, légumes, bouches...). Après la réalisation des affiches, une consigne supplémentaire. Donner à son affiche une phrase chapeau - définition : « Une vie digne, c'est... » à compléter par mot(s) ou image(s).

Des phrases, des situations...

Replaçons-nous dans le contexte de notre vie : demander en grand groupe si des personnes ont en tête une situation injuste concrète, précise, vécue par soi ou avec/par des personnes, dans la vie, le travail, le quartier, dans la rue, le bus....., Une situation où une/des composantes vitales ne sont pas rencontrées, situation qui nous met en colère. On accueille 4 ou 5 propositions et puis on se met à plusieurs autour de chaque proposition pour en faire une phrase précise, ancrée : « cela concerne qui précisément /où ? / comment ? /ce qui s'est dit précisément ? / ce qui s'est passé ? » Ecrire la phrase précise, ancrée et la pendre sur une ficelle avec pinces à linge (possibilités d'actions créatives dans l'espace public).

L'accès au Gouvernail (voir page 12)

Remettre à chaque personne le canevas suivant ; par petits groupes, sélectionner les 2 repères les plus prégnants pour vous (voir page 11).

De quoi as-tu manqué ?

Nous pouvons demander à chaque personne vivant une situation injuste : « De quoi as-tu manqué, qui aurait dû venir des autres humains, de la société ? »

Être reconnue comme une personne actrice de ta vie, considérée comme capable et responsable.

Bénéficier d'une solidarité sociale et humaine, qui t'écoute, te soutienne et te donne l'usage de ressources partagées.

Être reconnue comme une personne égale aux autres, de même valeur, jouissant des mêmes droits, de la même reconnaissance sociale.

Être reconnue comme ayant le libre choix de ta vie et ayant la liberté de t'exprimer, de créer, de découvrir des expériences, d'apprendre...

2.1. Construire un NOUS

Cette démarche est la première étape de construction d'un collectif qui doit éprouver du plaisir à se réunir et qui doit apprendre à construire une intelligence collective, d'où cette idée de pratiquer d'entrée de jeu la polyphonie, autrement dit l'intersubjectivité, le brassage des références. L'enjeu est de passer du JE au NOUS, d'articuler JE, TU et NOUS.

Entrer en polyphonie

Cette démarche s'inspire des ateliers d'écriture introduits par les surréalistes visant à permettre à chaque personne d'accéder à une parole, à une écriture à travers le partage collectif.

Une grande fresque vide est au sol. Il s'agit de partager des phrases de colère liées à des situations concrètes. Les colères peuvent être rapidement partagées en petits groupes.

Une colère concrète est choisie et formulée en une phrase précise exprimant ce qui est arrivé concrètement à la personne qui témoigne ou à d'autres qui la touchent : « J'ai été éjectée (ma voisine a été éjectée) de mon ou de son logement avec deux enfants » ou « Je me suis fait battre violemment en rue et traité de sale pédé », etc.

La phrase exprime une colère individuelle à portée sociale présente dans le groupe en concrétisant ce qui est arrivé précisément et à qui. La colère d'une personne va devenir notre colère collective. Cette phrase, exprimant une violence subie, est écrite en grand au centre de la fresque et chaque personne va y réagir.

On y va tous et toutes en même temps sans observateur. D'abord une première réaction sur la fresque et puis s'inspirer des réactions des autres. En silence, chaque personne est invitée à déposer sur la fresque une phrase, un mot, à réaliser un dessin, un objet, à découper une image d'un magazine, bref à exprimer ce qui lui passe par l'esprit en lien avec la proposition centrale de la fresque, y compris des réticences, des oppositions, y compris dialoguer avec la phrase.

Après avoir déposé toutes les réactions personnelles, les participants et participantes font le tour de la fresque et chaque personne choisit une proposition qui ne vient pas d'elle mais qui l'interpelle ou la touche. Il ne s'agit pas de choisir pour critiquer ou démolir ; il s'agit de choisir ce qui fait résonance.

On s'assied alors autour de la fresque pour partager les choix. L'animateur ou l'animatrice demande à chacun-e ce qu'il ou elle a choisi et en deux mots pourquoi ce choix. Chaque personne va s'exprimer à son tour en veillant à une égalité de temps dans sa prise de parole. Il est demandé d'écouter simplement les autres et, sans réagir à leurs propos, de prendre la parole quand son tour arrive. L'enjeu n'est pas de débattre, mais de brasser les représentations.

La démarche suivie consiste à construire une intelligence collective et une intersubjectivité. Il est essentiel donc que le rituel, consistant à prendre la parole uniquement quand l'on est invité-e, soit respecté. Il s'agit simplement de brasser les idées et chacun-e en retiendra ce qu'il ou elle voudra.

Réaliser des statues

La démarche est librement inspirée d'Augusto Boal (éducation populaire-Amérique latine).

Reprendre en mots toutes les traces de la fresque et ses suites qui flottent dans la tête de chaque membre du petit groupe, les collecter, les mettre sur une liste commune.

Reprendre les mots les plus oppressants et improviser chacun en silence des postures statuaires exprimant le ressenti d'oppression, puis silencieusement toujours, s'articuler collectivement par le travail des corps pour réaliser un groupe statuaire immobile.

Faire de même avec les mots moins oppressants, puis avec les mots porteurs d'espoir, pour aller vers l'émancipation.

Réaliser ainsi 3 ou 4 groupes statuaires progressifs pouvant être diffusés sur le net ou montrés dans des lieux publics.



Réaliser un dialogue théâtral, faire de la danse contemporaine, écrire un texte

Pour ces réalisations la méthode est la suivante : les personnes du groupe se remémorent les mots qui flottent dans leur tête après tout le travail précédent autour de la fresque et on les liste. Sur base de cette liste, le groupe réalise en 15 minutes la performance choisie : un court dialogue, une courte danse, un court texte, comme celui présenté ci-dessous.

Dans cet abandon, la solitude me prend la main,
Pour renouer des relations et des liens,
Retrouver la confiance de tisser ces liens,
S'ouvrir, grandir au sein de cette communauté.

La recherche et la quête de l'amour,
Je dois m'exprimer pour rebâtir demain,
Sans l'espace collectif, c'est le vide.
Se regarder, rebâtir, mais aussi se perdre.

Faire le deuil du passé
Se lier à un lieu
Faire le choix de la solidarité
Entrevoir l'avenir en communauté
Limiter les sentiments qui nous empêchent de s'épanouir

Aller à la conquête d'un bonheur qui ne sera pas éphémère.

Q. D. P. II

Un bonheur non éphémère

Dans cet abandon, la solitude me prend la main
Pour renouer des relations et des liens,
Retrouver la confiance de tisser ces liens
S'ouvrir, grandir au sein de cette communauté

La recherche et la quête de l'amour
Je dois m'exprimer pour rebâtir demain
Sans l'espace du collectif, c'est le vide
Se regarder, rebâtir, mais aussi se perdre

Faire le deuil du passé
Se lier à un lieu
Faire le choix de la solidarité
Entrevoir l'avenir en communauté
Limiter les sentiments qui nous empêchent de s'épanouir

Aller à la conquête d'un bonheur qui ne sera pas éphémère

3.1. Qu'est-ce que déconstruire ?

Déconstruire renvoie à une attitude très ancienne, notamment celle de Socrate : questionner en permanence le sens des mots, douter, pratiquer la vigilance critique.

Le principe de départ

La déconstruction s'appuie sur le fonctionnement de toute langue humaine, quelle qu'elle soit. Entre les sons qui désignent une chose et la chose elle-même, le lien est construit par les humains. Rien ne nous oblige à appeler « table » une table par exemple.

Nommer les choses est cependant vital pour les humains, car cela permet de communiquer et d'agir sur le monde. Nommer toutefois n'a rien d'innocent : certains ont appelé l'invasion nazie « juste châtiment » pendant que d'autres l'appelaient « invasion barbare », etc.

Nommer renvoie donc à des conflits et à des rapports de force. L'injustice s'installe lorsque l'on nous fait croire que les significations échappent à la construction humaine, échappent à l'évolution progressive de l'usage social avec ses rapports de force. Des significations sont présentées comme sacrées, absolues, intangibles, définitives, essentielles...

Or les catégories dans lesquelles nous évoluons produisent des effets d'enfermement, de violence, de hiérarchie. Ainsi, les distinctions Hommes/Femmes, Noirs/Blancs, Homos/Hétéros... entraînent des effets de violence, de discrimination.

La déconstruction questionne ces catégories en vue de favoriser une ouverture, une créativité, en vue de sortir des aliénations, en pratiquant deux types de questionnement :

1. Un questionnement généalogique : d'où vient ?

Il s'agit de remonter dans le temps, dans les textes et l'Histoire, pour comprendre comment telle équivalence, telle opposition, tel classement... se sont imposés et s'ils ont ou non une origine légitime, compatible avec les Droits humains.

2. Un questionnement existentiel : quels effets ?

Il s'agit d'interroger les effets destructeurs que les catégories en vigueur provoquent. Ainsi opposer radicalement hommes/femmes ou noir/blanc (alors qu'on pourrait parler d'être humain avec une caractéristique particulière) entraîne des effets de soumission, de discrimination... C'est ce qu'il faut déconstruire avec impertinence et dans une démarche « joyeuse ».

3.2. Déconstruire de façon impertinente

Il s'agit de recueillir, sur un thème donné tous les propos habituels ou toutes les affirmations dominantes qui circulent. Une fois ce corpus rassemblé, la démarche consiste à détourner et à perturber l'affirmation de départ, de façon joyeuse et impertinente et de manière à en faire apparaître l'absurde, l'arbitraire ou l'imposture. Quelques techniques de base.

A. Détricoter joyusement les discours dominants

1. L'inversion

Inverser un propos bien-pensant et considéré comme tolérant... « Nos différences font notre richesse » devient « Nos richesses font notre différence » dont la portée est beaucoup plus critique que l'affirmation bien-pensante du départ. Autre exemple : « On ne peut accueillir toute la misère du monde » devient « Toute la misère du monde ne peut pas nous accueillir ».

2. Le détournement

Détourner une partie de l'affirmation dominante en rajoutant ou en enlevant un petit élément qui fait surprise : « Tous différents, tous égaux » devient « Tous différents, tous illégaux ».

3. Les faux proverbes, faux adages ou faux aphorismes

Réinventer une réciprocité.

« Remettre la Mosquée au milieu du village et les cochons seront bien gardés ».

Dénoncer joyusement.

« La banque te prend un bœuf et te rend un œuf ».

« Le monde appartient à ceux qui se lèvent ultra-riches ».

4. La recette impertinente

La démarche consiste à épouser la grammaire d'une recette classique en s'appuyant sur des préjugés, des phrases bien pensantes, des opinions majoritaires... On désigne les ingrédients nécessaires et puis l'on décrit les différentes étapes d'élaboration du plat, en mélangeant les opinions, les préjugés, les discours... Par exemple « pour faire un bon chômeur, il faut... ». La recette consiste à faire apparaître l'arbitraire des pratiques sociales ou la stupidité des propos tenus. Attention ! Ne pas aggraver les préjugés.

5. La déclinaison

Prendre un terme chargé de significations idéologiques ou sociales fortes et jouer avec ce terme, à travers des déclinaisons multiples qui en font apparaître l'imposture ou l'arbitraire. Ainsi, « austérité » peut devenir « austerrorité » ; « austerreur » ; « austerrorisme ».

« Cartes d'identité » peut devenir « Cages d'identité », « Clash d'identité », « Tarte d'identité », « Identités à la carte » ; « Identité encartée ».

3.3. Déconstruire de façon impertinente

Cette deuxième approche consiste à imaginer des scénarios faisant apparaître l'arbitraire, l'absurdité, en lien avec des propos, des convictions ou des situations dominantes. Voici quelques techniques de base parmi d'autres.

B. Perturber les scénarios sociaux arbitraires

1. L'anticipation critique

Pousser la logique à l'œuvre jusqu'au bout pour en faire apparaître l'absurdité : par exemple, imaginer une société autoritaire face au surendettement. Les surendettés se font placer une puce dans le bras, ils sont suivis depuis une Tour de la dette par un GPS. Ils doivent travailler comme bénévoles 18h/jour dans une Maison de travail. Ils sont stérilisés car les enfants coûtent trop cher.

2. L'inversion

Une vision jouissive :

Un pays où tous les hommes sont voilés et s'occupent de la maison, alors que les femmes dirigent et portent la barbe : le collectif des femmes à la barbe ailée.

Une vision réflexive :

En 2035, de jeunes Européens fuient en masse la misère et l'étouffement et sont vendus comme esclaves vers différents continents par Amazon.

3. Le collage

Reprendre des signes, des vêtements, des attitudes réservées à certaines catégories et organiser des affiches, des collages, des photos ou des parades qui les mélangent hardiment : par exemple, une jeune femme dont la tête est couverte d'une burqa, le buste d'un body échancré et le bas du corps de porte-jarretelles affriolants. Ou encore un barbu la tête couverte, mais qui porte un kilt. Ou encore un joueur de football qui a son maillot de corps et son ballon sur le dessus et un tutu rose pour le dessous du corps.

4. Le scénario absurde

Des chômeurs doivent se soumettre à une sorte de concours VOICE pour être engagés. Une médiatrice de dettes amène son interlocutrice à renoncer point par point à toutes les composantes de la vie, y compris l'animal domestique et in fine les enfants.

5. Le marché aux étiquettes paradoxales (contradictaires)

En dénonciation : « Travailleur acharné pauvre » ; « Infirmière insoignable » ; « Mère de famille nombreuse solitaire » ; « Voisine inconnue » ; « Brillante scientifique lapidée » ; « Solidaire abandonné » ; « Objet humain ». En résistance par rapport aux catégories enfermantes : « Pratiquant non croyant » ; « Juif musulman ».

6. Le corps et le silence

Exprimer une résistance, une indignation, principalement par le corps : des femmes se promènent silencieusement avec des tombes en polystyrène où s'inscrivent les causes de décès féminins.

3.4. Déconstruire : questionner, une saine habitude

Une troisième approche privilégie le questionnement comme attitude démocratique. Une telle démarche permet la vigilance critique indispensable et prépare déjà le travail argumentaire qui clôturera l'action.

Le questionnement démocratique

1. Un questionnement factuel : Quels sont les faits exacts ? Sont-ils déterminants pour expliquer telle situation ou telle prise de position ?
2. Un questionnement éthique : Quels sont les principes à l'œuvre derrière telle affirmation, telle règle ou telle attitude ? Ces principes sont-ils légitimes ?
3. Un questionnement existentiel : Que ressentent les gens – éventuellement nous – dans cette situation vécue comme injuste ?
4. Un questionnement généalogique : D'où viennent telle règle, tel classement ou telle hiérarchie ? Est-ce légitime ou contestable ?

La procédure

1. Le choix du matériau de départ

Dans un groupe, pendant plusieurs jours, recueillir des propositions de situations sociales ou environnementales qui provoquent la colère.

2. La cueillette des questions – 20'

- A. Une situation est clairement exposée.
- B. Chacun pose la ou les questions qu'il souhaite, en renonçant à toute affirmation. Si affirmations, les transformer en questions.
- C. Chaque question proposée est transcrite (avec le prénom du questionneur ou de la questionneuse entre parenthèse).

3. Le regroupement de questions – 15'

Avec tout le groupe, un animateur ou une animatrice volontaire (tournante souhaitable) va tenter de regrouper les questions qui peuvent aller ensemble, afin de les thématiser.

4. L'ordre du jour

L'animateur ou animatrice va animer une prise de décision : « quels paquets de questions allons-nous traiter aujourd'hui ? ». Choix d'un ou deux « paquets ».

5. La construction d'une problématique

Les questions choisies, relevant d'un même paquet, sont articulées par le groupe pour construire ce qu'on appelle une problématique. Cette problématique est écrite en grand et ouvre une réflexion collective.

4.1. Pratiquer l'engagement narratif

Les médias usent et abusent des témoignages citoyens dans le registre de la souffrance et de la plainte, faisant de nous une société de victimes. L'urgence est donc de transformer cette plainte en une exigence de transformation sociale, inventant des devenirs inédits.

Raconter et écouter des récits font partie d'une habitude humaine très ancienne, grâce à laquelle l'exigence de Justice se transmet comme un héritage ou un bien précieux. L'approche présentée ici encourage des personnes, rassemblées dans un espace de paroles, à raconter une injustice subie, à témoigner de la vie ordinaire.

C'est le principe du pacte agissant qui est valorisé, invitant le narrateur ou la narratrice à être le plus sincère possible dans sa narration et les narrataires à respecter et à accueillir le récit de l'autre : pratiquer un engagement narratif.

La démarche ne relève pas du thérapeutique; elle oriente l'accueil d'un récit vers l'engagement collectif autour d'exigences citoyennes. Bien veiller à rester dans le registre éthique et politique, ce qui n'empêche pas d'envisager un accompagnement plus personnalisé si nécessaire, en dehors de l'espace citoyen.

Les étapes de l'engagement narratif

Différencier : un récit n'est pas un compte rendu



Caractériser le récit = émotions, subjectivités, chronologies, précisions des faits et personnages

Se remémorer une situation injuste vécue



Explorer les moments forts, retrouver les émotions, les paroles, les gestes, les regards, énoncer le contexte, décrire le décor...

Transmettre le récit d'une situation injuste



Pratiquer un pacte narratif, éthique et politique

4.2. Différencier récit et compte-rendu

Voici un exemple de récit-témoignage et un exemple de compte-rendu.

Extrait du récit-témoignage de Didier, formateur en apprentissage du français, langue étrangère (Atelier Intelligences citoyennes - Lire et Écrire - Wallonie-Bruxelles)

[...] Ce lundi de janvier, alors que nous reprenions le travail après la pause, dans la bonne humeur habituelle, dans les rires, on a frappé à la porte. J'ai été ouvrir et Ridvan est entré, suivi de sa fille qui est restée en retrait, un peu méfiante. Nous ne l'avions plus vu depuis une dizaine de jours et nous étions sans nouvelles, mais tous étaient conscients de ce qui se jouait. D'abord, l'émotion nous a laissés sans voix, puis quelques-uns ont commencé à interroger. Ridvan, très ému aussi, restait silencieux. J'étais en face de lui, son regard et un signe de tête ont suffi. Et tous ont compris.

Le dernier recours du couple venait d'être refusé. Ils sont en Belgique depuis plus de cinq ans avec trois enfants. Le couple est en très mauvaise santé, surtout l'épouse qui a besoin d'un suivi médical permanent. Les enfants ont passé leur adolescence en Belgique, les deux aînés travaillent, le plus jeune est toujours à l'école. La famille n'envisage pas la possibilité d'un retour au pays, la clandestinité ici leur paraissant plus sûre que la vie en Macédoine. Même en tenant compte des problèmes médicaux...

Avant de reprendre la route, sachant que notre groupe était en formation, Ridvan a tenu à nous rendre visite pour nous annoncer la nouvelle, nous dire au revoir et... nous remercier pour tout ce que nous avons fait.

Le moment a été lourd, très lourd... Du silence d'abord, des chuchotements, puis quelques paroles d'encouragements... Dans les visages, il y avait de la tristesse, de l'impuissance, de la gêne... pas de colère, je crois. La tristesse, l'impuissance, la gêne, ces sentiments, je les partageais. Mais étais-je vraiment le seul à ressentir de la colère ? Je ne sais pas. Par contre, ce que je suis certain d'avoir été le seul à ressentir, c'est de la honte.

Après quelques phrases, après quelques piteuses paroles d'encouragement, après un dernier geste chaleureux, Ridvan suivi de sa fille, est sorti de la classe. J'ai refermé la porte derrière eux. Je me suis retourné vers le groupe. Une boule me montait dans la gorge [...]

Le compte-rendu : Les formateurs en apprentissage du français mis à rude épreuve (compte-rendu de M. Hansotte lors d'une rencontre sur l'éducation populaire)

Les formateurs en FLE (français langue étrangère) travaillent avec de nombreux migrants sans papiers. Dans l'attente d'un statut, ceux-ci suivent les cours et s'y investissent. Les formateurs s'attachent à leurs apprenants et vivent très mal le fait que régulièrement, ils sont refoulés, condamnés à rentrer chez eux.

De nombreux formateurs ressentent cela comme injuste, particulièrement quand leurs apprenants sont là depuis de nombreuses années, qu'ils ont scolarisé leurs enfants chez nous, qu'ils ont bien souvent un travail, qu'ils louent un appartement et contribuent à l'économie du pays.

Ces départs forcés sont très souffrants pour les acteurs concernés, leur entourage et amis, leurs compagnons et compagnes de formation et pour les formateurs eux-mêmes, qui voient ainsi leurs efforts de formation réduits à néant ou en tout cas remis en cause et qui se posent dès lors beaucoup de questions sur les logiques d'appareil et le sens de leur action.

4.3. Se remémorer une injustice vécue

La remémoration est une étape essentielle pour permettre la construction d'un véritable pacte narratif.

Même désireuses de transmettre leur expérience, les personnes narratrices ont parfois bien du mal à retrouver les moments-clés, à mettre de l'ordre dans une chronologie, à formuler les émotions d'alors et d'aujourd'hui, à décrire avec précision les gestes, les regards, à énoncer les paroles dites, à dépeindre avec précision les personnes qui sont intervenues, le décor ...

Des dalles narratives pour se remémorer

Disposer les dalles ci-dessus sur le sol. Chaque personne se promène dessus librement, selon ce qui lui revient. Son récit s'élabore ainsi petit à petit, d'abord oralement puis par écrit. On peut se remémorer des vécus positifs en lien avec le Gouvernail. Mais la démarche est surtout précieuse pour se remémorer une injustice subie, car la remémoration est plus éprouvante.

Je suis où ?	Dans quel décor ? <i>(Ce que je vois)</i>	Pourquoi je suis là ? <i>(Un bref contexte)</i>	C'est quand ?	Ce que je suis en train de faire ?	Ce qui arrive...
Y-a-t-il d'autres personnes ? <i>(Lesquelles, leur apparence ?)</i>	Quelles paroles se disent ?	Quels gestes se font ?	Quels regards ?	Un son que j'entends	Quelque chose ou quelqu'un que je touche, qui me touche
Une odeur ?	Ai-je un goût dans la bouche ?	Comment évolue la situation ?	Ce que je ressens ? <i>(Mes émotions)</i>	Les émotions des autres ...	Comment prend fin ce récit ?

La personne animatrice peut aussi dire ces dalles lentement pour faire surgir une remémoration personnelle. Travail d'écriture intime et individuelle, à l'écoute de ces pistes narratives, après les avoir pratiquées sur le sol. Démarche complémentaire.

4.4. Construire un pacte narratif

Les souvenirs épars ont été rassemblés et ramenés à la mémoire, en les nommant et en leur donnant un poids, une orientation positive ou négative. Ces souvenirs ont trouvé leur place dans un récit séquencé de façon tout à fait subjective, dévoilant l'intentionnalité consciente ou inconsciente de la personne qui raconte, car dans son récit se trouve à l'œuvre une vision implicite ou explicite d'une vie meilleure, plus juste.

Cette vision latente d'un devenir plus juste va permettre un travail collectif de fidélité inventive aux espérances de la personne narratrice.

Le pacte narratif va de la narration à l'action :

Comprendre = prendre avec soi et pratiquer une reconnaissance réciproque.

Potentialiser = donner collectivement une force transformatrice au récit.

Imaginer un agir = inventer une intervention créative dans l'espace public.

Partager les récits = comprendre (prendre avec soi)

En petits groupes de 3 ou 4, il s'agit de partager les récits. Chaque personne raconte à son tour à deux ou trois autres son histoire et les autres adoptent une attitude de compréhension et non pas d'évaluation.

Ce respect réciproque est celui du pacte narratif. À ce stade, ne pas utiliser des termes relevant d'un jugement positif ou négatif (« C'est bien » ; « C'est mal » ; « Pourquoi as-tu réagi ainsi ? » « Tu as été stupide, à ta place, moi je »).

Adopter une attitude éthique, à l'écoute de chaque récit, implique d'éviter tout jugement ainsi que les attitudes qui clouent ou paralysent le narrateur, la narratrice (voir plus loin la fiche *Comprendre : une étape qui a ses exigences*).

Il est important d'être présent physiquement, disponible y compris avec le regard et de ranger les objets connectés (smartphones, écrans,...). Éviter tout commentaire, mais on peut faire *résonance*. Chaque personne qui écoute est invitée, si elle le désire, à reformuler, avec les mots mêmes de la personne narratrice, la ou les parties du récit qui l'ont touchée. Un enjeu majeur de cette étape éthique est la reconnaissance réciproque des torts subis par les personnes témoins.

Opérer un retour réflexif = définir de façon multiple l'injustice

La personne qui anime le collectif invite en grand groupe les différents sous-groupes de partage à exprimer ce qu'ils ressentent sur la façon dont les choses se sont passées dans les petits groupes. Et puis, leur demande quels éléments dans ce partage de tous les récits ont frappé quant à l'approche de l'injustice, ses caractéristiques, ses processus ? Quelles sont, selon les personnes participantes, les racines du sentiment d'injustice ?

L'injustice est d'abord et avant tout un ressenti variable d'une personne à l'autre et c'est pourquoi il est essentiel que ce ressenti soit reconnu par les personnes s'inscrivant dans le pacte narratif. En revanche, lorsqu'il s'agira de construire des propositions justes, il faudra aller du ressenti vers des propositions articulées au gouvernement.

4.4.1. Comprendre : une étape qui a ses exigences

Pour que le processus de compréhension (prendre avec soi) puisse se déployer pleinement, il s'agit de veiller aux attitudes développées dans le groupe. L'objectif est de faire résonance simplement. L'enjeu est d'instaurer un processus de reconnaissance réciproque dans le groupe.

Privilégier l'écoute « qui dit ». Dans les petits groupes, après chaque narration, les participants reformulent les moments forts, selon eux, qui les ont touchés. Une telle reformulation fait apparaître les différences de sensibilité dans la réception du réel. Ces différentes reformulations font aussi prendre conscience à la personne narratrice de l'impact de son témoignage sur les autres. Elles lui permettront de raconter plus tard son récit une nouvelle fois avec plus de force.

Attention aux actes de parole qui clouent ! Sont à éviter les attitudes suivantes, qui « clouent le sujet », qui clôturent l'histoire en mettant une pièce sur le trou. Éventuellement, construire collectivement une charte : « Pour bien s'écouter, il faut... ».

Sont à éviter

1. *L'attitude Café du Commerce* : commenter à l'infini l'histoire en s'étalant sur des estimations, des bavardages, des considérations classiques du genre : « C'est toujours la même chose »...
2. *Le commentaire savant* : se lancer dans un éclairage explicatif et généralisant de la situation : « C'est là l'effet du grand Capital ».
3. *La consolation gentille* : consoler l'autre, le ou la cajoler : « Ma pauvre, comme tu as dû souffrir ».
4. *Les bons services* ou « *Monsieur, Madame je sais tout* » : cette attitude évaluée, jauge, disqualifie le narrateur : « Moi à ta place, je ; comment as-tu pu ? y avait qu'à ».
5. *L'éviction du narrateur* : avant même que le narrateur termine son histoire, l'interrompre : « C'est comme moi ! », raconter sa propre histoire et voler son temps de parole.
6. *La manipulation pendant l'écoute d'objets numériques* (smartphone, tablette, ordinateur) qui sont à éteindre ou à mettre en veilleuse.

4.5. Prolonger la transmission des récits

Les étapes qui vont suivre peuvent être valorisées ou ne pas l'être. Elles consistent à multiplier les débouchés possibles pour les récits de chaque personne.

Donner une forme à son récit

Il s'agit d'accompagner les personnes narratrices après la transmission orale de leur récit de façon à ce qu'elles repèrent ce qui a fait résonance chez les autres et qui mérite d'être développé. De même, suite à cette narration, la personne narratrice peut avoir repéré des éléments narratifs manquants ou une chronologie à perfectionner. Il se peut également qu'elle souhaite modifier l'entrée dans son récit et réorganiser différemment les séquences de son témoignage.

Les personnes narratrices peuvent décider alors de donner une forme durable à leur récit selon des registres différents : simplement un texte ou bien un choix de photos accompagnées de bribes du récit ou bien une vidéo ou encore une petite réalisation théâtrale. Le collectif peut décider de valoriser tous les récits pour en faire un parcours à vivre en interne et/ou à proposer vers l'extérieur, lequel parcours peut jouer un rôle de conscientisation, soutenir un engagement autour de torts subis partagés et d'exigences de changement. On constate bien souvent que la transmission orale à un petit groupe qui l'a accueillie permet de réaliser un texte fort, comme celui de Véronique. (*Atelier Intelligences citoyennes, Pech-Sherpa, Québec*).

Un monde de solitude (Véronique Bizier, récit de l'injuste, Québec, 04.10.2017)

Recroquevillée, en boule. En boule d'émotions, je suis dans mon lit.

Dans ce lieu qui m'a emprisonnée, où l'on m'oblige à faire face à la réalité.

« Voici ce que tu es », me dit froidement le psychiatre en me tendant un dépliant sur la maniaque dépression.

Ma vie s'effondre, mes espoirs d'une vie normale s'évanouissent.

Je veux me terrer dans l'oubli. Je veux arrêter ce souffle qui me hante : celui de la vie.

DOULEUR, MAL, MAL-ÊTRE... tu envahis ma tête et mon corps.

Pendant des jours, ce n'est que cris, folie autour de moi et en moi.

J'ai l'impression que je porte un monstre au centre de mon ventre.

Il me torpille, me transperce... Je veux qu'il disparaisse. C'en est trop !

Devant le poste de garde de l'autorité, je m'affale de tout mon corps.

Plusieurs compères patients accourent et m'entourent :

« Elle ne va pas bien, faites quelque chose, elle ne se plaint jamais ».

L'infirmière leur rétorque sèchement : « Elle joue la comédie ! » Puis elle poursuit :

« Madame Bizier, retournez dans votre chambre. J'irai vous voir plus tard ».

Non maintenant, je souffre, ne pouvez-vous le voir ou le croire ? Je suis folle, mais je sais profondément que mon corps ne va pas bien : mes entrailles vont éclater !

Après ce qui m'a semblé une éternité, on m'a dit que quelqu'un viendrait.

Au moins la douleur physique disparaîtrait peut-être...

Finalement le diagnostic tomba : 70% des intestins bloqués. Moi et les autres patients avions raison.

Ce n'était pas dans ma tête !

4.6. Accueillir un récit d'ailleurs ou de demain

Une option possible dans le travail de transmission narrative est de partir d'un récit extérieur au groupe. Un récit fictif ou des témoignages recueillis touchant des personnes vivant des situations injustes ailleurs dans le monde.

Un récit venu d'ailleurs

Il est possible aussi de relayer par le Net des récits de personnes qui ont été exposées, dans leur pays, à des réalités comme le stress hydrique, la désertification, le déboisement, la sous-alimentation, etc. L'idée est de faire émerger de cette manière des récits d'injustice où les composantes de base de la vie humaine sont détruites (respirer, manger, boire, se loger, apprendre, s'exprimer, se soigner, protéger et éduquer ses enfants, vivre en paix... ce que Dardot et Laval appellent « Commun »).

Outre les vécus humains, il est tout aussi important de faire parler les espèces : faire raconter aux espèces animales et végétales menacées et malmenées les souffrances et les drames qui leur arrivent d'une manière qui active chez nous humains un pacte narratif et nous mette en mouvement ? Faire parler les espèces et entendre ce qu'elles nous racontent.

Une autre possibilité est de produire des récits d'anticipation narrative capables de faire vivre et de transmettre, dès aujourd'hui, les réalités catastrophiques de demain. Celles auxquelles seront exposés nos enfants, par exemple. Et surtout transmettre avec force l'espérance trahie d'une vie bonne et le désespoir qui en résulte. « Dans 30 ou 40 ans, voici ce que les gens nous raconteront ».

Ces différents récits mobilisables au sein d'un espace de parole peuvent donner lieu aux mêmes démarches méthodologiques de potentialisation et de mise en action créative qui vont suivre que les récits transmis en direct avec une ou des personnes participantes.

Il s'agit alors de mettre en place des conditions vivantes de transmission : visionner une vidéo ou lire un témoignage, par exemple. Concernant les anticipations touchant au futur, on peut inviter le groupe à rédiger un récit du futur ou partir d'une anticipation critique existante et inviter aux mêmes démarches que pour un récit transmis en direct.

Partir de récits positifs de justice réalisée ou d'une anticipation racontée

La démarche de transmission et de potentialisation peut s'appuyer aussi sur l'évocation de récits positifs qui servent à mettre en évidence les injustices des récits douloureux et qui peuvent aussi servir à faciliter l'expression des exigences de changement.

4.7. Choisir des moteurs communs

Il s'agit, pour un collectif, de choisir un récit ou quelques récits sur le même thème pouvant stimuler pour l'ensemble des personnes participantes une série d'actions interpellantes et créatives dans l'espace public.

Un récit pour agir

Plusieurs démarches sont possibles pour opérer ce choix. Il peut se faire en plénière après avoir découvert tous les récits ou il peut se faire sur base d'une sélection préalable dans les petits groupes d'écoute. Cette sélection, rappelons-le, n'exclut pas du tout de valoriser chaque récit par ailleurs, mais il s'agit ici d'adopter un récit (ou plusieurs sur un même thème) qui déboucheront sur une action forte et commune dans l'espace public.

Une démarche possible lorsque les personnes narratrices font partie de l'espace de parole est que chaque petit groupe choisisse 1 récit sur les 3 ou 4 racontés qui pourrait être transmis au grand groupe.

Ou bien, lorsqu'il s'agit de récits venus d'ailleurs, de témoignages reconstruits, d'espèces ou d'éléments de la nature ou encore de récits d'anticipation, faire un travail de résonance en petits groupes et inviter chaque petit groupe à choisir un récit lorsque plusieurs sont présentés. (La question du choix ne se pose pas si un seul récit est proposé dans le processus de transmission narrative).

Voici quelques repères pour que s'effectue ce choix collectif

- La personne narratrice est-elle d'accord de diffuser plus largement son récit ?
- L'histoire concerne-t-elle d'autres gens ici et ailleurs ?
- L'histoire reflète-t-elle des problèmes importants, partagés, à l'heure actuelle ?
- Y a-t-il urgence à déployer une action forte autour de cette thématique ?

Le collectif se trouve donc au départ devant 4 ou 5 récits choisis chacun par un petit groupe, que l'on résume en un court pitch pour favoriser le choix. Il s'agit alors d'identifier si certains récits portent sur une même thématique et pourraient faire l'objet d'un long récit en chapitres. En revanche, s'il s'agit de thématiques très différentes, le collectif peut se donner un agenda et décider de la préoccupation la plus urgente à ce moment-là. On peut prendre un petit temps de préparation avec la personne narratrice pour que ce récit soit riche en éléments narratifs (réactiver, si nécessaire, la remémoration).

Le récit choisi donne lieu alors à une narration devant tout le groupe par la personne narratrice elle-même idéalement. Si celle-ci est en difficulté, la narration peut être assumée, ou relayée à un moment d'émotion, par une personne membre de son groupe.

4.8. Potentialiser le récit

La situation d'injustice choisie est racontée avec précision à tout le collectif ; elle donne alors lieu à un travail commun de potentialisation. Narrateur ou narratrice participe entièrement au travail.

Démarche du groupe :

Individuellement, sur grands post-it, chacun réagit au récit raconté en 3 registres

Les cris du cœur (l'affectif)

Qu'ai-je envie de dire spontanément, de questionner, de crier, de retenir comme fait qui me touche, après ce que j'ai entendu ? Les cris du cœur peuvent exprimer de la colère « c'est dégueulasse » ou bien reprendre un extrait du récit qui touche « elle s'est retrouvée toute seule », formuler des ressentis « c'est triste » ou poser des questions-indignations « comment se fait-il que... ? ».

Il s'agit pour les personnes participantes d'inscrire une seule réaction par post-it, car les cris du cœur préparent la grammaire de notre action. Les personnes sont invitées à en proposer beaucoup (éventuellement fixer un maximum de post-it par personne lorsque le groupe est grand) ; avoir beaucoup de réactions est précieux et très utile pour la suite.

Les cris du cœur peuvent déjà s'écrire pendant la narration pour les personnes qui écoutent, afin de conserver ce qui émerge en elles, tout en étant présentes à la personne narratrice. Après la narration, on prend de toute façon un temps pour que la personne narratrice et les autres poursuivent l'expression des cris du cœur.

Une fois tous les post-it affichés, les membres du groupe sont invités à se promener chacun le long de ces post-it et à laisser leur regard tomber au hasard sur certains : un arpentage. Invitation est faite alors très vite de constituer des petits regroupements à deux ou trois pour partager la récolte. Autre appropriation collective dans un deuxième temps : les cris du cœur sont criés par les différents membres du groupe en enchaînement et puis criés tous ensemble en cacophonie-polyphonie. Cette polyphonie peut être filmée ou enregistrée et servir de base à une scénographie publique.

Les images intérieures (le symbolique)

Quelles images ou quels dessins me viennent à l'esprit quand je pense à ce qui m'a été raconté ? Attention ! Il s'agit bien de dessiner, même très schématiquement ou très grossièrement. Un dessin peut être naïf ou élaboré, peu importe, seule compte la représentation des images que nous avons en nous. Il s'agit aussi de faire un dessin par post-it et d'en réaliser autant que possible, car les dessins représentent des sources précieuses pour la scénographie future de notre action. Une fois tous les dessins affichés, invitation à les parcourir en arpentage et à échanger en petits regroupements comme pour les cris du cœur.

Les exigences pour aujourd'hui et demain (le politique)

Qu'est-ce qui doit changer dans la société, dans le monde, selon moi, quand j'entends ce récit ? Il s'agit de formuler un changement précis par post-it qui peut être pragmatique, réaliste ou de l'ordre de l'utopie. Avec certains groupes, cette étape est reportée après les actions.

N.B. : Lorsque les personnes ont des difficultés à écrire ou à dessiner, on peut organiser des petites cellules où une personne écrit et/ou dessine pour les autres. En apprentissage du français, on donne une couleur de post-it différente par petite cellule permettant aux personnes de se reconnaître.

4.8. Potentialiser récit : tableau récapitulatif

**Ce que nous avons
spontanément envie de
dire**

Une émotion mobilisatrice

**Les cris du coeur et les
questions brûlantes :**

l'affectif

Le récit fait surgir des
paroles de colère, de
tristesse, d'indignation, des
questions spontanées...

**Les images qui nous
viennent**

Un imaginaire critique

Les images intérieures :

le symbolique

Le récit fait surgir des visions
et images : que voyons-
nous ? (symboles, objets,
personnages, scènes...)

**Ce que nous voulons
comme changements**

Un désir transformateur

**Les exigences de
changements :**

le politique

Le récit interprété par nous
comporte des visées
implicites de changement

**Quels changements sont
espérés par la personne?
*L'individu***

**Quelles exigences de
changement sont
partageables par nous qui
l'écoutons ?**

Le collectif

**Quelles exigences de
changement sont à
revendiquer pour Nous Tous
et Toutes ?**

La société et/ou le monde



4.8.1. Deux scénarios possibles pour potentialiser le récit

Scénario 1

Ce scénario est le plus simple et le plus adapté à différents publics. Il s'agira de travailler d'abord avec les cris du cœur et les images et de formuler les exigences de changement après avoir réalisé les performances créatives destinées à l'espace public (voir fiche 5.2).

Scénario 2

On travaille avec les trois registres : les cris du cœur, les images, les exigences de changements, avant de passer aux performances créatives destinées à l'espace public (voir fiche 5.2).

4.8.2. Focus sur les cris du cœur à l'épreuve du gouvernail

La démarche des cris du cœur part de l'émotion pour aller vers la raison. Il est important, en conséquence, de ne pas émettre « de règles » a priori avant l'expression des cris du cœur.

L'émotion démocratique, en effet, a le droit de s'exprimer avec force et dans des termes crus comme « *c'est dégueulasse ; ce comportement est scandaleux ; c'est répugnant ; quels salauds ceux qui ont fait cela* ».

En revanche, un travail de réflexivité s'impose lorsque surgissent les attitudes suivantes :

- *l'insulte gratuite* à une personne nommément citée : « Julie est une pute » ;
- *la généralisation abusive* - abolir les « Tous les » - qui est une erreur de raisonnement (« *Tous les Grecs, Tous les Arabes, Tous les hommes, Toutes les femmes* »). Ainsi mettre en cause une corporation dans son ensemble n'a pas beaucoup de sens : on parlera de vendeurs désobligeants à l'égard de femmes bien en chair plutôt que d'incriminer tous les vendeurs, par exemple.
- *les préjugés raciaux ou autres*, insultants à l'égard de caractéristiques humaines singulières : les propos racistes, les propos homophobes, les propos sexistes...
- *La diffamation* : accuser quelqu'un sans preuve et sans procédure légale préalable.

Un repère : Le principe de réversibilité

Il permet de faciliter cette réflexivité. « Ne faisons pas aux autres ce que l'on ne voudrait pas que l'on nous fasse ». Ainsi, dire : « Tous les jeunes sont » quand il s'agit du comportement de certains jeunes. Ce qui est à dénoncer, ce sont des processus, des attitudes, des rapports de pouvoir arbitraires, des fonctions abusivement exercées.

Ainsi, quand on s'attaque à un président de la République ou quand on désigne les riches, les patrons, les financiers... C'est le pouvoir arbitraire ou l'exercice abusif d'une fonction que l'on désigne et non les personnes privées.

4.8.2. Focus sur les exigences-changement à l'épreuve du gouvernail

Chaque personne est invitée à répondre sincèrement à la question : « Quand vous entendez cette histoire, que voulez-vous voir changer dans la société, le monde ? » La formulation des exigences de changements, sur base des cris du cœur et des images affichées, peut être menée de multiples façons. Soit chaque personne formule quelques exigences, les colle sur des grands post-it et vient les afficher. Soit on divise le groupe en petites équipes qui formulent quelques propositions communes de changements.

Questionner les exigences : contredisent-elles le gouvernail ?

C'est donc à partir de propositions diverses que pourra se construire plus tard une perspective politique collective.

L'objectif de ce focus n'est pas que chaque personne écarte les orientations d'autres avec lesquelles elle ne serait pas d'accord. L'objectif est d'évaluer la légitimité démocratique des propositions.

Il s'agit de parcourir les propositions et chaque personne se pose la question de savoir si telle ou telle proposition ne met pas en péril le gouvernail en détruisant un ou plusieurs de ces repères. Si un doute survient, la personne inscrit un point d'interrogation sur le post-it concerné. Un indicateur de trahison du gouvernail, c'est le recours à deux formules qui fragilisent le gouvernail : *C'est la faute à telle(s) personne(s) ou Y a qu'à...*

Autre source de questionnement, c'est la confusion des niveaux. Le changement proposé concerne par exemple uniquement la situation particulière de la personne narratrice et n'envisage pas une perspective valant pour Nous Toutes et pour Nous Tous : « Je voudrais que mon mari change » n'est pas une perspective politique pour un groupe citoyen qui travaille la violence intrafamiliale. Il s'agit aussi donc de vérifier si la proposition faite relève bien du politique, du Nous Tous / Toutes.

Enfin, on peut se trouver devant une confusion de registre, à savoir que certaines personnes formulent des cris du cœur en lieu et place d'exigence de changement. Elles expriment plutôt un mouvement d'humeur : « Qu'on leur coupe les couilles ». Dans ce cas, il s'agit simplement de replacer cette exigence dans les cris du cœur.

Une fois les points d'interrogation fixés sur les post-it, chaque personne explique pourquoi elle a mis un point d'interrogation sur une proposition de telle ou telle personne. Sans tomber dans la polémique et le débat caca, le groupe valide le questionnement ou non et s'il est pertinent, encourage la personne qui a fait la proposition à la réécrire en tenant compte des remarques.

NB : Une démarche facilitante peut être de se raconter des situations positives où la Justice est réalisée ou d'imaginer une anticipation narrative de situations justes.

L'étape des exigences de changement peut être mise en suspens pour des groupes peu formés à la manipulation des idées et cette étape peut être réalisée après la performance, qui utilise alors uniquement les cris du cœur et les images. Par exemple en donnant un titre aux différentes réalisations ou en donnant un mot-clé pour chaque intervention permettant de construire une phrase d'affirmation ou d'interpellation.

5.1. Agir dans l'espace public par l'écriture inventive

Cette étape peut être menée après la potentialisation en cris du cœur, images et exigences de changement pour qu'un groupe valorise tout ce matériau dans une création écrite. Cette étape peut être menée aussi plus tard, si souhaité. Enfin, elle peut ne pas avoir lieu.

L'objectif est de permettre à un groupe, éventuellement peu habitué à l'écriture, de produire un texte faisant écho à la transmission narrative et à tout ce qu'elle a suscité, texte qui peut servir de matériau pour une réalisation théâtrale, pour une publication ou pour une diffusion sur les lieux de l'action publique.

Écriture et aléatoire

On démarre directement des post-it étalés sur le mur. Cette approche a le mérite d'une très grande rapidité ; elle débouche très vite sur un ou des textes de qualité et elle peut servir tout particulièrement avec un groupe moins armé dans l'expression (alphabétisation, par exemple). Elle peut aussi être utilisée avec des jeunes pour les amener à construire des saynètes théâtrales, des slams, des textes revendicatifs...

Première possibilité :

- Chaque personne pique au hasard un post-it dans les cris du cœur et les images, recopie sur une feuille le cri du cœur et décrit en mots l'image captée. Exemple : « l'école ne l'a pas écoutée » (cri du cœur), « un crayon s'est cassé » (mise en mots du dessin). Avec ces éléments, une phrase est constituée que l'on garde telle quelle, éventuellement intervertir des éléments, mais ne pas changer la collecte.
- Les phrases ainsi produites sont enchaînées les unes aux autres en lecture et constituent la base d'un texte qui peut être poétique, protestataire, illustratif...

Deuxième possibilité :

- Chaque personne parcourt en diagonale ou en verticale les mêmes post-it et construit plusieurs phrases sur base des mots recueillis, selon la même démarche que précédemment. Ce parcours en diagonales ou en verticales amène à produire des textes plus longs que la démarche précédente, voire des dialogues ou des scénarios.

5.2. Agir dans l'espace public par une action inventive

On proposera après le délire imaginaire que se constituent des groupes de création sur base d'un choix de langages ou de performances, à savoir installation, infiltration, happening, vidéo, théâtre... (voir fiche 5.2.1.).

Comme matériaux pour le travail créatif, selon le scénario 1, chaque personne s'empare au hasard de 3 à 5 cris du cœur (selon nombre disponible), de 3 à 5 dessins (selon nombre disponible). Selon le scénario 2, on y ajoute 1 exigence de changement.

Première étape : libérer l'imaginaire (15 à 20 minutes)

L'objectif est de lever les blocages et de produire un maximum de scénarios, d'images concrètes, sensibles, que l'on pourrait toucher ou filmer. En effet, les performances proposées sont de l'ordre des arts plastiques, visuels ou de la scène. Il s'agit de lâcher prise et de « délirer ».

Un brainstorming

Au départ, la personne qui anime peut montrer si nécessaire concrètement la démarche et puis tous les participants s'y mettent. Chaque personne se trouve donc avec un paquet de cris du cœur et de dessins selon le scénario 1. Il s'agit de prendre au hasard un ou des post-it et de formuler ce que l'on voit et ce que l'on entend quand on regarde ces post-it. Les visions doivent être très concrètes, très tangibles, elles doivent pouvoir être filmées ou jouées, par exemple. Il faut à tout prix éviter de produire du texte, des mots, mais bien des visions audibles et tangibles. Par exemple : « je vois une femme sur un clocher pointu, avec une fesse en l'air », « j'entends un roulement de tambour et je vois des enfants petits avec de grands yeux effrayés... ».

Même les cris du cœur peuvent-être traduits par des images et des sonorités. Par exemple, pour le post-it « colère » : « je vois un poing énorme, serré et j'entends des cris aigus ».

Les personnes peuvent rebondir sur ce que les autres disent et lâcher de plus en plus la bride à l'imagination. À ce stade, aucun lien ne doit être fait avec le registre de performance qui sera choisi ni même avec l'histoire, simplement enchaîner des associations. Prévoir qu'une ou plusieurs personnes notent toutes les propositions. Si on adopte le scénario 2, on intègre les exigences de changement dans la démarche, lesquelles doivent aussi donner lieu à un délire créatif.

Très vite, chaque personne s'empare donc au hasard d'un ou de plusieurs post-it et formule des visions concrètes et tangibles (je vois, j'entends). Le principe est d'aller de plus en plus vite au fur et à mesure que le cerveau se libère et s'échauffe.

Deuxième étape : relire la liste délirante et commencer à construire

À cette étape, il faut travailler par groupes de performance disposant d'une liste délirante produite par le brainstorming. Il s'agit de relire plusieurs fois la liste et de repérer cette fois-ci ce qui peut servir la performance choisie.

Pour une installation, on repère les dispositifs, les structures ; pour une infiltration, on repère les objets ; pour un happening ou une vidéo ou une pièce de théâtre, on repère les scénarios ; pour une affiche, on repère les images fortes. Chaque repère est entouré et on garde tout ce qui peut servir sans faire de choix. Après une deuxième lecture, le groupe commence à repérer ce qui lui convient et à construire le concept de son action, en veillant à une égalité de parole, à une co-construction permanente.

Troisième étape : élaborer le projet d'action

Le groupe va construire, à partir de sa relecture de la liste d'idées créatives, des projets d'interventions et opérer un choix d'action. Les registres proposés s'inspirent des langages artistiques d'aujourd'hui, liés aux arts plastiques, aux arts de la scène, aux arts de l'image, et cherchent à provoquer un choc, une interrogation, un nouveau regard soutenant les protestations ou les revendications (voir fiche 5.2.1. Focus sur les registres d'intervention).

Les participants se sont inscrits dans des groupes différents selon le choix d'intervention opéré. Le groupe est donc soudé par un langage choisi, mais le contenu de son action reste totalement à inventer collectivement. Chaque groupe réalisera ensuite concrètement, sur place, un « prototype » de l'action envisagée de façon à permettre au grand groupe de comprendre concrètement ce qui se passera et de pouvoir y réagir.

Il s'agit concrètement d'organiser l'action, ses matériaux, son langage, ses dispositifs, les jeux d'acteurs... Il est important aussi de déployer tout le contexte de l'intervention : comment la rendre explicite ? Dans quelle opportunité s'inscrire ? Quels partenaires mobiliser ? Tout un esprit est à déployer dans la réalisation qui rencontre deux autres intelligences citoyennes, à savoir la déconstruction et la prescription.

L'esprit de l'action

La déconstruction

Déconstruire, c'est faire apparaître, de manière impertinente et créative, le côté absurde, violent, arbitraire, injuste d'un rapport de force, de situations d'oppression, mais aussi de faire apparaître l'arbitraire d'opinions ou de propos véhiculés dans la société. Les démarches de déconstruction jouent sur le choc des images et sur différentes transformations du réel, en vue de susciter chez les gens un décalage, une question, un regard nouveau.

La prescription

Il s'agit aussi pour le groupe, dans la réalisation de l'action, de construire une revendication ou une proposition de changement, claire et forte, dans un style court et simple, lisible par tous.

Une proposition, un slogan ou une affirmation. Le terme « prescrire » renvoie à l'idée qu'une exigence de changement, c'est comme une prescription médicale : on prescrit un devenir et il ne s'agit pas d'une demande relativiste qui peut s'affadir ou se réduire. Par exemple, « À travail égal, salaire égal », ce n'est pas « À travail plus ou moins égal, salaire plus ou moins égal ». Pour être intéressante politiquement et humainement, une prescription ou revendication doit porter vers un devenir, impliquant une certaine joie ou quelque chose d'heureux : « Sauvez un arbre, mangez un lobbyiste » (slogan des jeunes manifestants pour le climat à Bruxelles, associant prescription et déconstruction).

La nomination

Se nommer peut correspondre à différentes démarches : l'impertinence rigolote, le fait de désigner le changement voulu, le fait de désigner le tort subi, le fait de refuser l'insulte, le fait de prendre l'insulte comme nom de fierté... Il est possible aussi que certaines nominations servent en même temps de slogan et de revendication : « Le savoir pour Toutes / Toutes pour le savoir » est un nom de collectif qui est en même temps un slogan et une revendication.

Les stratégies de nomination peuvent être déconstructives, humoristiques (*Sauvons les riches*) ; elles peuvent désigner un tort subi (*Les sans-papiers, les sans-logis, les sans-terre*) ; elles peuvent reprendre une insulte comme nom de fierté (*Les salopes, les suffragettes*) ; elles peuvent refuser l'insulte (*Ni putes, ni soumises*) ; elles peuvent aussi désigner le changement voulu (*Les altermondialistes*).



Une infiltration qui détourne l'interdiction de fumer.

Atelier Intelligences citoyennes
Pech-Sherpa, Québec. Voir fiche 4.5

La nomination : *Nous les stigmates fous !*

La prescription : *Le Diagnostic psychiatrique ne te reflète pas.*

5.2.1. Focus sur les registres d'intervention

À relayer sur les réseaux sociaux, si souhaité et une fois les performances réalisées concrètement, en présentiel.

L'infiltration

La démarche consiste à introduire dans un contexte qui n'est pas habituel un objet qui, par sa présence et son message, provoque une prise de conscience. L'infiltration peut aussi consister à détourner un objet de son usage habituel. Lui faire dire quelque chose de nouveau. Les possibilités d'infiltration sont nombreuses : elles peuvent utiliser des objets, mais aussi s'insinuer sur des textes publicitaires, se dessiner sur des rues, des surfaces publiques...

Exemples :

- Un citron au milieu des tomates et ce citron proteste, dénonce...
- Un rouleau de papier wc qui, dans tout son déroulé, comporte le message suivant : « travailleurs jetables ».
- Une fausse contravention sur des pare-brise de voitures, un autocollant dénonciateur, une étiquette sur des sièges « ne t'assieds pas sur mon cœur, l'amour n'est pas un crime » en défense de l'homosexualité.

Le happening

Il s'agit d'une petite scénographie dynamique et percutante qui dans un lieu public interpelle les gens, les implique et les amène à réfléchir, à discuter... Pour ce faire, il est préférable de choisir un espace et un moment où les gens sont disponibles : sur un marché, une foire, les quais d'un fleuve, les halls de gare lorsqu'on attend...

Exemples :

- Une jeune femme est vendue publiquement à grand renfort de promotions bruyantes. Les passants qui s'arrêtent reçoivent une explication sur le trafic de femmes en expansion sur la planète.
- Les personnes se promènent avec un petit magasin autour du cou et proposent aux gens de racheter, contre une fleur, les préjugés dont ils ont été victimes lorsqu'ils ont voulu louer un logement...

L'installation

À la différence de l'infiltration et du happening, l'installation nécessite des autorisations venant des instances dont dépend le territoire d'installation. Il peut s'agir d'une sculpture, d'une construction provisoire, d'un dispositif placé à un endroit stratégique ou de l'utilisation / détournement d'un mobilier urbain ou public. L'installation suscite le questionnement et fait événement ; elle fait converger des initiatives et favorise le partenariat.

Exemples :

- Le Quai des Oubliés, le Tunnel Justice, le Labyrinthe des Migrants.
- Une chambre d'hôpital (voir page 86).

La campagne d'affiches ou les photos protestataires

Il peut s'agir de réaliser une ou des affiches de sensibilisation à une revendication, un problème, une injustice. Le groupe opte pour un travail photographique original ou bien opère un montage à partir des ressources du Net ou autres

ressources. Il peut aussi opter pour un dessin. L'idée de campagne peut inviter à construire une déclinaison d'images qui devront être reliées par un même slogan ou une même question et signée par un même nom de collectif. Exemple : une assiette à potage avec des médicaments dans l'assiette sous-titrée « Je mange ou je me soigne - la santé à quel prix ? » signé « le collectif Solidarsanté ».

Il peut s'agir également d'un travail photographique s'exposant là où on le souhaite, et qui aborde, par les ressources artistiques de la photo, une thématique, une injustice. Exemple : des photos montrant des violences subies par les femmes : une femme étalée comme une pièce de boucherie, une autre cachée derrière un plante pendant que son mari est sur smartphone, ...

La vidéo

Comme pour le happening, il peut s'agir de construire une scénographie à réaliser en vidéo, mais on peut opter aussi pour des courtes capsules qui captent sur le vif des situations que l'on veut partager. On peut également détourner certaines séquences célèbres et les « rejouer ». Exemple : une vidéo impertinente et humoristique dénonçant par un scénario absurde l'homophobie de certaines jeunes. Un travail vidéo peut enfin valoriser les coulisses du travail mené par les autres groupes du collectif...

La réalisation théâtrale

La démarche de photolangage ou de brainstorming permet essentiellement de produire un scénario inventif pour une pièce de théâtre, laquelle se construira au-delà de ce moment créatif. Ainsi, les cris du cœur peuvent nourrir des dialogues. Les matériaux recueillis à travers tout le travail peuvent servir de support à la construction d'une pièce de théâtre, laquelle nécessite évidemment un temps plus long que les registres précédents. Exemple : une pièce de théâtre qui retrace le parcours de certains migrants aujourd'hui.

Cris et chuchotements

Cette installation se réfère à la situation de Véronique confrontée à la violence hospitalière suite à son diagnostic de bipolarité (voir fiche 4.5)

Une chambre d'hôpital dans un container fermé où l'on entre comme dans un huis-clos, une cellule.

La chambre est macabre avec seringues, avis médicaux, fioles et sang. Trône en son centre un lit avec un mannequin de femme masquée, inerte, pendant qu'une bande son diffuse en permanence la voix monocorde d'un médecin répétant son diagnostic « bipolaire » en alternance avec d'horribles cris de douleur de la patiente, cris glaçants qui n'atteignent pas le médecin.

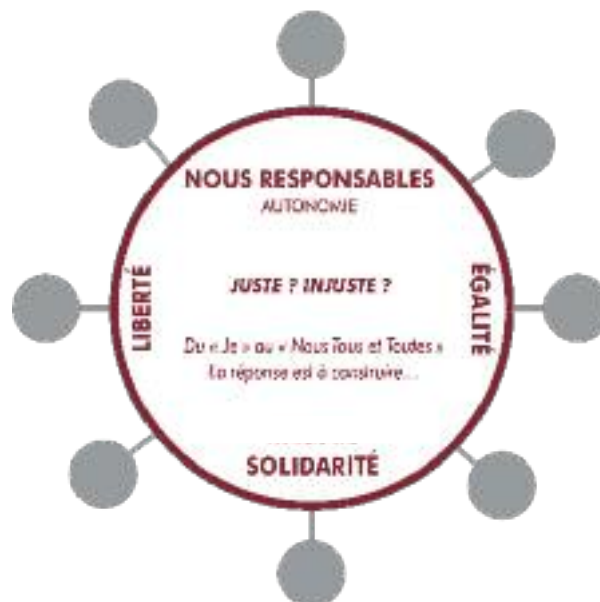
Atelier Intelligences citoyennes, Pech-Sherpa, Québec



6. Évaluer l'action : un regard éthique et politique

Une fois les réalisations élaborées, elles se partagent et se montrent aux différents membres du collectif. Une démarche d'évaluation réciproque a pour objectif de soutenir chaque réalisation pour ce qu'elle est et de suggérer des pistes pouvant, le cas échéant, l'améliorer. En revanche, les choix esthétiques doivent rester l'apanage des réalisateurs.

Il peut être utile de réagir à ce qui est proposé en évaluant l'adéquation des réalisations avec le gouvernail. N'y a-t-il pas contradiction ou dérive, d'éventuelles trahisons politiques et éthiques, à l'égard des principes fondateurs ?



Y a-t-il cohérence et en même temps complémentarité entre l'action, le slogan/la question forte et le nom du collectif ? L'ensemble des personnes participantes peuvent réfléchir à la force de ces trois composantes de façon à perfectionner leur cohérence et complémentarité. Ainsi, il est intéressant qu'un nom de collectif ne dise pas la même chose que le slogan ou la question posée, tout en défendant une même visée de changement.

De même, l'action a intérêt à être complétée dans sa lecture par l'apport du slogan et du nom de collectif. Dans certains cas, le nom du collectif est suffisamment explicite en termes de prescription, de revendication pour servir en même temps de slogan.

NB : Ce moment de réflexivité peut aussi amener les participants à signaler aux autres les post-it qui ont été particulièrement porteurs dans leur travail.

7.1. S'approprier le plaidoyer citoyen

Comment expliquer l'action ? Il s'agit de formuler des exigences diffusables de façon courte pendant l'action et pouvant donner lieu à un plaidoyer élaboré. Selon le scénario 1 (voir fiche 5.2), après chaque présentation de performance, tout le groupe formule les exigences que cela inspire. Selon le scénario 2, les exigences de changements déjà formulées sont enrichies.

Qu'est-ce qu'un plaidoyer citoyen ?

Le terme désigne les textes argumentés qui viennent soutenir et déployer des revendications, des interpellations. Il est particulièrement utilisé dans les mouvements sociaux internationaux et dans les ONG.

Ne pas confondre ce terme avec la plaidoirie de l'avocat qui tente de séduire, de convaincre. Ici, il s'agit d'étayer l'action menée et d'expliquer, dans un registre rationnel, ce qui la motive et ce qu'elle vise comme changement. Le plaidoyer est donc au service de l'affrontement : il soutient ceux qui refusent, s'opposent, exigent...

Les composantes d'une rationalité citoyenne pour un plaidoyer citoyen

ce qui est Transmettre	Le Vécu :	Relayer fidèlement les témoignages et récits subjectifs des situations injustes subies et ressenties. Démarche expressive et narrative
	Le Contexte :	Identifier, selon les cas et à travers des faits avérés et quantifiables si nécessaire, les principaux facteurs sociaux, de genre, économiques, culturels, idéologiques ou religieux, historiques, géographiques, environnementaux, locaux et mondiaux, pesant négativement sur les injustices vécues. Démarche documentaire et analytique
ce que nous voulons Prescrire	Le Juste :	Formuler les exigences de changements que nous revendiquons pour Nous Tous et Toutes en lien avec le gouvernail. Démarche éthique et politique
	Le Droit :	Repérer les règles et lois à changer (y compris Constitutions nationales ou Chartes internationales), à inventer ou sur lesquelles s'appuyer pour soutenir le juste Démarche juridique et institutionnelle

La **validité** du plaidoyer citoyen repose sur l'enchaînement rigoureux de ces quatre registres (expressif, analytique, éthico-politique, juridique).

La **légitimité** du plaidoyer citoyen repose sur le respect du gouvernail et la visée du Nous Tous et Toutes dans les revendications ou propositions éthico-politiques. Il s'agit de visées, d'une recherche allant le mieux possible vers le Nous Tous et Toutes. Il ne s'agit pas de certitudes car nous sommes faillibles et nos propositions sont révisibles (à savoir continuer à examiner une proposition, à la vérifier pour la modifier ou l'amender éventuellement). La formulation de propositions justes peut être facilitée par le fait de se raconter comment cela devrait évoluer.

7.2. Construire collectivement un plaidoyer citoyen

Il s'agit de valoriser les 4 catégories propres à la rationalité citoyenne.

Cette démarche fonctionne bien quand on délègue chaque composante du plaidoyer à des membres du groupe et puis que l'on vérifie ou que l'on retravaille les propositions en grand groupe.

Toutefois, on peut faire le choix de travailler chaque composante avec tout le monde.

Le Vécu – Les témoignages

Le groupe charge certains de ses membres de mettre par écrit, de façon courte mais fidèle aux faits et aux émotions, le récit ou les récits qui ont servi de point de départ au travail.

Il peut être intéressant que ce groupe ne soit pas avec le narrateur ou la narratrice pour vérifier l'appropriation de l'histoire par toutes les personnes.

Il peut être intéressant aussi de mobiliser d'autres récits proches dont on a connaissance et qui se relie également aux injustices subies.

Le Contexte - Les faits, les facteurs qui pèsent

D'autres membres du collectif construisent un questionnaire visant à rechercher les éléments factuels, des éléments de contexte à vérifier, nécessaires pour replacer cette histoire dans un environnement sociétal et historique précis.

Attention, les questions élaborées ne devront pas porter sur le contexte particulier des récits de départ (par exemple « que faisait son mari ? »), mais bien sur le contexte sociétal, local et mondial (économique, social, politique, culturel, régional...).

Ce questionnaire devra sélectionner les explorations les plus pertinentes par rapport aux enjeux du récit et par rapport aux exigences de changement portées par l'action.

Ces questions une fois validées par tout le groupe pourront donner lieu à une recherche dans toutes les sources d'information existantes ou bien servir de base à une rencontre avec des personnes-ressources. Il s'agit, à ce stade, d'un plan de travail.

Le Juste - Les liens au gouvernement

Les membres du groupe qui vont travailler cette dimension ont une charge particulièrement délicate puisque c'est l'expression éthique et politique du groupe. Si c'est une délégation qui mène le travail de base, il va de soi que tout le groupe relira, vérifiera et validera ou rectifiera les positions proposées.

On peut adopter deux démarches de travail différentes pour les liens au gouvernail :

- a) *Première démarche.* Les personnes classent en listes les exigences de changements, qui ont été affichées en désordre, selon des faire thématiques : « rétablir la justice fiscale » par exemple. A l'intérieur de la liste, organiser les différentes propositions en se donnant une logique (par exemple du particulier au général ou inversement).

Une fois ce classement opéré, il s'agit de choisir l'ordre dans lequel ces faire thématiques vont être proposés dans le plaidoyer, de les numéroter. Sur chaque liste faire le lien avec les principes du gouvernail (par exemple des pastilles de couleur si le gouvernail a été dessiné avec principes en couleurs différentes).

- b) *Seconde démarche.* Les personnes déposent chaque exigence de changement sur un des côtés du gouvernail étalé au sol. Si le gouvernail a été construit avec quatre couleurs différentes par principe, on peut aussi mettre une touche de couleur complémentaire sur les exigences de changement qui relèvent de plus d'un principe. Si certaines exigences de changement touchent à l'ensemble du gouvernail, on les met au centre.

Il reste alors au groupe à choisir par quel principe il commence (opter pour une chronologie) et cette partie du plaidoyer sera alors ici argumentée sur base de principes et non de thématiques.

Le Droit - Les lois et les règles

Les personnes qui s'attellent à cette composante du plaidoyer vont, comme pour le contexte, construire un questionnement qui explore les contraintes juridiques et les textes de loi existants de façon à clarifier ceux qui peuvent soutenir les propositions justes et ceux qui devraient être revus voire supprimés. Il s'agit, à ce stade, d'un plan de travail.

.....

Une fois en possession des différentes productions autour du Vécu, du Contexte, du Juste, du Droit, partir des propositions sur le Juste pour les mettre en interaction avec les autres composantes afin de voir s'il y a cohérence ou si des réajustements doivent être faits. Il reste à tout le collectif un travail de relecture, de validation et d'éventuel choix de priorités.

On peut aussi construire un plaidoyer long pour certains usages et le résumer pour d'autres usages.

NB : Rappelons que le Vécu et le Juste nous appartiennent totalement en tant que citoyens et citoyennes : les experts et les juristes n'ont pas à nous les dicter. En revanche, pour le Contexte et le Droit, nous pouvons nous faire aider, à condition de choisir des personnes ressources alliées, solidaires des exigences de justice du groupe.

7.3. Vérifier et complexifier le plaidoyer citoyen

*Comment asseoir la validité et la légitimité du « Nous » signataire du plaidoyer ?
Comment rendre compte de la complexité des positions et du doute ?*

La légitimité du « Nous » signataire

Comme tout acte citoyen, le plaidoyer reste l'œuvre d'une subjectivité humaine : c'est Nous qui disons. Cette subjectivité néanmoins prétend à la validité et à la légitimité : on est dans l'ordre de la visée et pas dans l'ordre de la certitude. Toutefois, l'articulation des 4 registres - narratif, analytique, éthico-politique, juridique - et la mise à l'épreuve par le gouvernail font que les signataires mettent toutes les chances de leur côté pour asseoir cette validité et cette légitimité, justifiant la prise en compte de ce qui est proposé.

Les doutes et les questionnements

Le travail d'un collectif peut l'amener à ne pas avoir les éléments suffisants pour trancher certaines préoccupations et formuler des propositions fermes. Un tel cas de figure est fréquent et n'est pas problématique. Dans ce cas, le plaidoyer formule les questions que le collectif se pose, incitant les autres citoyens à se poser les mêmes questions. Il s'agit alors ici de défendre la mise à l'agenda politique de ces questions.

Les dilemmes entre principes et aspects

Le travail du collectif peut l'amener à mettre en tension des principes et à devoir hiérarchiser ses prises de positions. Par exemple, une tension entre la Liberté et la Solidarité ou la Liberté et l'Égalité. Premier élément de méthode pour avancer : chaque principe démocratique en soi n'est pas un absolu. Il est à corréliser avec d'autres principes.

Ce qui implique de mettre à l'épreuve un principe par un autre. Oui à la liberté, si elle ne compromet pas la solidarité en tant que système sociétal de redistribution, si elle ne compromet pas l'exigence d'égalité. Une manière de vérifier cette clé est d'anticiper les risques d'une prise de position pour les années à venir. Par exemple les risques que l'allocation universelle pourrait faire courir à la solidarité, à l'égalité et à la justice salariale, etc. Rappelons que la liberté seule, c'est la sauvagerie.

Quant aux aspects qui peuvent entrer en contradiction - ainsi l'aspect économique contredisant l'éthique - il s'agit d'arbitrer cette contradiction en privilégiant l'exigence éthique et politique du Nous Tous. L'économique comme les autres aspects doit donc être soumis à ce qui serait Juste pour Nous Tous et Toutes, en lien avec le gouvernail.

La singularité et le Nous Tous/Toutes

La qualité d'un plaidoyer est d'articuler le respect de la singularité du groupe avec l'exigence du Nous Tous. Ainsi, l'euthanasie n'est imposée à personne, mais, dans certaines conditions éthiques, l'euthanasie devient possible pour tous, à savoir ceux qui le veulent. De même, la liberté de la pratique religieuse est à préserver, mais les institutions et les services publics pour tous ne doivent afficher aucune préférence religieuse ou philosophique.

Vérification du plaidoyer

- Anticiper les effets des résolutions adoptées ici et ailleurs.
- Généraliser à tous/toutes les propositions et garantir leur réversibilité (ce que nous exigeons pour tous s'applique à nous et inversement).
- Envisager les menaces éventuelles sur les principes.

7.4. Animer un plaidoyer sur un territoire

Une collectivité (village, commune, quartier, groupe de personnes...) peut être mobilisée pour défendre des exigences éthiques et politiques touchant à la justice sociale. Comment animer, faire surgir et faire vivre un plaidoyer citoyen au niveau d'un territoire, d'une collectivité ?

Animer un plaidoyer

L'appel au vécu :

- Cette première étape amène à cerner sur un territoire ou en lien avec un certain type de personnes (par exemple mères monoparentales, personnes handicapées, agricultrices...) les injustices à faire progresser ou les préoccupations à faire émerger. Il s'agit ensuite de définir une méthode et des démarches pour récolter les vécus, les ressentis et expériences de chacun et chacune par rapport au problème posé.
- Il est important que la récolte des vécus soit respectueuse des personnes vers qui l'on se tourne de façon à éviter tout voyeurisme. Il est également important d'identifier des lieux où contacter les personnes concernées, les rassembler, créer un espace narratif de reconnaissance réciproque.
- Comment faire circuler les récits de façon à favoriser la reconnaissance par les autres citoyens et par les pouvoirs des problèmes rencontrés et des exigences de changement ? (Vidéos, théâtres, espaces forums, interpellations créatives...).

L'analyse des faits, du contexte :

- Cette deuxième étape examine, dans le présent et le passé, les faits ou les éléments objectifs du contexte dans lequel s'inscrivent les récits vécus, qui demandent de s'informer, d'enquêter, de faire appel à des personnes ressources.
- Une telle préoccupation est particulièrement importante à une époque où le Net permet à chacun de faire circuler de fausses informations, des post-vérités, des soi-disant complots, sans processus de vérification. Voilà pourquoi doivent se développer une rigueur et de la vérification permanente.

La référence aux principes démocratiques et le rapport au juste :

- Cette troisième étape pose à toutes les personnes participantes la question suivante : Ce qui est bien pour nous/pour vous, est-ce juste pour nous tous et toutes ? Comment respecter la solidarité, l'égalité, la responsabilité collective, les choix de vie ?
- Cette étape met à l'épreuve le gouvernail. Les options ou résolutions proposées par les participants aux plaidoyers ne contredisent-elles pas les principes démocratiques, leur interaction ? Cette étape amène donc à sélectionner ou à hiérarchiser les arguments et les propositions, afin d'adopter des résolutions légitimes, c'est-à-dire en lien avec le Nous Tous et Toutes. Comme le rapport au Vécu, le rapport au Juste nous appartient pleinement en tant que citoyens, citoyennes.

Le rapport au Droit :

- Cette étape de l'intelligence collective examine les règles en vigueur ou les lois pour voir si elles peuvent être utilisées comme appuis ou bien pour voir si elles sont injustes et donc demanderaient à être revues. En effet, le Droit n'est pas toujours juste. Cette étape peut nécessiter l'apport de personnes-ressources.

8.1. Développer la vigilance citoyenne face aux manipulations

Une compétence citoyenne clé est celle qui consiste à débusquer des actes de parole manipulateurs qui circulent dans la société, dans les médias, sur les réseaux sociaux. Une compétence de base est celle qui permet de reconnaître les actes de paroles compétitifs lesquels procèdent par intimidations, disqualifications, dénigres, mensonges, duperies, fausses promesses...

S'entraîner à repérer les actes de paroles compétitifs

Deux personnes présentent un projet oralement dans un groupe ou par écrit sur Facebook. Les récepteurs multiplient volontairement les actes de parole compétitifs pour identifier leurs effets.

Ils persiflent
 Ils cherchent à séduire
 Ils noient le poisson
 Ils cherchent à se faire passer pour plus compétents
 Ils ridiculisent le propos
 Ils se victimisent
 Ils pratiquent le déni du propos de départ

Les participants font, après, l'analyse de ce que produisent ces actes de parole en termes de violences pour la personne qui propose le projet, en termes d'impuissances collectives, en termes de rapports humains où l'autre est un objet, une proie.

Pratiquer des manipulations rhétoriques (voir pp. 46 à 52)

Atelier 1 : Le salon savant

Construisez une intervention théâtrale qui refuse d'entendre la souffrance des gens sur un thème choisi (santé, retraite, etc.) en mettant en forme des syllogismes, des affirmations reposant sur des prémisses non dites pour évacuer la vie réelle.

Atelier 2 : Tout est dans tout

Construisez un texte humoristique recensant un maximum de fausses équivalences en circulation dans notre société (par exemple : complémentarité en lieu et place d'égalité).

Atelier 3 : L'argent ou la vie

Construisez des séquences menaçant les citoyens de désastres et présentant de fausses alternatives (pour disqualifier les droits acquis importants et proposer à la place des alternatives bidons).

Atelier 4 : Tout cela n'est pas grave !

Recensez des polémiques en pour ou contre qui ont pour enjeu de banaliser le tort subi : « Pour ou contre les génocides ». Ou pour enjeu de fragiliser les acquis : « Pour ou contre la retraite à 68 ans ».

8.2. Sortir du débat caca

Un des pièges de la citoyenneté est de s'enliser dans des débats caca où jouent à plein les compétitions narcissiques entre actes de parole compétitifs alors même que le cadre d'une délibération implique la coopération. Ne pas oublier que l'on délibère avec des personnes dont nous pouvons faire l'hypothèse qu'à l'horizon un consensus est possible. Ce registre de l'action collective répond donc à des conditions très précises (voir fiche 9.1.).

L'approche suggérée est d'abord de favoriser des regards critiques sur ce qui nourrit le débat-caca : les postures adoptées dans les débats télévisés, par exemple ou dans les échanges sur le Net. Il s'agit ensuite de mettre en œuvre des jeux de rôle de soi-disant « débats » où les actes compétitifs sont déployés. Il est possible aussi de proposer aux participants de rejouer des débats caca vécus où les actes de parole compétitifs ont joué à plein : les reconstituer. Dans les deux cas, il s'agit de les observer et d'imaginer « des sorties de secours ».

1. Les débats télévisuels

Décoder dans des débats télévisés les actes de parole compétitifs. On va les observer en deux temps : d'abord les corps, gestes, regards, en coupant le son. Quels actes de parole sont posés ? Les nommer, décrire les interactions et les effets produits. Ensuite réintroduire le son, et faire la même observation. Puis analyser les étapes de cette compétition, les stratégies choisies par les acteurs, décrire les impasses dans lesquelles le débat s'enlise.

2. Les réseaux sociaux

Ouvrir pour la décoder une séquence interactive sur Facebook entre plusieurs amis. Repérer l'environnement publicitaire de l'échange. Relever dans l'échange les actes posés et la bulle cognitive dans laquelle s'enferment les « interlocuteurs » (bulle cognitive=les évidences, les interprétations, les soupçons développés par les « interlocuteurs » sans se remettre en question, sans recourir à d'autres points de vue et/ou à des sources multiples et sérieuses).

S'entraîner aux actes de parole coopératifs

- Encourager l'expression des situations, l'analyse des faits, la récolte d'informations.
- Amener des propositions positives, des questions utiles.
- Favoriser le doute et la vigilance critique, l'explicitation des divergences et désaccords.
- Reformuler et synthétiser.
- Explorer les prises de parole en vue d'amener leur explicitation.
- Proposer des pistes...

À la différence des actes de parole compétitifs et narcissiques qui déstabilisent les participants plutôt que de chercher le juste et qui empêche le travail collectif en transformant la débat en spectacle, les actes de parole coopératifs permettent l'émergence d'une réelle intelligence collective.

8.2.1. Focus sur les pistes de sortie du débat caca

Un débat plein d'impasses

On choisit un thème qui a été très débattu dans les associations ou collectifs en présence. On demande à 5 personnes ayant vécu un débat sur ce thème de retrouver des actes de parole compétitifs qui ont été posés : se les remémorer, s'approprier à les rejouer. On demande à 5 autres personnes ayant elles-aussi vécu un débat sur ce thème de se remémorer des actes de paroles coopératifs qui ont été à l'œuvre. Les deux groupes se lancent dans un débat grande nature avec les actes compétitifs-coopératifs dont on s'est souvenu.

Le reste du groupe observe. Quelles sont les intentionnalités à l'œuvre dans les actes compétitifs : séduire, intimider, disqualifier, soupçonner, dénier, noyer le poisson, etc. ? Idem pour les coopératifs : explorer les divergences, reformuler pour assurer une bonne compréhension, proposer un cadre, synthétiser où on en est, construire un questionnement commun, rappeler le gouvernail et des références communes etc.

Roues de secours pour sortir du débat-caca et le transformer en délibération citoyenne :

- a. *Transformer toutes les affirmations en questions, c'est-à-dire en actes de parole coopératifs (voir fiche 3.4. « questionner une saine habitude »).*
- b. *Se mettre d'accord sur des signaux d'alerte quand on rentre dans la compétition narcissique.*
- c. *Valoriser la reformulation et les moments de synthèse (inviter régulièrement les participants à reformuler ce qui est dit par les uns et les autres).*
- d. *Se donner des règles éthiques et méthodologiques de coconstruction.*
- e. *Bien cadrer la réunion : objet, contexte, objectifs, étapes, enjeux...*

9.1. Favoriser les conditions d'une d'une délibération démocratique

Une délibération nécessite la mise en place de conditions éthiques et méthodologiques pour pouvoir prétendre à la validité et à la légitimité.

Condition 1 : un référentiel commun pour une légitimité

Un débat se doit d'être triangulé par des repères tiers, à savoir les principes fondateurs d'une démocratie (le gouvernail). Sans cette référence, sans ce socle commun, un débat devient un simple rapport de force, ouvert à toutes les sauvageries, alors même qu'il est censé incarner un lieu de mise en suspens des violences, pour construire une intelligence collective par la raison.

Condition 2 : des actes de parole coopératifs et non compétitifs

Le philosophe allemand Habermas parle de délibération démocratique et non de débat. Parler, c'est agir, c'est poser un acte qui a des effets. Parler, c'est donc s'engager et prendre une responsabilité. Pour Habermas, en démocratie, lorsque l'on entre dans une délibération argumentée, il est important de poser des actes de parole qui traitent l'autre comme un sujet égal à soi et non comme un objet, de mettre en suspens les compétitions rhétoriques.

Condition 3 : une validité procédurale

Une délibération se construit grâce à une procédure dans laquelle chacun s'engage le plus honnêtement possible, pour élaborer collectivement la meilleure résolution possible. La valeur d'une délibération démocratique est procédurale ; procédure qui permet de valider et de légitimer le résultat. Chaque personne peut entrer dans une délibération démocratique avec ses convictions, quels qu'en soient les contenus. À condition toutefois qu'elle accepte l'idée selon laquelle, au terme d'une procédure valide, ce à quoi elle croit le plus personnellement ne sera pas nécessairement retenu comme résolution commune.

Cette procédure associe plusieurs registres et plusieurs moments distincts : un processus lent, social, culturel, ne s'enfermant pas dans un seul lieu et qui passe par :

- l'ouverture réciproque aux témoignages et aux récits (synchroniques ou diachroniques) des acteurs et actrices (d'aujourd'hui et d'hier)
- la mise en contexte des récits subjectifs et pluriels par des analyses rigoureuses, scientifiques
- l'invention par les personnes participantes de solutions ou de résolutions nouvelles, se dégageant de l'articulation complexe des vécus subjectifs (souvent contradictoires) et de leur contextualisation rigoureuse ou objectivante
- la mise à l'épreuve, par le gouvernail des 4 principes, des résolutions imaginées par les personnes participantes : ce que nous proposons est-il juste pour Nous Tous et Toutes ?
- la confrontation au Droit des résolutions imaginées par les personnes participantes, dans une perspective innovante.

9.2. Construire une délibération démocratique

Une délibération ne se pratique pas en une ou deux heures dans un même lieu : sortir de l'unité de temps et de l'unité de lieu. Les différentes étapes peuvent être pratiquées à des moments différents, selon des processus différents et intégrer des écarts de temps importants.

Démarche du groupe

Il s'agit bien d'une délibération et non d'un simple débat, puisqu'une résolution commune en est l'enjeu. Le terme « résolution » est préféré à celui de « décision ». Une décision se donne en effet comme ponctuelle, définitive et non réversible. Elle se situe principalement dans le registre de l'efficacité. La résolution se donne, elle, comme pouvant être revue (faillible) et elle intègre des choix éthiques et politiques, au-delà du simple problème de départ. Attention ! Il est important de se donner collectivement une méthode pour interroger les actes de parole posés !

1er temps : LE VÉCU, émotions et expériences

De quelles expériences pouvons-nous parler en lien avec le problème posé ? Ces expériences sont recueillies et mises en relation les unes avec les autres, en utilisant le processus de compréhension (le lien des expériences racontées avec celles que je connais, les émotions, les exigences qu'elles provoquent chez moi). Ce recueil peut se faire en réunissant les personnes dans un même lieu ou bien en sollicitant les témoignages via le Net par exemple, de façon à ce que chacun-e puisse les découvrir et se situer, avant de rencontrer les autres.

2e temps : LE QUESTIONNEMENT, un moment charnière

Après ce premier temps et avant le deuxième, il s'agit de produire collectivement un ensemble de questions, tous azimuts, suscitées chez chacun-e par la narration des situations. Lorsque des réactions spontanées surgissent en termes d'affirmations ou de convictions, il s'agit de les transformer en questions, car on ne peut travailler avec des affirmations fermées.

Ensuite, il s'agit de classer ces questions par thèmes et de se donner un agenda de travail, sélectionnant les thèmes à traiter. Les questions touchant au contexte et aux faits objectifs seront traitées en deuxième temps par des démarches d'informations ou d'appel à des experts. Les questions touchant aux choix éthiques et politiques seront traitées dans le troisième temps du travail. Par ailleurs, est intéressante également une démarche dynamique mettant, par exemple, en confrontation les faits et le Droit, le vécu et les choix éthiques. On peut aussi adopter une démarche en spirale.

3e temps : LES FAITS, enquête et informations

Quelles sont les données matérielles, financières, économiques, sociales et autres, locales ou mondiales qui influencent les situations ? Voir les sources informatives. Quelles sont nos contraintes ? Intégrer déjà pour ce point des éléments du 4e temps. Quelles sont nos possibilités ? Quelles sont les obligations liées aux pratiques et fonctions des uns et des autres ? Quelles marges de manœuvre se dessinent ?

4e temps : LE JUSTE, les choix éthiques et politiques

À quelles difficultés vécues et à quelles contraintes donner la priorité ? En fonction de quels principes ou choix éthiques et politiques ? Quelles solutions, revendications ou perspectives proposer ?

Mettre les résolutions envisagées à l'épreuve du gouvernail. Les options que nous prenons (bonnes pour nous) sont-elles justes pour tous ? Comment le vérifier ? Seront-elles être justes pour les autres acteurs concernés ?

4 mises à l'épreuve :

- L'épreuve de la collectivité proche ou lointaine (quartier, village, nation, monde).
- L'épreuve de l'anticipation dans l'espace : est-ce juste pour d'autres ailleurs ?
- L'épreuve de l'anticipation dans le temps : est-ce juste pour aujourd'hui et demain ?
- L'épreuve de la réversibilité : ce qui est bon pour d'autres est-ce juste pour nous ?

5e temps : LE DROIT, le rapport aux règles et aux lois

Quelles sont nos obligations légales ? Que disent les textes de lois, les circulaires, les règlements d'ordre intérieur ? Les situations vécues relèvent-elles du Droit national ou international . Doit-on tenir compte d'usages contraignants non strictement juridiques ? Les règles ou le Droit en vigueur peuvent-ils nous servir et nous soutenir ? Ou bien a contrario, ces règles ou ce Droit sont-ils en décalage, voire en défaut, par rapport aux situations ?

* * *

Évaluer a posteriori une délibération

Démarche du groupe

Le principe d'observateurs extérieurs n'est pas retenu qui instaure un rapport objectivant de type sujet-objet.

1. Le retour sur soi :

Chaque personne note, une fois la résolution commune acquise, les moments qui lui ont plu ou déplu et ce qu'il ou elle ressent par rapport à la résolution adoptée : suis-je content ou contente, déçu ou déçue ? À quoi ai-je dû renoncer ?

2. En équipes de quatre ou cinq :

- Quels témoignages nous ont touchés et intéressés et ont orienté la démarche ?
- Quels faits ont été explorés ? Lesquels ont été oubliés ?
- Quelles attitudes et quelles interventions ont fait le plus avancer les choix ?
- Quels arguments ont été, in fine, jugés les plus justes ?
- Quels nouveaux éléments pourraient rendre notre résolution contestable ou fragile ?

3. En grand groupe :

- Quels actes de parole ont fait le plus avancer notre travail ?
- Quels actes de parole ont ralenti le processus ou ont brouillé les repères ?

NB : il s'agit bien d'évoquer la non pertinence de certains actes de parole et non d'accuser des énonciateurs particuliers.



Cinq auteurs qui ont inspiré la méthodologie

Émile Benveniste (1902-1976) : ce linguiste, spécialiste des langues indo-européennes, a dégagé les composantes universelles de l'énonciation humaine.

Du côté de la reconnaissance réciproque et de la rencontre

Jürgen Habermas (1929-) : ce philosophe a étudié les composantes de l'espace public démocratique, les exigences éthiques des actes de parole et les conditions d'une véritable délibération argumentée.

Ricœur (1913-2005) : ce philosophe, spécialiste de l'interprétation du sens, a étudié comment nous pouvons reconstruire nos filiations et le sens de notre vie à partir des récits.

Du côté de la rupture critique et du conflit

Jacques Derrida (1930-2004) : ce philosophe propose la déconstruction, la résistance créative à l'égard des codes dominants, en particulier linguistiques. En même temps, il approche le langage comme un don qui nous ouvre à l'altérité.

Jacques Rancière (1940) : ce philosophe approche l'histoire des luttes ouvrières et sociales sous l'angle de leur scénographie et de leur esthétique conflictuelle, le conflit étant indispensable en démocratie.

Petite Bibliographie

Benveniste (E.), 1966, 1974, *Problèmes de linguistique générale*, Tomes 1 et 2, Paris, Editions Gallimard.

Dardot (P.), Laval (C.), 2014, *Commun : essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, éditions La Découverte

Habermas (J.), 1987, *Théorie de l'agir communicationnel*, Tomes 1 et 2, Paris, Librairie Fayard, coll. « L'espace du politique ».

Hansotte (M.), 2008, *Les intelligences citoyennes*, Bruxelles, Deboeck et Larcier, Editions Deboeck Université, coll. « Les intelligences citoyennes ».

Lefort (C.), 1981, *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Librairie Arthème Fayard.

Le Monde selon les femmes, 2013, *Mettre en œuvre les intelligences citoyennes*, Majo Hansotte, Édition Le Monde selon les femmes, 2013.

Le Monde selon les femmes, 2015, *Stratégies de femmes face au changement climatique* in Recherche et plaidoyer, Édition Le Monde selon les femmes.

Rancière (J.), 1995, *La méésentente, politique et philosophie*, Paris, Editions Galilée, coll. « La philosophie en effet ».

Ricoeur (P.), 1985, *Temps et récit, Tome 3 : Le temps raconté*, Paris, Editions du Seuil, coll. « Point ».

Rosanvallon (P.), 2010, *La société des égaux*, Paris, Editions du Seuil.

TABLE DES MATIERES

Introduction : Le temps des intelligences citoyennes	1
Partie 1 : Repères - Les composantes de l'espace public.....	3
<i>Dire le juste et l'injuste, une exigence démocratique</i>	5
C'est juste notre vie... ?	5
Une rupture radicale	7
Une clé conflictuelle : le Nous Tous et Toutes.....	8
Un Gouvernail pour penser et agir	11
<i>Une conquête de l'énonciation humaine en progression ?</i>	16
L'espace public : une scène pour la parole citoyenne	16
Les démocraties ont 3 dimensions	17
Les démocraties n'ont plus vraiment 3 dimensions	20
<i>Espace public et médias : quelle articulation ?</i>	23
Espaces médiatiques-numériques en question	24
<i>La séparation des pouvoirs et la distinction des sphères</i>	26
Partie 2 : Jalons – La dynamique des Intelligences citoyennes	29
<i>Quatre Intelligences pour un espace public</i>	31
<i>L'Intelligence narrative</i>	32
Sommes-nous sujets de nos vies ?	32
Le récit, moteur de l'intelligence collective	33
<i>L'Intelligence déconstructive</i>	36
Une vigilance créative permanente	36
<i>L'Intelligence prescriptive</i>	40
Par où passe le devenir ?	40
Renouveler la dynamique prescriptive	42
<i>L'Intelligence argumentative</i>	43
Construire un plaidoyer citoyen	43
Débusquer les actes de parole manipulateurs	46
Délibérer : le temps de la reconstruction	53

Partie 3 : Démarches – La construction collective de l’action 55

Force	Juste ? Injuste ? Du subir à l’agir	57
Désir	Un espace de paroles citoyennes.....	58
Action	Les étapes d’un collectif.....	59
Fiche	0. Parcourir le puzzle démocratique	60
Fiche	1. Enoncer les infinitifs vitaux	61
Fiche	2.1. Construire un NOUS.....	62
	2.2. Un exemple de construction d’un NOUS	63
Fiche	3.1. Qu’est-ce que déconstruire ?	65
	3.2. Déconstruire de façon impertinente	66
	3.3. Déconstruire de façon impertinente	67
	3.4. Déconstruire : questionner, une saine habitude	68
Fiches	4.1. Pratiquer l’engagement narratif	69
	4.2. Différencier récit et compte-rendu	70
	4.3. Se remémorer une injustice vécue.....	71
	4.4. Constuire une pacte narratif	72
	4.5. Prolonger la transmission des récits	74
	4.6. Accueillir un récit d’ailleurs ou de demain	75
	4.7. Choisir des moteurs communs	76
	4.8. Potentialiser le récit	77
	4.8. Potentialiser le récit : tableau récapitulatif	78
Fiches	5.1. Agir dans l’espace public par l’écriture inventive	81
	5.2. Agir dans l’espace public par une action invenive	82
Fiche	6. Évaluer l’action : un regard éthique et politique	87
Fiche	7.1. S’approprier le plaidoyer citoyen	88
	7.2. Construire collectivement un plaidoyer citoyen	89
	7.3. Vérifier et complexifier le plaidoyer citoyen	91
	7.4. Animer un plaidoyer sur un territoire	92
Fiche	8.1. Développer la vigilance citoyenne face aux manipulations	93
	8.2. Sortir du débat caca.....	94
Fiche	9.1. Favoriser les conditions d’une délibération démocratique	96
	9.2. Construire une délibération démocratique	97

Cinq auteurs qui ont inspiré la méthodologie et petite bibliographie..... 100

Majo Hansotte est l'autrice d'une thèse sur l'espace public contemporain ; elle en a tiré un ouvrage intitulé « Les Intelligences citoyennes » et a réalisé plusieurs plaquettes méthodologiques en lien avec des préoccupations de terrain.

La démarche de formation proposée ici s'adresse à des acteurs et actrices de terrain, à des intervenants et intervenantes ainsi qu'à des citoyens et citoyennes de tous les jours. L'enjeu de la démarche tourne autour de la capacité à dire le Juste et l'Injuste pour agir à travers des intelligences collectives appelées « Intelligences citoyennes ».

Aujourd'hui, un moteur majeur des luttes sociales, locales et mondiales, ce sont les personnes privées de parole, dont les injustices subies ont été jusqu'ici rendues inaudibles ou invisibles.

L'outil présenté ici est le fruit de nombreux ateliers *Intelligences citoyennes* animés par la conceptrice de la démarche ou par d'autres prenant le relais. Ces ateliers ont rassemblé des personnes engagées autour du Juste et de l'Injuste, en Wallonie et à Bruxelles, en France, au Québec, en Algérie, en Tunisie, en Amérique latine, en Afrique subsaharienne... Hommage leur soit rendu.